



**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**SIXIÈME RAPPORT
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
(VINGT ET UNIÈME SESSION)**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/6307)

NATIONS UNIES

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**SIXIÈME RAPPORT
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
(VINGT ET UNIÈME SESSION)**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/6307)



NATIONS UNIES

New York, 1966

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages	
AVANT-PROPOS.....		v
RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1967		
<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	
I. — LE PROJET DE BUDGET POUR 1967		
Observations générales	1-8	1
Nature et portée de l'examen du projet de budget par le Comité consultatif	9-12	2
Comparaison des prévisions pour 1967 et des crédits ouverts pour 1966	13-24	3
Situation financière de l'Organisation	25-26	5
Considérations de principe sur lesquelles se fonde le projet de budget pour 1967	27-40	6
Conférences et réunions	41-51	8
Documentation	52-68	9
Programmes et budgets	69-101	11
a) Ordonnance du budget de l'Organisation des Nations Unies....	77-84	12
b) Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et incidences budgétaires de ce programme.....	85-90	13
c) Etablissement et présentation des budgets des institutions.....	91-101	14
Action dans le domaine de l'information.....	102-111	15
Régime des voyages.....	112-113	16
Dispositions relatives au secrétariat du Comité administratif de coordination	114-116	17
II. — PROJETS DE RÉOLUTION.....	117-122	18
Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif.....		18
<i>Appendice I.</i> — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1967 (présenté par le Comité consultatif)		19
<i>Appendice II.</i> — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967 (présenté par le Comité consultatif)		22
<i>Appendice III.</i> — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1967 (présenté par le Comité consultatif)		22
III. — RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET :		
PRÉVISIONS DE DÉPENSES		
<i>Titre 1^{er}.</i> — <i>Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</i>		
Chap. 1 ^{er} . — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	123-129	23
Chap. 2. — Réunions et conférences spéciales.....	130-141	24
<i>Titre II.</i> — <i>Dépenses de personnel et dépenses connexes</i>		
Chap. 3. — Traitements et salaires		
Observations générales	142-148	26
Art. I ^{er} . — Postes permanents	149-155	28
Art. II. — Personnel temporaire pour les réunions	156-159	29
Art. III. — Autre personnel temporaire	160-164	29
Art. IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	165-166	30

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Chapitres

Paragrapbes Pages

PRÉVISIONS DE DÉPENSES (suite)

Ensemble du chapitre 3	167	30
Chap. 4. — Dépenses communes de personnel	168-177	30
Chap. 5. — Frais de voyage du personnel	178-187	32
Chap. 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	188-190	33

Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services

Chap. 7. — Bâtiments et amélioration des locaux	191-206	33
Chap. 8. — Matériel et installations	207-216	36
Chap. 9. — Entretien, utilisation et location des locaux	217-226	37
Chap. 10. — Frais généraux	227-247	39
Chap. 11. — Imprimerie	248-263	42

Titre IV. — Dépenses spéciales

Chap. 12. — Dépenses spéciales	264-276	45
--------------------------------------	---------	----

Titre V. — Programmes techniques

Chap. 13. — Développement économique, développement social et administration publique	277-282	47
Chap. 14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme		47
Chap. 15. — Contrôle des stupéfiants		47

Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes

Chap. 16. — Missions spéciales	283-292	48
Chap. 17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies	293-298	50

Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Chap. 18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	299-315	51
---	---------	----

Titre VIII. — Cour internationale de Justice

Chap. 19. — Cour internationale de Justice	316-321	53
--	---------	----

Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Chap. 20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	322-342	54
--	---------	----

PRÉVISIONS DE RECETTES

343 57

Titre I^{er}. — Recettes provenant des contributions du personnel

Chap. 1 ^{er} des recettes. — Contributions du personnel	344-347	58
--	---------	----

Titre II. — Autres recettes

Chap. 2 des recettes. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	348-353	58
Chap. 3 des recettes. — Recettes générales	354-361	59
Chap. 4 des recettes. — Vente de timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU)	362-364	59
Chap. 5 des recettes. — Vente des publications	365-370	60
Chap. 6 des recettes. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes	371-379	60

INDEX		62
-------------	--	----

AVANT-PROPOS

1. Les principales attributions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, telles qu'elles sont définies dans la résolution 14 A (I) de l'Assemblée générale en date du 13 février 1946, sont les suivantes :

"a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et rendre compte de cet examen ;

"b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui sont renvoyées ;

"c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers à conclure avec ces institutions ;

"d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et rendre compte de cet examen à l'Assemblée."

Le Comité se compose des membres suivants :

M. Jan P. Bannier (*Président*) ;

M. Albert F. Bender, Jr. ;

M. Abdon Ciss ;

M. Paulo Lopes Correa ;

M. André Ganem ;

M. James Gibson ;

M. Raúl A. J. Quijano ;

M. Mohamed Riad ;

M. E. Olu Sanu ;

M. Dragos Serbanescu ;

M. S. K. Singh ;

M. V. F. Oulantchev.

2. Le Comité consultatif a tenu la première partie de sa session d'été à New York, du 23 mai au 23 juin 1966. Il a examiné :

a) Le projet de budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1967 (A/6305) ;

b) Les rapports financiers et comptes pour 1965 et les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les divers programmes et activités de l'ONU (A/6306 et Add.1 à 3 et A/6308) ;

c) Les résolutions par lesquelles le Conseil économique et social avait demandé l'avis du Comité sur certaines questions administratives.

3. Le Comité consultatif s'est ensuite rendu à Genève pour examiner un rapport du Secrétaire général sur l'agrandissement éventuel des salles et installations de conférence au Palais des Nations. Le rapport du Comité consultatif sur la question sera distribué sous la cote A/6385.

4. Le Secrétaire général, le Contrôleur et de hauts fonctionnaires du Secrétariat ont donné au Comité des explications complémentaires sur le projet de budget pour 1967. Le Comité consultatif tient à leur exprimer ses remerciements.

5. Le Comité se doit aussi de rendre hommage au précieux concours du Comité des commissaires aux comptes et est particulièrement reconnaissant au Président du Comité des explications qu'il a données au sujet des rapports pertinents.

6. Au nom du Comité et en mon nom personnel, je tiens à rendre hommage aux Secrétaires du Comité et au personnel qui les a secondés, ainsi qu'aux interprètes du Comité. Leur compétence et leur dévouement ont beaucoup facilité la tâche du Comité.

Le Président,
J. P. BANNIER

Le 8 juillet 1966

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LE PROJET DE BUDGET POUR 1967

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE BUDGET POUR 1967

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le Secrétaire général présente pour 1967 un projet de budget prévoyant des dépenses brutes de 128 227 800 dollars¹, soit 6 660 380 dollars de plus que le chiffre total brut actuellement approuvé pour 1966 (121 567 420 dollars).

2. Les recettes sont estimées pour 1967 à 21 623 626 dollars, se décomposant comme suit: recettes provenant des contributions du personnel (à porter au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts), 13 350 000 dollars; recettes de toutes autres provenances (à déduire des crédits bruts aux fins du recouvrement des contributions), 8 273 626 dollars. Après déduction du montant estimatif des recettes, les dépenses nettes pour 1967 s'établiraient à 106 604 174 dollars, soit 4 827 450 dollars de plus que le chiffre total net approuvé pour 1966 (101 776 720 dollars).

3. Le projet de budget pour 1967 ne tient pas compte des dépenses supplémentaires qui sont énumérées au paragraphe 21.

4. Le Comité consultatif, pour les raisons exposées dans la suite du présent rapport, recommande de réduire de 1 730 600 dollars au total les crédits demandés. Du fait de cette réduction, ainsi que de certains ajustements que le Comité recommande d'apporter aux prévisions de recettes, le chiffre net² des dépenses pour 1967 serait ramené de 106 604 174 dollars, chiffre proposé par le Secrétaire général, à 104 831 974 dollars.

5. Les Etats Membres qui versent des contributions aux budgets des organisations reliées à l'ONU souhaiteront peut-être savoir dans quel ensemble s'insèrent les prévisions relatives aux activités ordinaires de l'ONU pour 1967. Le tableau 1 donne, aux fins de comparaison, les chiffres concernant les exercices 1962 à 1967. Les contributions des Etats Membres aux budgets de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées s'établissaient en 1965 à environ 231,9 millions de dollars, tandis que les contributions mises en recouvrement pour 1966 et pour 1967 se chiffrent, respectivement, à 265,8 millions de dollars et à 285,7 millions de dollars.

6. Le Conseil de sécurité a adopté le 4 mars 1964 une résolution [résolution 186 (1964)] par laquelle il a créé, pour une période de trois mois, une Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Depuis, le séjour de la Force a été prorogé à plusieurs reprises par des résolutions, dont la dernière en date est la résolution 222 (1966) du 16 juin 1966, qui prolonge du 27 juin 1966 au 26 décembre 1966 la présence de la Force dans l'île. Les dépenses relatives à la Force sont couvertes par les gouvernements fournissant des contingents et par le Gouvernement chy-

priote, et au moyen de contributions volontaires [résolution 186 (1964), par. 6]. Les dépenses faites par l'ONU pour la Force et les sommes dont les gouvernements fournissant des contingents ont demandé ou demanderont le remboursement à l'ONU au titre des dépenses extraordinaires faites par eux entre le 27 mars 1964, date de la création de la Force, et le 26 décembre 1966 sont estimées au total à 60 040 000 dollars. A ce sujet, le Comité consultatif tient à préciser, comme il l'a déjà fait l'année dernière³, que ce chiffre ne représente pas le coût intégral de l'Opération puisque certains gouvernements fournissant des contingents ne demandent pas le remboursement des sommes auxquelles ils ont droit (par exemple, au titre de la solde et des indemnités des militaires) et qu'un certain nombre d'autres gouvernements ont fourni des contributions en nature, notamment en mettant à la disposition de la Force des appareils ou services pour le transport des troupes et du matériel par la voie aérienne. Au 10 juin 1966, trente-huit Etats Membres et quatre Etats non membres avaient annoncé des contributions volontaires se chiffrant au total à 46 681 000 dollars.

7. En 1966, l'Organisation aura à assumer certaines dépenses limitées d'ordre juridique pour le règlement de créances nées de dommages causés par l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC). Elle aura également à assumer certaines dépenses pour l'entretien de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU). Aux termes de la résolution 1885 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 18 octobre 1963, toutes les dépenses effectuées après la fin du mois de juin 1964 doivent être couvertes à l'aide du solde restant à cette date au Compte *ad hoc* pour l'ONUC, ou du produit de la vente, après cette date, des biens appartenant à l'Organisation. En ce qui concerne la FONU, l'Assemblée générale a adopté, le 21 décembre 1965, une résolution [résolution 2115 (XX)] par laquelle elle a ouvert un crédit de 15 millions de dollars pour 1966.

8. En plus de ce qui précède, les Etats Membres sont instamment priés de verser des contributions à un certain nombre de programmes ou organismes qui sont exclusivement financés par des contributions volontaires: Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, fonds des contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et Institut de formation et de recherche des Nations Unies. En 1965, les contributions que les gouvernements ont versées ou annoncées pour ces programmes et organismes ont atteint environ 209,1 millions de dollars. On compte que les sommes annoncées ou prévues pour ces mêmes programmes ou organismes en 1966 se chiffreront à

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305).

² Tous les montants figurant dans le présent rapport sont, sauf indication contraire, des montants bruts.

³ *Ibid.*, par. 7.

Le projet de budget pour 1967

222,1 millions de dollars. Enfin, les Etats Membres contribuent au financement d'un certain nombre d'activités au sujet desquelles tous les détails pertinents sont donnés dans la section intitulée "Trust funds" du rap-

port financier du Secrétaire général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1965 (par. 24 à 45) et dans les tableaux y relatifs qui sont joints aux comptes de cet exercice.

Tableau 1

	1962 Dépenses effectives	1963 Dépenses effectives	1964 Dépenses effectives	1965 Dépenses effectives	1966 Crédits ouverts	1967 Crédits ouverts ou demandés	1967 Augmentation de diminu- (ou diminution) tion par par rapport à 1966	1967 Pour- centage d'augmen- tation (ou diminution) par rapport à 1966
Organisation des Nations Unies	84 452 350	92 195 880	102 948 977	107 111 392	121 567 420	128 227 800	6 660 380	5,48
Organisation internationale du Travail	11 618 838 ^a	14 515 983 ^b	16 977 156 ^c	19 170 943	21 034 412	23 317 000	2 282 588	10,85
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14 368 342	16 776 263	18 040 712	20 931 333	24 915 950	25 058 050	142 100	0,57
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	18 189 035	19 723 056	21 281 588	23 740 338 ^d	27 190 185 ^d	30 723 865 ^e	3 533 680	13,00
Organisation de l'aviation civile internationale	5 503 010	5 843 913	6 120 023	6 398 120	7 565 650 ^f	7 125 221	(440 429)	(5,82)
Union postale universelle	731 598	784 349	1 157 080	1 133 918	1 413 405	1 570 000	156 595	11,08
Organisation mondiale de la santé	24 164 650 ^g	29 783 550 ^g	33 869 165 ^g	38 346 067 ^g	44 481 800 ^g	51 515 000 ^g	7 033 200	15,81
Union internationale des télécommunications	3 409 714	4 103 032	4 095 012	4 900 715	5 690 174 ^j	5 388 403	(301 771)	(5,30)
Organisation météorologique mondiale	771 166	867 528	1 078 434	1 388 366	2 258 945 ^k	2 433 960 ^k	175 015	7,75
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	401 299	447 522	477 011	918 362	923 726	827 726	(96 000)	(10,39)
Agence internationale de l'énergie atomique	6 446 139	6 893 613	7 287 179	7 875 184	8 744 000	9 491 500	747 500	8,55
TOTAL	170 056 141	191 934 689	213 332 337	231 914 738	265 785 667	285 678 525	19 892 858	7,48

NOTE. — Pour établir le tableau ci-dessus, on a utilisé les taux de change suivants: le dollar canadien au pair; et le franc suisse à 4,32 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

^a Non compris 1 118 669 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui devait être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1965.

^b Non compris 483 525 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui devait être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1965.

^c Non compris 364 064 dollars dépensés au cours de cet exercice mais réglés par un prélèvement sur le Fonds de roulement qui devait être remboursé, à l'aide de crédits additionnels, dans le budget de 1966.

^d Y compris des avances (1965: 1 227 000 dollars; 1966: 163 000 dollars) du Fonds de roulement autorisées par le Conseil exécutif pour couvrir le coût des relèvements des traitements et indemnités, ainsi que des dons [1965: 367 772 dollars; 1966: 315 751 dollars (au 31 mai 1966)].

^e Crédit demandé.

^f Y compris 600 000 dollars représentant la part, à la charge de l'OACI, du coût de la construction des nouveaux locaux du

Bureau régional européen autorisée pour 1966 seulement, et 300 000 dollars représentant le coût de la revision, opérée en 1966, des émoluments des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.

^g Non compris les réserves non réparties: 1962, 1 683 140 dollars; 1963, 2 149 570 dollars; 1964, 2 223 130 dollars; 1965, 2 521 370 dollars; 1966, 2 615 590 dollars; 1967, 3 202 890 dollars.

^h Y compris les contributions au Compte spécial pour l'éradication du paludisme: 2 millions de dollars pour 1962, 4 millions de dollars pour 1963 et 5 363 000 dollars pour 1964.

ⁱ Y compris 2 415 000 dollars pour l'éradication de la variole.

^j Le budget pour 1966 comprend des crédits additionnels de 615 776 dollars approuvés par le Conseil d'administration lors de sa vingt et unième session (mai-juin 1966) et portant le montant brut du budget de 5 074 398 dollars à 5 690 174 dollars.

^k Y compris 662 685 dollars pour 1966 et 752 161 dollars pour 1967 affectés à un nouveau Fonds de développement que le Congrès de l'OMM a institué aux fins de l'établissement d'une Veille météorologique mondiale, comme suite aux résolutions 1721 (XVI) et 1802 (XVII) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

NATURE ET PORTÉE DE L'EXAMEN DU PROJET DE BUDGET PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

9. Pour examiner le projet de budget pour 1967, le Comité consultatif a étudié les pièces budgétaires concernant toutes les demandes de crédits présentées par

le Secrétaire général. Il a aussi examiné les données en fonction desquelles les prévisions de dépenses ont été établies. Le Comité a obtenu du Secrétaire général, du Contrôleur, des sous-secrétaires intéressés et des autres fonctionnaires, tant oralement que par écrit, les renseignements complémentaires qu'il avait demandés. Il a

étudié aussi certaines pratiques administratives ou opérationnelles qui influent sur le montant des prévisions.

10. Le Comité consultatif n'a pas perdu de vue les difficultés financières auxquelles l'Organisation continue de se heurter, mais il s'est abstenu d'analyser et d'examiner dans le détail la situation financière présente. C'est là une tâche dont s'est acquitté antérieurement au cours de l'année le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, les résultats de cet examen étant consignés dans son premier rapport (A/6289 et Add.1 et 2). Comme par le passé, le Comité consultatif examine de très près les demandes de crédits en étant mû par le souci de l'efficacité et de l'économie. Comme on le constatera dans les parties pertinentes du présent rapport, le Comité s'est particulièrement attaché aux difficultés auxquelles l'ONU se heurte pour assurer le service des réunions et des conférences, notamment en ce qui concerne les documents.

11. Des observations détaillées sur les divers chapitres du projet de budget figurent au chapitre III du présent rapport, où sont consignées les recommandations du Comité quant au montant des crédits à ouvrir. Le chapitre II du présent rapport renferme les projets de résolution que le Comité présente en ce qui concerne le budget de l'exercice 1967, les dépenses imprévues et extraordinaires et le Fonds de roulement.

12. Les paragraphes qui suivent sont consacrés à une comparaison des prévisions pour 1967 et des crédits ouverts pour 1966. En outre, le Comité traite d'un certain nombre de questions qui se sont posées au cours de son examen.

COMPARAISON DES PRÉVISIONS POUR 1967 ET DES CRÉDITS OUVERTS POUR 1966

13. Le tableau 2 ci-après permet de comparer, par chapitre du budget, les crédits demandés par le Secrétaire général pour 1967 et les crédits ouverts pour 1966.

14. Le Comité consultatif tient toutefois à souligner que les prévisions initiales de dépenses pour 1967 ainsi que les crédits ouverts pour 1966 sont susceptibles d'être modifiés du fait des décisions que l'Assemblée générale prendra, le cas échéant, à sa vingt et unième session.

15. En ce qui concerne les crédits nécessaires pour 1966, le Comité consultatif a eu l'occasion d'examiner l'état des dépenses à la fin de mai 1966, ainsi que des renseignements sur l'évolution probable des dépenses pendant le reste de l'année. Les crédits ouverts pour 1966 ne comprennent aucune somme pour certaines dépenses qui ont été engagées depuis en vertu de la résolution 2126 (XX) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1965, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, et en particulier pour les engagements ou dépenses ci-après :

1) Les engagements qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, et qui concernent :

- a) La mission d'observation des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan [résolution 211 (1965) du Conseil de sécurité] ;
- b) La mission du Médiateur des Nations Unies pour Chypre [résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité] ;

c) La mission du représentant du Secrétaire général dans la République Dominicaine [résolution 203 (1965) du Conseil de sécurité] ;

2) Les dépenses, engagées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, qui concernent :

- a) Les réunions, à Genève, du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ;
- b) Les travaux, autres que ceux qui sont inscrits dans les prévisions de dépenses, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ;
- c) La prorogation, pour une période de six mois, des services du représentant technique de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine et de ses collaborateurs ;

3) Les dépenses supplémentaires concernant la Cour internationale de Justice qui ont été engagées en vertu de l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 2126 (XX) de l'Assemblée générale ;

4) Les dépenses engagées en vertu de la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1965, concernant l'assistance de l'ONU en cas de calamité naturelle.

Les dépenses effectuées à ces fins sont estimées à environ 2 millions de dollars au total.

16. L'application du Statut et du Règlement du personnel entraînera, en 1966, des dépenses supplémentaires, dont les principales concerneront le relèvement approuvé des indemnités de poste prévues pour les administrateurs, affectés à Santiago, le relèvement des traitements des agents des services généraux et des salaires des travailleurs manuels, à Genève et à New York, ainsi que le relèvement des traitements du personnel local, à Addis-Abéba et à Santiago.

17. Des dépenses supplémentaires sont également prévues en raison du programme chargé des réunions qui doivent se tenir à Genève et du fonctionnement du nouveau Centre international de calcul électronique de New York ; l'installation de la Commission économique pour l'Amérique latine dans ses nouveaux locaux entraînera aussi des dépenses plus élevées, notamment du fait du relèvement des salaires et prestations connexes du personnel d'entretien et des gardes et en ce qui concerne l'électricité, les communications et les fournitures. En raison des programmes de travail adoptés par le Conseil du commerce et du développement, il se peut que les crédits ouverts pour 1966 au chapitre 20 ne suffisent pas à couvrir les dépenses imputées sur ce chapitre.

18. Le Secrétaire général a fait savoir au Comité que, eu égard à la situation telle qu'on pouvait la prévoir à la fin de mai 1966, et sous réserve des modalités qui seront arrêtées pour couvrir, en 1965 et au début de 1966, les dépenses de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, il ne serait pas déraisonnable de prédire à ce stade que, compte tenu de certains virements entre chapitres, le total des dépenses de 1966 pourra être maintenu dans la limite du crédit global ouvert pour 1966.

19. Les dépenses prévues pour 1966 seront réexaminées à une date ultérieure et il se peut que l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, soit saisie, de la manière habituelle, de demandes de crédits additionnels, qui seront également examinées par le Comité consultatif.

Le projet de budget pour 1967

Tableau 2

Titres et chapitres du budget	1967	1966	1967
			Augmentation (ou diminution) par rapport à 1966
Dollars des Etats-Unis			
TITRE PREMIER. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales			
Chapitre 1. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.....	1 082 000	1 107 400	(25 400)
Chapitre 2. — Réunions et conférences spéciales.....	2 014 500	1 741 000	273 500
TOTAL, titre premier	3 096 500	2 848 400	248 100
TITRE II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes			
Chapitre 3. — Traitements et salaires.....	59 518 000	56 300 000	3 218 000
Chapitre 4. — Dépenses communes de personnel.....	13 873 000	13 195 300	677 700
Chapitre 5. — Frais de voyage du personnel.....	2 117 300	2 144 400	(27 100)
Chapitre 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.....	125 000	125 000	—
TOTAL, titre II	75 633 300	71 764 700	3 868 600
TITRE III. — Locaux, matériel, fournitures et services			
Chapitre 7. — Bâtiments et amélioration des locaux.....	3 930 700	4 360 000	(429 300)
Chapitre 8. — Matériel et installations.....	670 900	525 930	144 970
Chapitre 9. — Entretien, utilisation et location des locaux.....	4 016 500	3 800 000	216 500
Chapitre 10. — Frais généraux.....	5 236 900	4 701 000	535 900
Chapitre 11. — Imprimerie.....	1 908 000	1 800 000	108 000
TOTAL, titre III	15 763 000	15 186 930	576 070
TITRE IV. — Dépenses spéciales			
Chapitre 12. — Dépenses spéciales.....	8 963 500	8 885 800	77 700
TOTAL, titre IV	8 963 500	8 885 800	77 700
TITRE V. — Programmes techniques			
Chapitre 13. — Développement économique, activités sociales et administration publique.....		6 105 000	
Chapitre 14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.....		220 000	
Chapitre 15. — Contrôle des stupéfiants.....		75 000	
TOTAL, titre V	6 400 000	6 400 000	—
TITRE VI. — Missions spéciales et activités connexes			
Chapitre 16. — Missions spéciales.....	2 993 000	4 317 990	(1 324 990)
Chapitre 17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	1 833 200	2 106 200	(273 000)
TOTAL, titre VI	4 826 200	6 424 190	(1 597 990)
TITRE VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés			
Chapitre 18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés...	3 280 400	3 011 800	268 600
TOTAL, titre VII	3 280 400	3 011 800	268 600
TITRE VIII. — Cour internationale de Justice			
Chapitre 19. — Cour internationale de Justice.....	1 164 900	1 074 100	90 800
TOTAL, titre VIII	1 164 900	1 074 100	90 800
TITRE IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement			
Chapitre 20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	9 100 000	5 971 500	3 128 500
TOTAL, titre IX	9 100 000	5 971 500	3 128 500
TOTAL GÉNÉRAL	128 227 800	121 567 420	6 660 380
Moins: Recettes autres que les contributions du personnel.....	8 273 626	6 675 800	1 597 826
	119 954 174	114 891 620	5 062 554
Moins: Recettes provenant des contributions du personnel, à porter au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts.....	13 350 000	13 114 900	235 100
MONTANT NET DES DÉPENSES	106 604 174	101 776 720	4 827 454

Le projet de budget pour 1967

20. S'agissant des crédits demandés pour 1967, le Secrétaire général a signalé, dans son avant-propos, qu'il faudra peut-être les reviser ultérieurement en fonction des décisions que le Conseil économique et social aura prises à sa quarante et unième session et de celles que l'Assemblée générale aura prises à sa vingt et unième session.

21. Les recommandations soumises à l'Assemblée générale en vue de l'agrandissement des salles de conférence et installations connexes à Genève, ainsi que les propositions que le Secrétaire général fera en vue de l'agrandissement éventuel des locaux à usage de bureaux, à New York, et en vue de la construction de nouveaux locaux et de l'aménagement de nouvelles installations connexes pour la Cour internationale de Justice, à La Haye, représenteraient des engagements considérables à long terme. De même, les recommandations adressées au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale au sujet des procédures de gestion et des dispositions administratives à arrêter en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que la recommandation tendant à la convocation d'une conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique risquent d'entraîner des dépenses considérables. Enfin, les propositions de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient concernant les programmes régionaux dans le domaine du développement industriel, l'effectif accru du personnel des services linguistiques auquel il faudra faire appel pour les colloques internationaux sur le développement industriel, l'accélération de l'établissement d'études sur la discrimination et sur divers aspects des droits de l'homme, ainsi que la révision des émoluments et pensions des membres de la Cour internationale de Justice demanderaient l'ouverture de crédits supplémentaires.

22. Il n'est pas possible pour le moment d'indiquer avec précision l'effet que ces décisions pourront avoir sur les dépenses prévues pour 1967. Suivant la nature des dispositions financières qui seront prises pour les travaux de construction que l'on envisage à Genève et à La Haye, les décisions que l'Assemblée générale prendra en la matière pourront entraîner une augmentation des dépenses prévues pour 1967 beaucoup plus forte qu'il ne ressort du tableau 2 ci-dessus.

23. Ce tableau indique que les dépenses brutes prévues pour 1967 sont supérieures d'environ 6,7 millions de dollars aux crédits ouverts pour 1966. Il importe de reconnaître que le crédit ouvert pour 1966 comprenait certaines sommes destinées à couvrir des dépenses de caractère non renouvelable, notamment le coût de la traduction et de la publication des actes du deuxième Congrès mondial de la population (266 000 dollars), le versement prévu, en vertu de l'autorisation concernant l'exercice 1966, pour l'immeuble des Nations Unies à Santiago (1 million de dollars), et les dépenses supplémentaires d'environ 1,7 million de dollars inscrites au chapitre 16, dont 1 441 000 dollars pour le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. Si l'on déduit du crédit global ouvert pour 1966 le total des dépenses de caractère non renouvelable, y compris les dépenses mentionnées ci-dessus, soit environ 3,3 millions de dollars, l'augmentation des dépenses brutes prévues pour 1967 s'établit à environ 10 millions de dollars.

24. Selon le Secrétaire général, cette augmentation est essentiellement imputable aux facteurs ci-après :

	Dollars
a) Dépenses supplémentaires nécessaires au maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966...	3 819 000
b) Dépenses supplémentaires découlant du relèvement des tarifs et des salaires relatifs aux services contractuels et fournitures essentiels.....	180 000
c) Dépenses supplémentaires à prévoir pour assurer le service des réunions et dépenses accrues au titre de l'entretien, de l'utilisation et de la location des locaux, des frais généraux, et du matériel et des installations.....	2 529 000
d) Coût accru de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, y compris le coût de la deuxième session de la Conférence.	2 715 000
e) Accroissement de l'effectif permanent du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	147 000
f) Dépenses supplémentaires nettes imputables aux travaux de la Cour internationale de Justice....	80 000
g) Dépenses supplémentaires imputables à l'expansion des activités.....	497 000
TOTAL	9 967 000

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

25. La situation financière de l'Organisation a fait l'objet d'un examen attentif de la part du Comité *ad hoc* d'experts que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 2049 (XX) du 13 décembre 1965. Les Etats Membres ont eu communication depuis du rapport du Secrétaire général concernant le bilan des finances de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.124/1) et du rapport du Comité *ad hoc* (A/6289 et Add.1 et 2). Ces deux rapports renferment les données relatives à la situation financière de l'Organisation au 30 septembre 1965 ainsi que les observations et conclusions du Comité *ad hoc* à ce sujet.

26. Au moment où il a présenté au Comité consultatif son projet de budget pour l'exercice 1967, le Secrétaire général a déclaré ce qui suit au sujet de la situation financière de l'Organisation :

“La situation financière de l'Organisation demeure pour moi un sujet de vive préoccupation. Les membres du Comité auront noté, d'après mon rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1965, qu'à la fin de l'exercice les engagements non réglés de l'ONU au titre du budget ordinaire, de la FUNU et de l'ONUC dépassaient 46 millions de dollars, que le solde des excédents budgétaires — dont une partie du moins aura à être remboursée à des Etats Membres sous forme d'une réduction de leurs contributions — dépassait 40 millions de dollars, et que les disponibilités nettes utilisables de l'Organisation — à savoir ses ressources de trésorerie plus les sommes à recevoir au titre des opérations courantes moins les sommes à payer au titre des opérations courantes — ne représentaient au total que quelque 22 millions de dollars, alors qu'elles s'établissaient à plus de 26 millions de dollars à la fin de 1964.

“Bien que l'ONU ait reçu en 1965 de 11 Etats Membres près de 17,5 millions de dollars de contributions volontaires destinées à aider l'Organisation à sortir de ses difficultés financières, l'ensemble de la situation financière ne s'est pas amélioré pendant l'année, du fait, dans une large mesure, de l'augmentation du solde non acquitté des contributions mises en recouvrement, qui se chiffrait à 167,6 millions de dollars à la fin de 1965, contre 145,3 millions de dollars à la fin de 1964 (à la fin du mois de mai 1966, le solde

non acquitté des contributions mises en recouvrement au titre du budget ordinaire, de la FUNU et de l'ONUC, pour 1965 et les exercices précédents, se chiffrait au total à 139,9 millions de dollars).

"Il y a lieu de rappeler que le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées a conclu, notamment, dans son premier rapport (A/6289) qu'il ne prévoyait pas le versement, d'ici à la fin de 1966, de la somme de l'ordre de 118,7 à 120,6 millions de dollars représentant les contributions mises en recouvrement non encore acquittées, qui s'établissaient à 125,9 millions de dollars au 30 septembre 1965.

"Tant que l'Organisation ne recevra pas de versements substantiels au titre de ces contributions non acquittées ou qu'elle ne recevra pas de contributions volontaires substantielles, ses difficultés financières subsisteront et l'Organisation sera dans l'impossibilité de régler ses dettes. Eu égard en particulier à la conclusion du Comité *ad hoc* selon laquelle il fallait, au 30 septembre 1965, de 31,9 millions à 53,3 millions de dollars de contributions volontaires pour équilibrer les disponibilités à court terme et les exigences à court terme de l'Organisation, j'ai l'espoir que les Etats Membres qui n'ont pas encore annoncé ou versé de contributions volontaires le feront sous peu de sorte que la situation financière de l'Organisation retrouve une base solide."

Le Comité consultatif ne pense pas qu'il ait à commenter cette déclaration du Secrétaire général, d'autant que le Comité *ad hoc* d'experts a étudié la question et a présenté un rapport à ce sujet.

CONSIDÉRATIONS DE PRINCIPE SUR LESQUELLES SE FONDE LE PROJET DE BUDGET POUR 1967

27. Il semble au Comité consultatif que le Secrétaire général, en préparant le projet de budget de l'Organisation pour 1967, s'est inspiré surtout de deux décisions de l'Assemblée générale qui, quoique de tendances tout à fait différentes, ne sont pas nécessairement en conflit. D'un côté, les Etats Membres ont décidé que, devant les résultats limités obtenus au cours du premier lustre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Organisation devait étendre considérablement son activité dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, surtout en ce qui concerne le commerce et l'industrie, et que cette activité devait également comprendre un programme élargi de conférences et de réunions, ainsi que la préparation de la documentation s'y rapportant. D'un autre côté, l'Assemblée générale, à sa vingtième session, a décidé qu'en 1967 le nombre des postes permanents du Secrétariat prévus au chapitre 3 du budget serait maintenu au niveau approuvé pour 1966. Dans ces conditions, le Secrétaire général devait établir son programme d'action compte tenu de l'extension des activités réclamée par les Etats Membres, tout en respectant les directives de l'Assemblée générale aux termes desquelles il devait ménager, dans toute la mesure possible, les ressources limitées de l'Organisation.

28. Dans l'avant-propos à son projet de budget pour 1967, le Secrétaire général indique que les Etats Membres auraient peut-être intérêt à utiliser la pause qu'offre la stabilisation relative des besoins en personnel pour 1967 par comparaison avec les années précédentes, à réexaminer, compte tenu des ressources financières disponibles, le rythme auquel l'activité de l'Organisation

s'est développée jusqu'ici et auquel elle se développera à l'avenir. A ce propos, il fait aussi remarquer que l'Assemblée générale pourrait examiner si le Secrétariat, tel qu'il se présente actuellement, est apte à remplir convenablement le rôle qui lui incombe d'exécuter les nombreuses tâches assumées par l'Organisation. Cette aptitude dépend naturellement en premier lieu de l'établissement de plans et de programmes appropriés soutenus par des dispositions financières bien conçues, mais également du maintien d'un moral élevé parmi le personnel et d'une structure efficace de l'organisation interne.

29. Le Comité consultatif s'associe aux remarques que formule le Secrétaire général lorsqu'il fait observer que la tendance actuelle à la création d'unités administratives autonomes à l'intérieur du Secrétariat ne doit pas être jugée seulement du point de vue des avantages qu'elle peut offrir pour l'exécution de tel ou tel programme organique, mais qu'il faut aussi avoir le souci de maintenir l'efficacité administrative, notamment dans les services d'appui centraux. En particulier, le Comité sait bien que, dans le cadre d'un Secrétariat unifié, les services organiques du Secrétariat ne pourraient que très difficilement opérer dans des conditions efficaces et économiques s'ils devaient être isolés des services administratifs centraux, des services de conférence et des services généraux sur lesquels ils s'appuient.

30. Le Comité consultatif comprend que le Secrétaire général, au moment de soumettre son projet de budget pour 1967, se soit estimé tenu de limiter l'accroissement des dépenses prévues par rapport au budget de 1966, qui accusait une augmentation importante par rapport au budget approuvé de 1965. Alors que les dépenses totales prévues pour 1966 étaient de 13,1 millions de dollars (12,1 p. 100) plus élevées que celles qui avaient été approuvées pour 1965, ou même de 15 millions de dollars (14 p. 100) si l'on déduit certaines dépenses non renouvelables, l'augmentation des dépenses brutes prévues dans le projet de budget pour 1967 serait d'environ 6,7 millions de dollars (5,5 p. 100), ou même de 10 millions de dollars (8,5 p. 100) si l'on déduit les dépenses non renouvelables, par rapport aux dépenses approuvées pour 1966. Le Comité sait également que, en raison des répercussions financières que pourraient avoir les décisions que le Conseil économique et social prendra à sa quarante et unième session ou que l'Assemblée générale prendra à sa vingt et unième session, le budget de 1967 pourra en dernière analyse être sensiblement plus élevé qu'il ne paraît d'après les prévisions actuelles.

31. Dans le sixième rapport qu'il avait présenté à l'Assemblée générale (vingtième session) au sujet du projet de budget pour 1966⁴, le Comité consultatif s'était particulièrement préoccupé de l'augmentation des effectifs qui était proposée et notamment de la création de nouveaux postes permanents d'administrateur demandée au chapitre 3 du projet de budget. A l'appui de ces demandes, on invoquait surtout la nécessité d'élargir les activités de l'Organisation dans les domaines économique et social, notamment en ce qui concerne le développement industriel, la démographie et l'habitation. Le Comité avait fait observer que l'augmentation de l'effectif des administrateurs approuvée pour 1965 n'avait pas encore été complètement absorbée et qu'il y avait quelques raisons de penser qu'après un renforcement aussi important du personnel il fallait

⁴ Ibid., Supplément no 7 (A/6007).

laisser à l'Organisation le temps de l'absorber et de l'assimiler. Aussi le Comité avait-il recommandé une réduction des ressources en personnel que le Secrétaire général demandait pour 1966. L'Assemblée générale a approuvé cette réduction. Elle a en outre décidé que le nombre et la classe des postes d'administrateur figurant au tableau d'effectifs approuvé pour 1966 au chapitre 3 du budget seraient les mêmes en 1967, et a demandé au Secrétaire général d'établir ses prévisions budgétaires pour 1967 en conséquence.

32. Dans ces conditions, le Comité consultatif ne se propose pas de présenter des observations générales sur l'effectif des administrateurs, ni sur l'utilisation que l'Organisation fait de ses ressources en personnel, sauf en ce qui concerne certaines catégories du personnel recruté à titre temporaire. C'est avec intérêt qu'il observera en 1967 le rythme auquel le recrutement s'effectuera pour les postes restés vacants à la fin de 1966 et pour les nouveaux besoins qui pourraient se présenter au cours de l'exercice. Le projet de budget prévoit du personnel supplémentaire pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. On trouvera au chapitre III du présent rapport, à propos des chapitres 18 et 20 du budget, des remarques portant plus particulièrement sur ce renforcement d'effectifs demandé.

33. Par le passé, le Comité consultatif s'est prononcé maintes fois en faveur de l'établissement de plans à long terme et de la fixation d'un ordre de priorités pour les diverses activités de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le domaine du développement économique et social, ces mesures devant permettre de déterminer la façon la plus efficace d'utiliser les ressources disponibles. Le Comité était conscient du désir légitime des Etats Membres de voir renforcer de nombreuses activités de l'Organisation et de voir entreprendre de nouvelles activités dans certains secteurs, mais il reconnaissait aussi que, en raison de l'écart entre les besoins des pays en voie de développement et les ressources éventuellement disponibles pour les satisfaire, tous les programmes souhaitables ne pouvaient être entrepris immédiatement.

34. Le problème de la fixation de priorités dans les domaines économique et social et dans le domaine des droits de l'homme est aussi ancien que le sont les programmes des Nations Unies eux-mêmes. Ces dernières années, il s'est aggravé en raison de l'extension considérable qu'ont prise les activités de l'Organisation dans ces domaines. A de nombreuses reprises, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont demandé que l'on s'efforce — ou se sont eux-mêmes efforcés — de fixer des règles et méthodes en matière de priorités. Ces efforts n'ont été que rarement couronnés de succès, et on sait bien pourquoi. Un grand nombre d'organes ou d'organes subsidiaires recommandent de nouvelles activités, après avoir, il est vrai, obtenu quelques renseignements sur les incidences financières qu'elles auront probablement, mais généralement leur attention se porte davantage sur les objectifs de fond auxquels tendent ces recommandations que sur les dépenses qu'elles entraînent. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale elle-même prennent des décisions au sujet des activités à entreprendre, ou l'Assemblée approuve de telles décisions, avant que l'Assemblée ait examiné l'ensemble de son programme de travail en fonction des ressources dont elle dispose ou compte

pouvoir disposer. Ni le Conseil ni l'Assemblée générale n'ont jamais découvert de méthode qui permette d'appliquer un ordre de priorités.

35. Le Comité consultatif recommande encore une fois avec insistance que les organes et les organes subsidiaires, au moment où ils se prononcent sur de nouvelles activités ou de nouveaux programmes ou sur l'élargissement d'activités ou programmes existants, examinent toujours ces activités ou ces programmes eu égard aux besoins et aux possibilités budgétaires et tiennent compte d'un ordre de priorités, pour autant qu'un tel ordre puisse être établi de manière objective et équilibrée. D'autre part, le Comité réaffirme sa conviction que l'élaboration, la révision et l'approbation d'un budget ne doivent jamais se faire dans l'abstrait, mais doivent se faire en fonction des programmes, projets et autres activités prévus et de leur place dans l'ordre des priorités, eu égard à la situation financière de l'Organisation et aux ressources dont elle dispose.

36. Etant donné le mandat étendu que l'Assemblée générale, par sa résolution 2049 (XX) du 13 décembre 1965, a conféré au Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, on peut espérer que les recommandations que ce comité formulera au sujet d'un grand nombre des problèmes dont le Comité consultatif est saisi année après année jetteront quelque lumière sur les points susmentionnés. Par sa résolution 1090 G (XXXIX) du 31 juillet 1965, le Conseil économique et social a reconstitué son Comité spécial de coordination et, par sa résolution 1093 (XXXIX), il l'a chargé de revoir le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme en fonction du projet de budget pour 1967. Si, à l'égard de ce champ d'activité de l'Organisation, le Comité spécial reconstitué pouvait agir comme un comité consultatif des programmes, recommandant, après examen, un ordre de priorités, l'Organisation aurait beaucoup moins de difficultés à mener à bien la tâche délicate que constitue l'établissement d'un programme de travail ordonné.

37. En raison même de l'accroissement considérable de l'activité et des programmes de l'Organisation, deux problèmes d'ordre pratique, mais importants aussi sur le plan administratif et financier, se posent maintenant plus nettement que jamais: comment faire face à un programme toujours plus chargé de conférences et de réunions? Et comment établir et présenter toute la documentation que doivent étudier les représentants des Etats Membres pour pouvoir participer aux débats de ces conférences et réunions? Le Comité consultatif s'est tout particulièrement occupé de ces problèmes et, dans une partie distincte du présent chapitre, en a traité assez longuement. Il sait que les mêmes problèmes sont étudiés par d'autres organismes, notamment par le Comité *ad hoc* d'experts mentionné plus haut.

38. Pour le moment, le Comité consultatif, après mûre réflexion, se bornera à signaler que l'ensemble des conférences et réunions, leur durée, les services à leur fournir et l'ampleur de la documentation dont elles ont besoin, bien que n'étant pas sans rapport avec le programme global des activités de l'Organisation, ne doivent pas, sous tous leurs aspects, être considérés comme des conséquences inéluctables de ce programme, qui échapperaient ainsi pour une bonne part à tout moyen d'action. Les installations de l'Organisation des

Nations Unies au Siège et à Genève, et les services administratifs et services d'appui — en particulier les services de traduction et d'interprétation — ne peuvent pas, bien qu'ils soient renforcés d'année en année, répondre aux exigences croissantes des conférences et réunions.

39. Ces problèmes ne peuvent être résolus que sur la base d'une période assez longue. A court terme, le seul remède consiste à essayer systématiquement, avec ténacité et réflexion, d'abrégier les sessions des commissions, comités et groupes de travail et de les espacer davantage, sans pour autant réduire leur utilité, à examiner si certaines réunions ont un caractère vraiment urgent, à faire preuve de modération en demandant l'établissement d'une documentation parfois peu importante, à accepter que cette documentation soit présentée sous une forme condensée plutôt que détaillée, à renoncer aux comptes rendus *in extenso* ou parfois même aux comptes rendus analytiques pour certaines réunions, et, d'une manière générale, à réduire la charge de travail qu'imposent les conférences et réunions, sans pour autant nuire au déroulement des travaux et à la qualité de leurs résultats. Le Comité consultatif estime qu'à cet égard il existe des possibilités d'économie, d'efficacité accrue, de simplification et de rationalisation.

40. Le Comité croit comprendre que le Secrétaire général a commencé à s'inspirer de certaines de ces considérations pour établir le projet de budget. Le Comité se rend compte de la situation difficile dans laquelle se trouve le Secrétaire général. Il estime que l'Assemblée générale est le seul organe qui puisse se prononcer sur l'ensemble du programme et des activités de l'Organisation et qui puisse aussi prendre en considération, au moment d'approuver des demandes en vue de nouvelles activités ou de l'élargissement d'activités existantes, de l'organisation de conférences et de réunions et de l'établissement de la documentation nécessaire, les incidences administratives et budgétaires de ces demandes.

CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

41. En présentant son projet de budget au Comité consultatif, le Secrétaire général a indiqué que, "selon les prévisions actuelles, le programme des réunions s'annonce beaucoup plus lourd en 1967 qu'il ne l'a jamais été". Bien que l'Assemblée générale ait décidé, par sa résolution 2116 (XX) [par. 5 du dispositif] "qu'il ne devrait pas être prévu plus d'une grande conférence spéciale des Nations Unies par an", plusieurs conférences spéciales qui paraissent s'inscrire dans le cadre des "grandes conférences" sont prévues pour 1967. Le Secrétaire général a tenu compte, dans son projet de budget pour 1967, de la plupart des réunions ainsi envisagées.

42. Les crédits demandés aux chapitres 2 (2 millions de dollars) et 20 (4,41 millions de dollars) du budget donnent une idée de l'ampleur du programme des réunions, ainsi que des installations et services à prévoir. Outre la session de l'Assemblée générale (chapitre premier), le coût de beaucoup de petites réunions est également inscrit à d'autres chapitres du budget, notamment au chapitre 3, mais il ne fait pas l'objet de demandes de crédits distinctes.

43. Le travail à fournir pour assurer le service de réunions est également important sur le plan des coûts. En 1962, pour assurer le service d'une séance normale (interprétation simultanée en quatre langues,

comptes rendus analytiques et autres services habituels) il fallait compter environ 1 425 dollars. Compte tenu des prix et des salaires actuels, il faudrait maintenant compter 1 765 dollars. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte de l'établissement de la documentation publiée avant la conférence ni des autres travaux préparatoires.

44. Le Secrétaire général et les représentants des Etats Membres s'accordent à reconnaître — et cet état de choses les préoccupe de plus en plus — que le programme des réunions est déjà trop lourd pour que l'on puisse assurer comme il convient le service de ces réunions et leur fournir la documentation voulue, qu'il absorbe le temps des services organiques du Secrétariat au détriment de leurs autres tâches, et que des mesures s'imposent donc pour résoudre le problème de la prolifération et de la complexité croissante des réunions.

45. Malgré le renforcement continu du personnel de conférence (encore que le recrutement de certaines catégories de fonctionnaires spécialisés demeure difficile), les conférences et réunions se multiplient encore plus rapidement que ne se développent les services correspondants.

46. Les efforts du Secrétaire général, approuvés par l'Assemblée et les autres organes représentatifs (et appuyés énergiquement à maintes reprises par le Comité consultatif) n'ont pas amélioré sensiblement la situation. Les organes auxquels s'adressaient ces appels ne peuvent sans doute guère avoir une vue d'ensemble du programme proposé, des rapports entre ses différents éléments, de la complexité des opérations qu'appelle l'organisation matérielle d'un programme de conférences de l'ampleur de celui de l'Organisation des Nations Unies, ni de l'importance et de l'urgence de leurs propres besoins par rapport à ceux d'autres organes.

47. En fait, un seul organe est à même de déterminer l'ampleur totale du programme des réunions et d'arrêter, au besoin, un ordre de priorités: l'Assemblée générale. En effet, si une grande partie du programme est du ressort du Conseil économique et social, d'autres éléments résultent de décisions du Conseil du commerce et du développement ainsi que d'autres organismes à compétence limitée.

48. Le Comité consultatif estime donc que le moment est venu pour l'Assemblée générale de faire d'urgence un effort tout particulier pour harmoniser le programme des conférences et des réunions et les ressources disponibles. Au paragraphe 60 de son rapport sur sa quatrième session (E/4125), le Comité spécial de coordination du Conseil économique et social a proposé que l'Assemblée générale crée une commission chargée du programme des réunions. Le Comité consultatif estime que c'est là une proposition intéressante. Il serait nécessaire que, avant de présenter ses recommandations à l'Assemblée générale, cette commission consulte les différents organes qui s'occupent d'autres secteurs des programmes de l'ONU, notamment le Conseil économique et social. D'autre part, un réaménagement éventuel des programmes ne peut être étudié sans consultations suivies avec le Secrétaire général, qui est seul en mesure de préciser le calendrier, l'ampleur et la nature des réunions dont le Secrétariat peut assurer le service avec le personnel et les autres ressources dont il dispose.

49. Après avoir consulté tous les intéressés et étudié en détail les facteurs complexes en jeu, la Commission aurait pour tâche de présenter à l'Assemblée générale

des recommandations concernant les conférences et réunions à inscrire aux programmes annuels, les conférences et réunions qui demandent à être différées, ainsi que (en se bornant peut-être à des indications assez générales) la durée de certaines conférences et les services qu'il conviendrait d'assurer en matière de comptes rendus et de documentation, eu égard à l'objet de la réunion et aux ressources dont dispose l'Organisation.

50. A cet égard, le Comité consultatif tient à rappeler le principe que le Secrétaire général a recommandé au Conseil économique et social d'adopter, à savoir que, "en règle générale, les commissions techniques et les autres organes subsidiaires du Conseil devraient se réunir tous les deux ans"⁵. Le Comité approuve une fois de plus ce principe, comme il l'a indiqué dans ses précédents rapports⁶.

51. Le Comité consultatif ne pense pas que le problème puisse être réglé autrement que par des mesures émanant de l'Assemblée générale elle-même. Il espère donc que cette dernière donnera suite aux propositions du Comité spécial de coordination.

DOCUMENTATION

52. Le Comité consultatif a suivi avec intérêt les efforts faits par le Conseil économique et social pour résoudre, au moyen d'une résolution de vaste portée [résolution 1090 E (XXXIX) du 31 juillet 1965], les difficultés dues aux retards dans la production et la distribution des documents qui compromettaient les travaux du Conseil. Dans la première partie de cette résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général "de lui soumettre . . . , à sa quarantième session, des propositions visant à réduire le volume de la documentation dont le Conseil doit être saisi, compte tenu de la nécessité de présenter la documentation essentielle sous une forme concise et assimilable". Le Conseil a aussi décidé de s'efforcer de réorganiser ses travaux de manière à répartir de façon mieux équilibrée les points de l'ordre du jour entre les sessions et de prévoir un délai suffisant pour la préparation des rapports spéciaux. Le Conseil a, notamment, prié le Secrétaire général de préparer, pour les rapports volumineux et les études techniques détaillées, un résumé et des conclusions appropriées et de lui soumettre, pour qu'il l'approuve à chaque session, la liste des principaux rapports du Secrétariat dont le Conseil serait saisi à sa session suivante, en indiquant les dates probables de parution.

53. Dans la deuxième partie de sa résolution, le Conseil a demandé que le Secrétaire général, "agissant en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et après s'être assuré les concours extérieurs qui lui paraîtraient utiles, prévoit, dans un délai rapproché, un examen du problème que pose la préparation de la documentation que le Conseil doit examiner, et notamment une analyse des arrangements mécaniques et administratifs existants". En outre, le Conseil a prié le Secrétaire général "de soumettre les résultats de l'examen susmentionné, ainsi que ses propres observations et recommandations, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et de rendre compte au Conseil le plus tôt possible".

54. En application de cette résolution, le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa quarantième session,

une note (E/4157) dans laquelle il formulait des "suggestions tendant à ramener à des proportions plus raisonnables le volume de la documentation dont le Conseil doit être saisi au cours d'une même session ou à faire en sorte que cette documentation réponde mieux aux besoins du Conseil".

55. Entre autres mesures, le Secrétaire général proposait que des résumés et des conclusions soient établis pour les rapports des commissions techniques, des comités permanents et des groupes d'experts du Conseil, que les organes subsidiaires se réunissent moins fréquemment, que les rapports sur des questions techniques soient présentés à intervalles plus espacés et que le Conseil n'examine plus certains rapports sur les programmes opérationnels. Le Conseil a étudié brièvement les propositions du Secrétaire général à sa quarantième session et a décidé de revenir sur cette question à sa quarante et unième session.

56. Conformément à la deuxième partie de la résolution, le Secrétaire général a examiné les arrangements mécaniques et administratifs existants en ce qui concerne le problème de la documentation du Conseil. Le Service organisation et méthodes du Service financier a fait appel à un consultant qualifié de l'extérieur.

57. L'étude faite par le consultant n'a pas porté sur la production et la distribution des documents d'origine extérieure au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Elle n'a pas non plus porté sur le travail de fond que doivent effectuer les services chargés de la préparation des documents. Mais d'après le rapport du consultant, on peut admettre qu'en pratique, si l'on parvenait à mettre au point des arrangements satisfaisants pour la production des documents du Département des affaires économiques et sociales, l'essentiel du problème serait résolu. Dans son rapport, le consultant a également examiné en détail certains problèmes techniques et d'organisation tels que ceux qui concernent la distribution, la reproduction (procédés d'impression, groupes sténographiques), la traduction et la rédaction des comptes rendus analytiques de séances, et les services de références et d'édition.

58. Bien qu'à la trente-neuvième session du Conseil économique et social la distribution des documents ait surtout été retardée parce que les services chargés de rédiger ces documents n'avaient pas soumis leurs manuscrits à temps, cela n'a pas été la seule cause du retard. Celui-ci s'explique aussi par le programme des séances exceptionnellement chargé du premier semestre de 1965 et le volume considérable de l'ensemble de la documentation publiée dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Le consultant en a conclu que les services du Secrétariat couraient le risque d'être submergés par les problèmes matériels qui résultent de l'expansion constante des activités de l'ONU. Une augmentation des effectifs ne constituerait pas une solution. D'abord, les coûts de production sont extrêmement élevés. Ensuite, l'offre de spécialistes qualifiés (traducteurs) est limitée. C'est par une meilleure planification, la suppression des travaux inutiles et des contrôles plus efficaces, combinés à une meilleure coordination entre tous les services intéressés, qu'on parviendra à améliorer la situation.

59. Parmi les recommandations proposées par le consultant, les plus importantes sont les suivantes :

a) Le Département des affaires économiques et sociales devrait prendre des dispositions afin que soit établi un calendrier approprié de production des docu-

⁵ Ibid., Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/5867, par. 10, i.

⁶ Ibid., Supplément no 7 (A/6007), par. 86.

ments et que les textes soient soumis aux dates prévues, ainsi que pour contrôler l'application des normes de rédaction et la longueur des documents;

b) Le Service des conférences devrait prendre des dispositions permettant d'exercer un meilleur contrôle sur la vaste machine de production, ainsi que des mesures tendant à compléter les effectifs du Service sténographique et de la Division linguistique;

c) Des dispositions devraient être prises pour assurer une coordination plus efficace entre le Département des affaires économiques et sociales et le Service des conférences.

60. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général avait approuvé l'analyse du problème faite par le consultant et la méthode générale qu'il avait proposée pour remédier à la situation. Il a également pris les mesures nécessaires pour améliorer les arrangements existants en ce qui concerne la production et la distribution des documents. Au Département des affaires économiques et sociales, il a été créé un service central (secrétariat du Conseil économique et social) auquel incombera la responsabilité de coordonner la préparation des documents et leur transmission au Service des conférences. Un Comité mixte de planification a été constitué pour la documentation, en vue d'améliorer la coordination, au stade de la production des manuscrits, entre le Département des affaires économiques et sociales et le Service des conférences.

61. Le Comité croit comprendre que, en ce qui concerne la documentation destinée à la quarante et unième session du Conseil, la situation s'est nettement améliorée par rapport à ce qu'elle était lors de la trente-neuvième session. Mais on a souligné qu'il ne fallait pas attribuer cette amélioration uniquement aux diverses mesures administratives mentionnées plus haut. Elles y ont sans doute contribué, mais le fait que les travaux de caractère prioritaire demandés au Service des conférences pendant la période de production de la documentation ont été moins nombreux et moins longs est certainement une des raisons qui lui ont permis de 'raduire et de reproduire plus rapidement les textes.

62. Tout en reconnaissant l'importance des mesures prises par le Secrétaire général, le Comité consultatif 'oublie pas que la documentation du Conseil économique et social ne constitue qu'une partie, certes très importante, du volume total de la documentation. Le travail global qui incombe aux services chargés de la réparation et de la production des documents a pris e telles proportions qu'un nouvel effort en vue de streindre la longueur et le nombre de ces documents mble s'imposer.

63. Il y a lieu de rappeler les décisions que l'Assemblée générale a prises par le passé en vue d'une réduction éventuelle de la documentation. Dans sa résolution 1203 (XII) du 13 décembre 1957, l'Assemblée générale avait indiqué que le volume global de la documentation devrait être inférieur de 25 p. 100 à ce qu'il était en 1957. Par cette résolution, le Conseil avait créé un Comité du contrôle et de la limitation de la documentation. Ce comité avait pour tâches "de procéder à des échanges de vues avec le Secrétaire général et de le conseiller sur les moyens les plus propres à mettre en œuvre la présente résolution, et [d'adresser] à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, un rapport et des recommandations sur les méthodes à appliquer pour réduire le volume global de la documentation".

64. Dans son rapport⁷ (en particulier aux paragraphes 10 et 27), le Comité avait exposé les idées générales de ses membres sur la façon d'envisager la question de la documentation et avait formulé un certain nombre de suggestions pratiques concernant, à cet égard, les travaux du Secrétariat et des organes des Nations Unies. Le Comité proposait notamment que l'on apporte davantage de soin à la rédaction et à la mise au point des textes, que l'on applique pleinement l'article 13.1 du Règlement financier en ce qui concerne les propositions qui entraînent l'établissement de documents, que l'on supprime les documents non essentiels, que l'on énonce certains principes de base dans un recueil d'instructions permanentes pour la rédaction des rapports des commissions ou comités, que les comités *ad hoc* et les autres organes subsidiaires des organes principaux examinent s'il ne leur serait pas possible de renoncer aux comptes rendus analytiques et que l'on invite tous les organes à procéder à une révision des résolutions et règlements qui prévoient la présentation de rapports fréquents, en vue de rechercher si ces rapports ne pourraient pas être publiés à des intervalles plus espacés.

65. Le Secrétaire général, dans le rapport qu'il avait présenté à la treizième session de l'Assemblée générale sur les mesures prises ainsi que sur la nature et l'étendue des réductions effectuées⁸, avait précisé qu'au Siège la longueur des comptes rendus avait été réduite de 20 p. 100 et qu'à Genève la longueur de ces comptes rendus analytiques avait été ramenée d'une moyenne de 15 à 18 pages à un maximum de 12 pages miméographiées. Mais malgré les nombreux appels adressés aux organes directeurs pour leur demander d'adopter une attitude plus rationnelle, de faire preuve de modération et d'établir un ordre de priorités, la situation s'était aggravée au cours des sept dernières années.

66. Le Comité consultatif sait que l'expansion des activités de l'Organisation, en particulier dans les domaines économique et social, entraîne inévitablement un accroissement de la documentation. Néanmoins, le volume de la documentation est si énorme que non seulement il tend à excéder la capacité de production du Secrétariat, mais donne lieu aussi à des réclamations de la part de nombreux Etats Membres qui, du fait de la masse même de la documentation, ont beaucoup de difficultés à l'étudier de façon satisfaisante dans les délais prévus. L'état de choses qui s'est présenté pendant la trente-neuvième session du Conseil économique et social n'est qu'un exemple du problème créé par une documentation surabondante. La nécessité de fournir les documents essentiels ne doit pas empêcher qu'un effort plus intense ne soit fait en vue de rédiger des rapports plus courts et plus concis⁹.

67. Outre le volume de la documentation, le coût d'un grand nombre de documents préoccupe le Comité consultatif. Le Comité a appris que si l'on tient compte uniquement du temps des traducteurs, réviseurs, dactylographes et agents des références ainsi que du coût de la dactylographie et de la reproduction, une page de traduction en français ou en espagnol revient à 25 dollars (coût net, déduction faite des contributions du

⁷ *Ibid.*, treizième session, Annexes, point 51 de l'ordre du jour, document A/3888.

⁸ *Ibid.*, document A/3921.

⁹ Sur 46 000 pages traduites en 1965 (quelle que fût la langue), 19 000 pages correspondaient à des comptes rendus de séances et à des publications relevant des domaines économique et social et du domaine des droits de l'homme.

ersonnel). Ainsi, dans le cas d'un organe qui travaille n quatre langues, un rapport ou document d'environ 00 pages revient, en ce qui concerne la traduction, la actylographie et la reproduction, à 15 000 dollars. On eut se faire une idée de l'ampleur globale de ces dépenses d'après le montant total des dépenses directes de ersonnel qui, pour ces services, a atteint environ 6,5 illions de dollars en 1965.

68. Compte tenu des observations qui précèdent, le omité consultatif est parvenu aux conclusions et ecommandations suivantes :

a) Le Comité approuve les mesures recommandées ar le Secrétaire général dans le document E/4157 et ui sont exposées plus haut, au paragraphe 55. Au isque de se répéter, le Comité tient à rappeler sa roprire recommandation quant à la nécessité d'envisager e problème de façon plus rationnelle, de réduire la équence des réunions des organes subsidiaires, d'es- acer la présentation des rapports et de supprimer les uestions d'importance secondaire.

b) Le Comité consultatif a pris note du rapport pré- enté par le consultant en application de la deuxième artie de la résolution 1090 E (XXXIX). Il accueille vec satisfaction les recommandations tendant à ra- onaliser la "machine de production" et à améliorer es arrangements administratifs, et note avec intérêt que e Secrétaire général a déjà donné suite à la plupart es recommandations. Le Comité compte que ces arran- ements favoriseront une meilleure planification au épartement des affaires économiques et sociales et boutiront à un contrôle plus efficace de la documen- ation. Le Comité estime aussi que le secrétariat du onseil économique et social devrait faire un effort écisif pour réduire la longueur des documents et des ublications.

c) Le Comité consultatif estime que le problème de u documentation destinée au Conseil économique et ocial s'inscrit dans le cadre de la question plus géné- ale du volume excessif de la documentation. La mé- ode employée par le Secrétaire général dans le docu- ment E/4157 devrait être appliquée aussi à l'égard 'autres organes, y compris l'Assemblée générale.

d) Le Comité consultatif appuie les recommanda- ons du Comité chargé du contrôle et de la limitation e la documentation dont il est question plus haut, au aragraphe 64.

e) Le Comité consultatif recommande que l'Assem- lée générale examine la question de l'emploi de omptes rendus *in extenso* que les commissions, comités t autres organes demandent de plus en plus souvent. e Comité a noté que, alors que pendant de nombreuses nnées il n'était établi de comptes rendus *in extenso* ue pour le Conseil de sécurité et une des grandes ommissions de l'Assemblée générale, en 1965 il a été abli des comptes rendus *in extenso* pour 13 organes yant tenu 477 séances au total. L'Assemblée générale ourrait donc envisager de limiter l'emploi des comptes endus *in extenso* et examiner l'intérêt qu'il y aurait à aintienir la longueur des comptes rendus analytiques ans les limites d'un maximum fixé.

PROGRAMMES ET BUDGETS

69. Depuis quelques années, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social cherchent à ce que, lors e la présentation d'ensemble des programmes d'ac- vités et des prévisions budgétaires, un lien plus étroit it établi, entre, d'une part, les programmes et prin-

cipales activités de l'Organisation et, d'autre part, leurs incidences budgétaires. Cette tendance s'explique par trois considérations au moins.

70. La première a trait aux besoins énormes et sans cesse croissants des pays en voie de développement en matière d'assistance et de conseils, de recherche, de planification et de documentation, notamment dans les domaines économique et social, et d'autre part au fait que l'Organisation doit être un centre où les problèmes du développement puissent être débattus. Devant l'ampleur de ces besoins, les programmes d'action se sont multipliés et étendus d'une façon telle qu'il devient de plus en plus difficile d'en faire le bilan. On a reconnu qu'il fallait rationaliser le système, que, compte tenu des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement, il fallait fixer un ordre de priorités et que, dans les documents de base de l'Organisation, il fallait dégager et indiquer plus nettement l'équilibre déjà institué ou à ménager entre les différents secteurs et branches du développement. Or, on n'y parviendra que si les diverses activités et les dépenses qu'elles entraînent sont présentées comme un tout aux organes directeurs.

71. La deuxième considération tient à une imper- fection institutionnelle des pratiques de l'Assemblée générale. Les grandes commissions qui recommandent à l'Assemblée de prendre des décisions au sujet d'ac- vités de fond se soucient rarement des incidences bud- gétaires de ces décisions. La commission qui est chargée d'examiner le projet de budget s'occupe essentiellement des prévisions budgétaires, mais sans s'intéresser aux programmes et aux activités dont l'exécution est, bien entendu, exprimée dans le budget en termes monétaires. D'ailleurs, le budget, tel qu'il est présenté, ne suscite guère ce genre d'intérêt. Les discussions limitées qui ont lieu aux séances plénières de l'Assemblée ne favo- risent pas non plus le rapprochement des points de vue souvent divergents des Etats Membres à l'égard des programmes et des budgets. D'autres expédients insti- tutionnels n'ont pas donné de résultats. Pour que les organes qui ont à se prononcer sur des activités nou- velles ou sur l'expansion d'activités en cours aient toute possibilité de tenir compte des aspects budgétaires de ces activités, et pour que les organes budgétaires sachent exactement à quelle activité concrète correspondent les chiffres du budget, la seule solution est de présenter à tous ces organes les programmes de l'Organisation dans les principaux secteurs, particulièrement dans les do- maines économique et social, sous une forme intégrée.

72. Troisièmement, comme d'un côté les demandes ne font qu'augmenter et que d'un autre côté les res- sources sont limitées, il faut, pour assurer la coor- dination des programmes de travail de tous les orga- nismes des Nations Unies qui s'occupent du dévelop- pement économique et social, que ces organismes pré- sentent leurs programmes et leurs budgets sous forme de documents aussi comparables que possible. De nom- breuses organisations appliquent maintenant une poli- tique de présentation intégrée de leur programme et de leur budget, politique qui retient également, depuis quelque temps, l'intérêt de l'ONU. Mais, même si toutes les organisations adoptaient bientôt cette poli- tique, il est fort probable que pendant de nombreuses années encore il existera de grandes différences entre les modes de présentation des programmes et des bud- gets des diverses organisations. D'ailleurs, des raisons valables justifient l'emploi de tel ou tel mode de classi- fication, jugé essentiel pour répondre aux besoins des

divers organes délibérants des institutions spécialisées. Il est cependant compréhensible que le Conseil économique et social préconise des mesures pour atténuer ces différences de présentation, de façon à rendre les programmes et budgets plus facilement comparables.

73. Depuis nombre d'années, le Comité consultatif fait des recommandations à l'Assemblée générale touchant la nécessité de fixer un ordre de priorités pour les travaux relevant des domaines économique et social et de celui des droits de l'homme, l'utilité de réévaluer chaque année les programmes existants, et l'urgence d'une planification de ces travaux compte dûment tenu des besoins des pays en voie de développement et des ressources de l'Organisation. Le Comité se félicite que le Conseil économique et social prenne de plus en plus conscience de ces problèmes.

74. Dans le sixième rapport qu'il a présenté à la vingtième session de l'Assemblée générale¹⁰, le Comité consultatif a formulé des observations préliminaires sur quelques aspects de la politique intégrée en matière de programme et de budget. Il semble que le Conseil attende maintenant du Comité consultatif qu'il donne sur ce problème un avis plus circonstancié.

75. Le Comité était prêt à l'examiner sous tous ses aspects afin d'essayer de faire des recommandations précises. Toutefois, vu le peu de temps dont il disposait et étant donné que le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'ONU et des institutions spécialisées s'occupait en même temps que lui de ce problème, il ne lui a pas été possible d'accorder aux diverses questions en jeu toute l'attention qu'elles méritaient. Aux termes d'une disposition de la résolution 2049 (XX) de l'Assemblée générale, le Comité consultatif est invité à aider le Comité *ad hoc* dans une partie de ses travaux. Cependant, comme les deux comités se réunissaient à la même époque, il leur a été impossible de procéder à un échange de vues plus approfondi qui leur aurait été mutuellement profitable. Il se peut aussi que le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget pour 1967 paraisse avant la partie correspondante du rapport du Comité *ad hoc*. Dans ces conditions, le Comité consultatif préfère donc, pour le moment, réserver sa position sur certaines des questions pertinentes. Au cas où le Comité *ad hoc*, dans son prochain rapport, formulerait des recommandations sur des questions budgétaires et administratives intéressant les institutions spécialisées ou sur d'autres questions de coordination, le Comité consultatif commentera peut-être ces recommandations dans le rapport sur la coordination interorganisations qu'il présentera à la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

76. Pour les raisons susmentionnées, le Comité consultatif n'est donc pas à même de développer ces points importants de procédure administrative comme il l'aurait fait autrement. Nonobstant cette réserve, le Comité voudrait néanmoins faire quelques observations sur un certain nombre de faits récents, qu'il groupera sous les trois rubriques ci-après.

a) Ordonnance du budget de l'Organisation des Nations Unies

77. Selon l'ordonnance actuelle du budget, certains chapitres sont classés par chefs de dépenses, d'autres par programmes, d'autres encore par services. Jusqu'en 1958, l'ordonnance s'inspirait dans ses grandes lignes

de la structure interne du Secrétariat. L'adoption de l'ordonnance actuelle avait pour objet de renforcer le contrôle central et de permettre au Secrétaire général d'utiliser avec plus de souplesse les crédits ouverts pour certaines catégories de dépenses, comme les dépenses de personnel, les frais de voyage, le matériel et l'imprimerie. Du point de vue du Secrétaire général, les avantages de ce système sont manifestes, mais il est désormais extrêmement difficile, sauf pour certains chapitres spéciaux, d'évaluer le coût d'une activité sans consulter les annexes explicatives correspondantes.

78. A sa dix-septième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution [résolution 1797 (XVII) du 11 décembre 1962] relative à une politique intégrée en matière de programme et de budget. Dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)¹¹, le Comité consultatif a rappelé le dispositif de cette résolution. La présentation des activités eu égard à leur coût est une des conditions préalables à la mise en œuvre d'une politique d'intégration du programme et du budget visant à rationaliser le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Il y a longtemps que l'Assemblée générale, le Conseil, le Secrétaire général et le Comité consultatif en ont pris conscience. Au paragraphe 78 de son rapport susmentionné, le Comité consultatif indiquait qu'une présentation intégrée des programmes et des budgets a une importance telle qu'il y aurait lieu de reconsidérer l'ordonnance du budget. Pensant, comme le Secrétaire général, que le mode de présentation actuelle n'était pas pleinement de nature à mettre nettement en lumière le rapport entre les programmes et les coûts, le Comité consultatif avait suggéré de faire étudier la question complexe de l'ordonnance du budget eu égard aux besoins récents.

79. L'étude préconisée n'a pas encore été effectuée mais les faits montrent que la question des besoins nouveaux n'a pas été perdue de vue. Tout d'abord, le document explicatif qui, les années précédentes, récapitulait les prévisions de dépenses par principaux secteurs d'activité et qui n'avait jamais suscité beaucoup d'intérêt à l'Assemblée générale, a fait place, dans le projet de budget pour 1967, à une annexe I de conception entièrement nouvelle: les dépenses y sont ventilées par grand secteur d'activité et par programme ainsi que par chef de dépense. La partie statistique est suivie de notes explicatives et de précisions sur l'appui administratif et organique que l'Organisation des Nations Unies prête à certains programmes de coopération technique. Pour ce qui est du programme d'activité dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, la ventilation est faite par grands secteurs (planification et projections relatives au développement, commerce international, développement industriel, démographie, statistiques, etc.) qui correspondent dans leurs grandes lignes à l'organisation interne du Secrétariat.

80. Le Secrétaire général a soumis à la quarante et unième session du Conseil économique et social, par l'intermédiaire du Comité spécial de coordination, une deuxième formule de présentation des programmes eu égard à leur coût, comme le Conseil l'en avait prié par sa résolution 1093 (XXXIX). Le Secrétaire général était notamment chargé d'établir un programme de travail concernant les divers services du Département

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément no 7 (A/6007).

¹¹ *Ibid.*, par. 68.

des affaires économiques et sociales, des commissions économiques régionales et des autres divisions du Secrétariat; d'autre part, le Conseil économique et social avait demandé au Comité spécial de coordination de se réunir au mois de mai 1966 pour examiner en détail le programme de travail eu égard au projet de budget pour 1967. Cette nouvelle présentation¹² classe les dépenses de 1962, 1965, 1966 et 1967 par types de services, principaux domaines d'activité, programmes, emplacements et régions, ainsi que par grands services organiques et chefs de dépenses. Le rapport principal était accompagné d'exposés détaillés sur les projets et services s'inscrivant dans le cadre de chaque programme, c'est-à-dire de chaque secteur important d'activité relevant d'un grand service organique du Département des affaires économiques et sociales. Bien que très détaillée, cette présentation est évidemment moins complète, en un sens, que l'annexe I du projet de budget pour 1967 puisqu'elle n'intéresse qu'un seul des principaux départements du Secrétariat.

81. Le Comité consultatif n'a pas été en mesure d'étudier ces deux documents de façon approfondie ni d'évaluer leur intérêt, leurs avantages et leurs inconvénients respectifs. Le Comité se bornera donc, pour le moment, à faire quelques observations de caractère général sur l'agencement du budget compte tenu de l'évolution des besoins. Il est manifeste que les Etats Membres attendent de l'Organisation des mesures qui mettraient en lumière les rapports entre les programmes et les budgets relatifs à ses activités économiques et sociales, que cela entraîne ou non une modification fondamentale de l'ordonnance du budget. Un budget-programme peut être établi en fonction de secteurs d'activité bien définis; il peut l'être aussi en fonction de l'organisation interne du Secrétariat. Les deux conceptions peuvent aller de pair, ce qui est d'ailleurs plus ou moins le cas dans les budgets de certaines institutions. Mais l'Organisation des Nations Unies utilise à l'heure actuelle un système totalement différent. Dans les deux documents susmentionnés de l'ONU, le classement des activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme est plus détaillé que dans la classification des programmes que le Comité administratif de coordination a soumise à titre provisoire au Conseil économique et social pour indiquer les dépenses des organismes des Nations Unies eu égard aux programmes, mais il semble au Comité que ce classement présente, pour le moment, des avantages pratiques. L'Organisation devait donc l'employer jusqu'à ce qu'il puisse être établi, par voie de coopération entre les différentes organisations, des classifications qui soient acceptables pour tous les organismes des Nations Unies.

82. Il y a lieu de faire une distinction entre le mode de présentation des programmes eu égard à leur coût et le mode des ouvertures de crédits. Dans l'ordonnance actuelle mixte du budget, les crédits sont généralement ouverts par chapitres, chaque chapitre couvrant un certain nombre de chefs de dépenses; rares sont les ouvertures de crédits faites pour un secteur d'activité particulier. On s'est demandé si le projet de budget et les ouvertures de crédits devraient désormais suivre la même classification que les programmes. A supposer que le règlement financier ne soit pas modifié, cette méthode permettrait peut-être plus de souplesse dans l'utilisation des ressources affectées à un service

donné. En revanche, le contrôle central de l'ensemble des ressources financières de l'Organisation serait moins aisé et, de ce fait, le système actuel, qui permet, sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée générale, de transférer des excédents et des déficits d'un chapitre à un autre, s'en trouverait atteint. L'indépendance administrative des services du Secrétariat qui exécutent les programmes en serait renforcée, mais ce fait même pourrait ne pas favoriser l'utilisation la plus efficace des ressources financières et humaines de l'Organisation.

83. La présentation unifiée du programme et du budget dans le cadre d'un seul document aurait de nombreux avantages; elle associerait sans aucun doute plus étroitement les deux opérations que constituent l'élaboration du programme et l'examen du budget. La formule consistant à présenter une catégorie de renseignements essentiels dans un document principal et d'autres renseignements en annexe représenterait un progrès dans le sens de cette intégration et de cette association. En pareil cas, on aurait théoriquement le choix entre deux solutions: soit présenter le budget dans le document principal et donner dans les annexes la ventilation des sommes par programmes ou selon un autre mode de classement, soit faire l'inverse. Le Secrétaire général a largement utilisé la première formule dans son projet de budget pour 1967. Bien qu'il ne connaisse pas encore avec certitude la réponse définitive à ce problème complexe, le Comité consultatif estime que, tant que l'on maintiendra le système d'ouvertures de crédits par chapitres du budget couvrant un certain nombre de chefs de dépenses, seule la première des solutions indiquées plus haut est susceptible d'application.

84. Le Comité consultatif juge que tous les aspects du problème n'ont pas encore été étudiés de façon assez approfondie, mais il reconnaît qu'il est urgent de trouver une solution qui réponde au double impératif d'une politique intégrée en matière de programme et de budget et d'une administration centrale efficace. Le contrôle financier central est un des éléments essentiels de l'efficacité administrative de toute organisation. En revanche, il convient de ne pas perdre de vue les avantages d'une certaine décentralisation des responsabilités lorsqu'il s'agit de gérer l'exécution de programmes qui disposent de leurs propres ressources. Il ne sera pas facile de trouver un juste équilibre entre ces deux grands facteurs. Le Comité poursuivra l'étude de la question.

b) *Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et incidences budgétaires de ce programme*

85. Cette question a été étudiée d'un point de vue général dans les paragraphes qui précèdent. Cependant, par sa résolution 1093 (XXXIX), le Conseil économique et social a, notamment, recommandé que le Président du Comité consultatif soit invité à participer aux séances du Comité spécial de coordination (reconstitué) du Conseil au cours desquelles le programme de travail dans les domaines en question serait examiné compte tenu du projet de budget pour 1967, et que le rapport du Comité spécial soit mis à la disposition du Comité consultatif au moment où celui-ci examinerait les prévisions budgétaires pour 1967.

86. En dehors de ses observations antérieures concernant le mode de présentation utilisé pour la première

¹² E/4179/Rev.1 et additifs.

fois dans le nouveau rapport sur le programme et son coût, le Comité consultatif se bornera, provisoirement, aux remarques qui suivent.

87. Dans le sixième rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingtième session¹³, le Comité a parlé de la première tentative faite par le Secrétaire général, dans ses rapports E/4070 et E/4070/Add.1, pour présenter au Conseil et à l'Assemblée générale un document qui expose le programme de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, du point de vue de ses incidences budgétaires. Tout en comprenant la raison d'être d'une présentation en deux parties, le Comité s'est demandé si cette présentation était adéquate, et il a exprimé l'espoir que, à l'avenir, les deux parties soient plus étroitement liées afin que le Conseil ainsi que les autres organes principaux ou organes subsidiaires puissent voir d'emblée l'ampleur des ressources disponibles ou demandées pour certains secteurs d'activité.

88. Le nouveau rapport (E/4179/Rev.1 et additifs) répond à ce souci et le Comité consultatif note avec satisfaction non seulement que les deux parties ont été regroupées en un seul rapport, mais aussi qu'un effort réel a été fait pour réaliser cette présentation entièrement nouvelle. Le rapport conserve, semble-t-il, un certain caractère expérimental, en raison des nombreux classements différents et de l'abondance peut-être excessive des renseignements figurant dans les additifs, mais le Comité a l'espoir qu'il donnera satisfaction au Conseil. Comme il s'agit d'un mode de présentation qui demande beaucoup de temps et qui est coûteux, encore qu'il soit instructif et vise à servir de cadre à l'établissement de budgets-programmes et de budgets de réalisation, le Comité consultatif se demande si le Conseil ne pourrait pas indiquer dans quelle mesure certains renseignements détaillés et certaines données figurant dans les additifs pourraient, à l'avenir, être publiés sous une forme plus condensée, ou éventuellement être supprimés.

89. Le Comité consultatif a étudié les propositions d'ordre général relatives au programme du travail et les recommandations concernant les rapports futurs qui figurent aux sections 3 et 4 du chapitre II du rapport du Comité spécial de coordination sur sa quatrième session (E/4215). Cependant, le Comité consultatif a certains doutes en ce qui concerne une ou deux des recommandations visant à améliorer et même à perfectionner la présentation d'un programme de travail unifié et de ses incidences budgétaires. Il pense en particulier à la proposition tendant à inclure dans les prévisions de dépenses relatives aux activités économiques et sociales la part du coût des services communs qui est imputable à ces activités ainsi que le coût de l'appui que les services organiques prêtent à ces activités opérationnelles. Tout en reconnaissant qu'il faut tenir compte de ces dépenses lorsque l'on cherche à associer plus étroitement les programmes et les données budgétaires, le Comité consultatif doute que l'amélioration qui en résulterait suffise à justifier le gros effort que cela impliquerait et les frais importants qui pourraient en résulter.

90. Au paragraphe 62 de son rapport, le Comité spécial a exprimé l'espoir que, à l'occasion de l'examen des procédures budgétaires de l'ensemble des organismes des Nations Unies qui est actuellement en cours,

on mettrait au point la méthode la meilleure pour présenter un budget axé sur les programmes, y compris la possibilité de consacrer un chapitre distinct aux activités économiques et sociales. Le Comité consultatif espère, comme le Comité spécial, que cet examen pourra contribuer à résoudre les problèmes complexes qui ont trait aux programmes, aux budgets et à leurs rapports mutuels. Afin que l'on puisse trouver les meilleures solutions possible, le Comité consultatif préfère s'abstenir, pour le moment, de toute recommandation précise, en laissant au Comité *ad hoc* qui effectue cet examen le soin de se prononcer comme il le jugera bon. Dans ces conditions, le Comité consultatif espère que d'autres organes partageront son souci actuel de prudence. Cela vaut notamment pour la proposition tendant à consacrer un chapitre distinct du budget aux activités économiques et sociales.

c) *Etablissement et présentation des budgets des institutions*

91. Aux paragraphes 116 à 120 de son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session), le Comité consultatif a présenté des observations préliminaires sur la demande que le Conseil économique et social lui avait faite, de rechercher, en consultation avec le Comité administratif de coordination, dans quelle mesure les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique pourraient être invitées à utiliser dans l'avenir un cadre uniforme pour l'établissement et la présentation de leurs budgets respectifs.

92. Le Conseil a poursuivi à sa trente-neuvième session l'examen de cette question de l'uniformisation éventuelle de la présentation des budgets des institutions et, par la section I de sa résolution 1090 D (XXXIX), il a prié le CAC de continuer à étudier, en collaboration avec le Comité consultatif, la possibilité d'utiliser un cadre uniforme, et de lui soumettre, à sa quarante et unième session, un rapport précisant les solutions pratiques qui pourraient être envisagées et exposant, le cas échéant, les raisons qui militeraient contre l'emploi d'un tel cadre. Par cette même résolution, le Conseil a approuvé la conclusion à laquelle le CAC était parvenu antérieurement et a accepté qu'à titre de première mesure il lui soit fourni un rapport distinct contenant l'inventaire des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines de la compétence du Conseil, accompagné d'un état des dépenses imputées sur les budgets ordinaires de ces organisations et des dépenses imputées sur leurs programmes extra-budgétaires.

93. Conformément à cette dernière résolution, le CAC a présenté au Conseil deux nouveaux rapports, dont l'un (E/4193) traite de la question d'un cadre uniforme pour les budgets et l'autre (E/4209) indique les dépenses des organismes des Nations Unies qui ont trait aux programmes. Ces deux rapports ont été communiqués au Comité consultatif.

94. A la quarantième session du Conseil, le CAC avait déjà proposé (E/4156) que pour l'inventaire des activités de toutes les organisations intéressées, y compris celles de l'ONU elle-même, le rapport revête la forme d'une série de tableaux dans lesquels les activités seraient groupées sous cinq rubriques communes. L'une d'elles s'intitulerait "Programmes d'activité", et la classification de ces programmes serait conçue de façon à englober toutes les dépenses de toutes les organisations ayant trait à tous les programmes. Une classification

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 7 (A/6007), par. 71 à 74.

comportant 16 subdivisions avait été proposée, mais une institution spécialisée n'a pu l'accepter, estimant qu'une classification par matière qui serait propre à chaque institution fournirait de meilleurs renseignements. Cette institution spécialisée a néanmoins prêté son entier concours au CAC aux fins de l'établissement du rapport sur le coût des programmes.

95. Le CAC et le Conseil n'ont pas oublié que le Comité *ad hoc* d'experts étudiait lui aussi ces mêmes problèmes et, notamment, la possibilité d'uniformiser les budgets de toutes les organisations. Malgré cela, le Conseil a prié le CAC de revoir la classification des programmes d'activité en tenant compte des suggestions formulées ainsi que des consultations qui devaient avoir lieu avec le Comité consultatif et le Comité *ad hoc* d'experts. Le Conseil a également, sans que cela préjuge sa décision finale, prié le CAC de poursuivre la préparation d'un rapport intérimaire fondé sur la classification que le CAC avait initialement recommandée et l'a invité à lui présenter ce rapport à sa quarante et unième session.

96. En conséquence, le rapport du CAC sur le coût des programmes donne, dans un tableau d'ensemble, des renseignements par type d'activité sur les programmes de l'ONU, des institutions spécialisées, de l'AIEA et du FISE, et comporte également des tableaux distincts pour chaque organisation.

97. En ce qui concerne la question d'un cadre uniforme pour l'établissement et la présentation des budgets des différentes institutions, le CAC a signalé au Conseil que la formule d'un cadre budgétaire unique se heurte à deux grandes difficultés. En premier lieu, les propositions relatives au programme et au budget doivent être soumises à l'organe délibérant de chaque institution sous la forme qui répond le mieux à l'ampleur et à la nature des opérations de l'institution et qui lui permet de se prononcer au mieux sur l'affectation des ressources; en deuxième lieu, il faut laisser suffisamment de latitude à chaque organisation pour qu'elle puisse modifier le cadre de son budget en fonction de l'évolution des priorités et de sa structure administrative. Comme ce sont là des difficultés insurmontables, le CAC est arrivé à la conclusion qu'il ne serait pas possible d'adopter un cadre uniforme.

98. Le Président du Comité consultatif a pu assister à la session du CAC au cours de laquelle le CAC s'est prononcé sur les recommandations du Conseil, mais, en dehors de cela, le Comité consultatif n'a pas pu collaborer avec le CAC comme le Conseil le lui avait demandé par la section I de sa résolution 1090 D (XXXIX), parce que sa session ne coïncidait pas avec celle du CAC. En lieu de quoi, et bien que le Comité *ad hoc* d'experts n'ait pas encore présenté à l'Assemblée générale son rapport sur cette même question, le Comité consultatif tient à faire les observations suivantes.

99. Pour ce qui est de la normalisation des budgets des organismes des Nations Unies, le Comité comprend fort bien les raisons qui ont motivé la recommandation négative du CAC au Conseil. Bien qu'il faille compter parfois avec un certain traditionalisme, il est probable que la plupart des organisations ne pourront transformer radicalement le cadre de leur budget que si elles procèdent à des réformes importantes de leur structure et de leurs procédures administratives, qui, au cours des années, ont évolué en fonction de besoins précis. Il semble au Comité que les avantages de cette transformation de l'ordonnance budgétaire tendant à l'uni-

formisation de tous les budgets risqueraient d'être réduits à néant par les inconvénients encore plus grands que présenteraient ces modifications inévitables de la structure et des procédures administratives. Le Comité espère néanmoins que le CAC et les institutions spécialisées elles-mêmes continueront à étudier ce problème afin qu'à l'avenir le cadre budgétaire adopté par les différentes organisations rende la comparaison entre les budgets plus facile que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

100. En ce qui concerne le mode de classement des programmes d'activité que le CAC a employé pour la première fois dans le rapport sur les dépenses des organismes des Nations Unies ayant trait aux programmes qu'il a présentés au Conseil à sa quarante et unième session, le Comité consultatif n'estime pas pouvoir exprimer une opinion mûrement réfléchie et définitive. Le Comité est néanmoins d'avis, comme le Conseil, que pour le moment il faut continuer à étudier la question. Peut-être, en effet, sera-t-il possible d'apporter certains perfectionnements à ce mode de classement. Si, en fin de compte, la nouvelle classification se révèle inapplicable, il faudra voir si l'on ne pourrait pas prévoir plus de cinq rubriques communes, tout en laissant aux diverses institutions plus de latitude dans le choix de leur propre classification des programmes d'activité, à condition qu'elles soient disposées à collaborer de façon à assurer la plus grande comparabilité possible entre organisations.

101. Enfin, quel que soit le système que le CAC adopte ou adoptera à l'avenir pour indiquer, dans ses rapports au Conseil, le coût global des programmes, les institutions spécialisées pourraient envisager de communiquer ces rapports à leurs propres organes délibérants afin que les membres de ces organes se rendent mieux compte de l'ampleur des travaux des autres organismes des Nations Unies qui s'occupent des mêmes questions ou de questions connexes.

ACTION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION

102. Le Comité consultatif a étudié de très près les demandes de crédits du Secrétaire général concernant le domaine de l'information, en tenant compte des résolutions 1335 (XIII) du 13 décembre 1958 et 1405 (XIV) du 1^{er} décembre 1959 dans lesquelles l'Assemblée générale a énoncé certains principes directeurs et notamment une "politique de stabilisation budgétaire" en ce qui concerne les programmes d'information de l'ONU.

103. Dans le rapport qu'il a soumis à l'Assemblée générale, lors de la vingtième session, au sujet du projet de budget pour 1966, le Comité consultatif, après avoir déclaré qu'à son avis il était nécessaire de poursuivre la politique de stabilisation, a fait observer qu'en dernière analyse et à supposer que l'administration et l'exécution du programme d'information fussent aussi efficaces qu'elles pouvaient l'être, l'Assemblée générale avait encore à trancher une question de principe en décidant quelle était la part de ses ressources que l'Organisation devait employer pour faire connaître au monde l'action qu'elle mène¹⁴.

104. Dans son avant-propos au projet du budget pour 1967, le Secrétaire général évoque l'expansion des activités de l'Organisation ainsi que les répercussions de cette expansion sur les divers secteurs du Secrétariat, et déclare notamment ce qui suit (par. 16) à

¹⁴ *Ibid.*, par. 112.

propos de l'action de l'ONU dans le domaine de l'information :

"Ces faits nouveaux ont eu aussi des répercussions importantes sur le volume de travail actuel du Service de l'information, eu égard en particulier à la nécessité de maintenir dans la limite du plafond fixé par l'Assemblée générale le total des dépenses d'information. Je sais bien qu'il est nécessaire de fixer une limite aux dépenses d'information, mais je voudrais néanmoins prier les Etats Membres de bien vouloir ne pas perdre de vue que le plafond fixé ne doit pas être si bas qu'il mette le Service de l'information dans l'impossibilité de rendre compte comme il convient des activités importantes et croissantes de l'Organisation, ou empêche la modernisation des installations actuelles de sorte que l'ONU serait incapable de tirer parti comme il se doit des progrès techniques révolutionnaires que connaissent les moyens d'information de masse."

105. Dans les rapports qu'il a présentés à l'Assemblée générale, lors des dix-huitième¹⁵ et dix-neuvième¹⁶ sessions, au sujet de l'action de l'ONU dans le domaine de l'information, le Comité consultatif indiquait que le Secrétaire général pourrait envisager de prendre les dispositions voulues pour que les programmes d'action dans le domaine de l'information fassent l'objet, de manière continue ou à intervalles réguliers, d'un examen approfondi qui aurait pour but d'évaluer la place faite aux divers moyens d'information dans les programmes de l'ONU de façon à répondre le plus rapidement possible aux variations de la demande des pays en voie de développement tout en restreignant les programmes destinés aux pays développés, ce qui garantirait la meilleure utilisation possible des fonds alloués à l'information.

106. A cet égard, le Comité consultatif a été heureux d'apprendre du Sous-Secrétaire à l'information qu'à sa trente-quatrième session, tenue à Genève du 28 mars au 1^{er} avril 1966, le Comité consultatif de l'information a adopté, et présenté au CAC, une proposition recommandant la création d'un groupe d'étude interorganisations qui serait chargé de reconsidérer l'ensemble des activités d'information de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. Dans son trente-deuxième rapport¹⁷ au Conseil économique et social (quarante et unième session), le CAC a fait sienne la proposition du Comité consultatif de l'information relative à cet examen d'ensemble. Le Groupe d'étude a été prié de présenter à ce dernier comité, au début de l'année 1967, un rapport qui serait soumis ultérieurement au CAC. Le Comité consultatif attend avec intérêt les recommandations auxquelles l'étude en question aboutira.

107. Le Comité consultatif a également appris avec intérêt que le Sous-Secrétaire à l'information consulte le Conseil d'administration de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies en vue d'une étude des programmes d'information de l'ONU à laquelle l'Institut pourrait procéder avec l'aide d'un groupe d'experts de l'extérieur. Le Comité estime qu'une étude de ce genre serait utile en ce qu'elle permettrait d'évaluer l'action de l'ONU dans le domaine de l'information.

108. Le Comité consultatif note que, pour 1967, le crédit que le Secrétaire général demande pour l'information

est supérieur d'environ 195 000 dollars au crédit ouvert pour 1966. Sur ce montant, 85 000 dollars environ sont imputables aux relèvements des traitements et salaires et l'accroissement correspondant des dépenses communes de personnel. Le solde de l'augmentation soit 110 000 dollars correspond essentiellement aux dépenses supplémentaires prévues pour le matériel (achat d'une nouvelle caméra de télévision pouvant transmettre des images en couleurs comme en noir et blanc), les fournitures et services de radio, de cinéma et de télévision, les télécommunications, les fournitures et services concernant les publications, et l'imprimerie.

109. Le Comité consultatif connaît les progrès techniques qu'enregistrent les moyens d'information de masse et il comprend que le Secrétaire général désire que l'Organisation ne se laisse pas distancer dans l'utilisation des nouvelles techniques. Le Comité n'ignore pas non plus qu'il faut, dans le domaine de l'information, pourvoir aux besoins croissants des pays en voie de développement, où il n'est pas nécessaire de faire appel à des moyens d'information aussi perfectionnés et, dans ses rapports antérieurs sur la question, il a souligné qu'il faut soumettre l'ensemble des programmes d'information à un réexamen qui permette à l'Organisation de répondre aussi rapidement que possible à l'évolution des besoins, et qui garantisse que les ressources affectées à ces activités sont utilisées au mieux. Toutefois, le Comité se doit de tenir compte des décisions prises par l'Assemblée générale à l'égard des dépenses d'information de l'ONU, tout en sachant, bien entendu, que l'Assemblée souhaitera peut-être reconsidérer ses décisions antérieures eu égard à ce que le Secrétaire général dit au paragraphe 16 de l'avant-propos au projet de budget pour 1967.

110. En ce qui concerne le crédit de 7 011 700 dollars demandé pour 1967, le Comité consultatif, ayant présentes à l'esprit les directives susmentionnées de l'Assemblée générale et estimant qu'il est possible de réaliser certaines économies sans que les divers programmes en souffrent, recommande à l'Assemblée générale d'approuver pour 1967, au titre de l'action de l'ONU dans le domaine de l'information, un crédit global de 6 961 700 dollars. Compte non tenu de certaines propositions faites à propos de divers chapitres du budget, le soin de répartir la réduction de 50 000 dollars recommandée par le Comité consultatif serait laissé au Secrétaire général.

111. A titre d'autre observation d'ordre général, le Comité consultatif tient à signaler que, en plus des crédits expressément destinés au Service de l'information, des sommes importantes sont allouées aux activités d'information par d'autres voies ou par le truchement d'autres chapitres du budget. Il estime que l'on doit se préoccuper particulièrement de cette évolution afin d'éviter tout double emploi des efforts et des ressources dont on peut tirer plus efficacement parti grâce à un contrôle centralisé. Le Comité espère aussi que le Service de l'information pourra, dans la limite des ressources dont il dispose, assurer une diffusion plus large de publications ou brochures établies dans des langues autres que l'anglais pour répondre à la demande croissante des Etats Membres.

RÉGIME DES VOYAGES

112. A sa vingtième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 2128 (XX) relative au régime des frais de voyage et des indemnités de subsistance des

¹⁵ *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément n° 7 (A/5507), ar. 86.

¹⁶ *Ibid.*, dix-neuvième session, Supplément n° 7 (A/5807), r. 86.

¹⁷ E/4191, par. 98.

membres des organes et organes subsidiaires des Nations Unies, a décidé que dans tous les cas l'Organisation paierait les frais de voyage en classe économie, par avion, ou, dans des conditions équivalentes, par un moyen de transport public reconnu et suivant un itinéraire direct.

113. A cet égard, le Secrétaire général, tout en faisant savoir au Comité que dans l'ensemble les nouvelles normes applicables aux voyages avaient été respectées, a signalé que par suite de certaines difficultés il avait dû accorder des dérogations au principe approuvé, notamment dans le cas des membres des commissions ou comités siégeant à titre individuel ou en qualité d'experts. Le Secrétaire général s'est estimé tenu de prendre en considération les difficultés réelles qu'éprouvaient certaines personnes en raison de leur âge ou de leur mauvaise santé. Il a fait observer que, à partir du moment où des dérogations à une règle sont admises, il intervient un élément d'appréciation personnelle et qu'il est par suite de plus en plus malaisé d'appliquer la règle en toute impartialité. Le Secrétaire général a déclaré que, par souci d'uniformité, il préférerait que la règle soit modifiée de façon à écarter les difficultés d'ordre pratique que son application fait naître nécessairement.

DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRÉTARIAT DU COMITÉ
ADMINISTRATIF DE COORDINATION

114. Par sa résolution 1090 H (XXXIX), le Conseil économique et social avait prié le Secrétaire général de rechercher, en consultation avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et avec le Comité consultatif, les moyens de renforcer les dispositions prises, sur le plan du secrétariat, pour les travaux du Comité administratif de coordination, et de prendre les mesures appropriées.

115. Dans son trente-deuxième rapport¹⁸ au Conseil (quarante et unième session), le Comité administratif de coordination a noté avec satisfaction les mesures prises ou envisagées par le Secrétaire général pour renforcer le personnel plus nombreux qui, au Siège et à Genève, s'occupe des questions du ressort du CAC, mesures qui ont déjà facilité la tâche de ce Comité.

116. Le Comité consultatif espère pouvoir participer ultérieurement aux consultations que prévoit la résolution susmentionnée.

¹⁸ *Ibid.*, par. 101 et 102.

CHAPITRE II

PROJETS DE RÉSOLUTION

117. On trouvera dans les appendices I, II et III au présent chapitre le texte des trois projets de résolution ci-après recommandés par le Comité consultatif pour 1967:

- I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1967;
- II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967;
- III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1967.

PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE L'EXERCICE 1967

118. Le projet de résolution soumis par le Secrétaire général en ce qui concerne le budget de l'exercice 1967 est identique par sa présentation à celui que l'Assemblée générale a adopté pour 1966 [résolutions 2125 A, B et C (XX) du 21 décembre 1965]. Ce projet de résolution se compose de trois parties, qui ont trait, la partie A, à l'ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1967, la partie B, aux prévisions de recettes, et la partie C, à l'exécution du budget de l'exercice 1967. Le texte du projet de résolution présenté par le Comité consultatif à l'appendice I est identique à celui du projet proposé par le Secrétaire général, si ce n'est que les montants qui y sont inscrits reflètent les recommandations que le Comité consultatif formule dans le présent rapport au sujet des chapitres du projet de budget qui ont trait aux dépenses et de ceux qui ont trait aux recettes.

119. Le Comité consultatif a noté que la partie C du projet de résolution fait de nouveau mention, à propos de l'exécution du budget, de certaines sommes portées au crédit des Etats Membres à valoir sur leurs quotes-parts pour 1967. Le projet de résolution prévoit que les dépenses de l'exercice 1967 seront couvertes

jusqu'à concurrence de ——— dollars (montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session) par le solde de l'excédent budgétaire pour l'exercice 1965.

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AUX DÉPENSES IMPRÉVUES ET EXTRAORDINAIRES

120. Le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires que le Comité consultatif recommande pour 1967 (appendice II) est identique au projet soumis par le Secrétaire général et à la résolution adoptée par l'Assemblée générale pour 1966, sauf pour ce qui est des sommes inscrites à l'alinéa b du paragraphe 1 qui concernent le maintien en fonctions de juges dont le mandat est venu à expiration et le paiement de pensions et de frais de voyage et de déménagement à ces juges, ainsi que le paiement des frais de voyage et de déménagement des nouveaux membres de la Cour internationale de Justice. Le Comité tient à rappeler de nouveau les observations qu'il a formulées, dans son septième rapport à l'Assemblée générale (dix-neuvième session)¹⁰, au sujet du paragraphe 3 du dispositif de la résolution.

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AU FONDS DE ROULEMENT

121. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution soumis par le Secrétaire général en ce qui concerne le Fonds de roulement pour l'exercice 1967 (appendice III).

122. Ce projet de résolution est présenté de la même manière que la résolution 2127 (XX) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1965.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 7 (A/5807), par. 95.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DES CRÉDITS RECOMMANDÉS PAR LE COMITÉ CONSULTATIF

Chapitres	Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1967	Crédits recommandés par le Comité consultatif	Diminutions
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
TITRE PREMIER. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales			
1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.....	1 082 000	1 050 000	32 000
2. Réunions et conférences spéciales.....	2 014 500	1 750 000	264 500
TITRE II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes			
3. Traitements et salaires.....	59 518 000	58 914 000	604 000
4. Dépenses communes de personnel.....	13 873 000	13 785 000	88 000
5. Frais de voyage du personnel.....	2 117 300	2 067 300	50 000
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.....	125 000	125 000	—

Projets de résolution

Chapitres	Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1967	Crédits recommandés par le Comité consultatif	Diminutions
Dollars des Etats-Unis			
TITRE III. — Locaux, matériel, fournitures et services			
7. Bâtiments et amélioration des locaux.....	3 930 700	3 930 700	—
8. Matériel et installations	670 900	627 900	43 000
9. Entretien, utilisation et location des locaux.....	4 016 500	3 986 500	30 000
10. Frais généraux	5 236 900	5 149 900	87 000
11. Imprimerie	1 908 000	1 815 000	93 000
TITRE IV. — Dépenses spéciales			
12. Dépenses spéciales	8 963 500	8 957 000	6 500
TITRE V. — Programmes techniques ^a			
13. Développement économique, activités sociales et administration publique.....	6 400 000	6 400 000	—
14. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.....			
15. Contrôle des stupéfiants			
TITRE VI. — Missions spéciales et activités connexes			
16. Missions spéciales	2 993 000	2 943 000	50 000
17. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	1 833 200	1 821 000	12 200
TITRE VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés			
18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	3 280 400	3 225 000	55 400
TITRE VIII. — Cour internationale de Justice			
19. Cour internationale de Justice.....	1 164 900	1 149 900	15 000
TITRE IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement			
20. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	9 100 000	8 800 000	300 000
RÉCAPITULATION			
Crédits demandés par le Secrétaire général.....			128 227 800
Crédits recommandés par le Comité consultatif.....			126 497 200
RÉDUCTION GLOBALE recommandée par le Comité consultatif			1 730 600

^a La ventilation entre les chapitres 13, 14 et 15 sera arrêtée par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session, compte tenu des nouvelles suggestions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1967.

Appendice I

PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE L'EXERCICE 1967 (PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ CONSULTATIF)

A

OUVERTURE DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967:

1. Un crédit de 126 497 200 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
TITRE PREMIER. — <i>Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</i>	
1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 050 000
2. Réunions et conférences spéciales.....	1 750 000
TOTAL, titre premier	2 800 000

Projets de résolution

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
<i>TITRE II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes</i>	
3. Traitements et salaires	58 914 000
4. Dépenses communes de personnel.....	13 785 000
5. Frais de voyage du personnel.....	2 067 300
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.....	125 000
TOTAL, titre II	74 891 300
<i>TITRE III. — Locaux, matériel, fournitures et services</i>	
7. Bâtiments et amélioration des locaux.....	3 930 700
8. Matériel et installations	627 900
9. Entretien, utilisation et location des locaux.....	3 986 500
10. Frais généraux	5 149 900
11. Imprimerie	1 815 000
TOTAL, titre III	15 510 000
<i>TITRE IV. — Dépenses spéciales</i>	
12. Dépenses spéciales	8 957 000
TOTAL, titre IV	8 957 000
<i>TITRE V. — Programmes techniques^a</i>	
13. Développement économique, activités sociales et administration publique	} 6 400 000
14. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	
15. Contrôle des stupéfiants	
TOTAL, titre V	6 400 000
<i>TITRE VI. — Missions spéciales et activités connexes</i>	
16. Missions spéciales	2 943 000
17. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	1 821 000
TOTAL, titre VI	4 764 000
<i>TITRE VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>	
18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés..	3 225 000
TOTAL, titre VII	3 225 000
<i>TITRE VIII. — Cour internationale de Justice</i>	
19. Cour internationale de Justice.....	1 149 900
TOTAL, titre VIII	1 149 900
<i>TITRE IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>	
20. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	8 800 000
TOTAL, titre IX	8 800 000
TOTAL GÉNÉRAL	126 497 200

^a La ventilation entre les chapitres 13, 14 et 15 sera arrêtée par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session, compte tenu des nouvelles suggestions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1967.

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

3. Les crédits ouverts au titre V pour les programmes d'assistance technique seront gérés conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, si ce n'est que pour la définition des engagements et leur période de validité il y aura lieu d'appliquer les procédures et pratiques arrêtées pour l'élément Programme élargi du Programme des Nations Unies pour le développement.

4. Les crédits d'un montant total de 192 880 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 5 et 11 pour le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants seront gérés comme un tout.

Projets de résolution

5. Les crédits d'un montant total de 494 560 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 4, 5, 6 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront gérés conformément à l'article XXVII des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

6. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 17 500 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque, et pour les autres dépenses de la bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

B

PRÉVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967 :

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 21 665 226 dollars des Etats-Unis, qui se décomposent comme suit :

<i>Chapitres</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
TITRE PREMIER. — Recettes provenant des contributions du personnel	
1. Contributions du personnel	13 350 000
TOTAL, titre premier	13 350 000
TITRE II. — Autres recettes	
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	2 196 276
3. Recettes générales	2 700 000
4. Vente de timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies (Administration postale de l'ONU)	1 800 000
5. Vente des publications	827 650
6. Services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes	791 300
TOTAL, titre II	8 315 226
TOTAL GÉNÉRAL	21 665 226

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

3. Celles des dépenses directes concernant l'Administration postale de l'ONU, les services destinés aux visiteurs, les restaurants et services annexes et la vente des publications pour lesquelles il n'est pas prévu de crédits au budget seront imputées sur les recettes provenant de ces activités.

C

EXÉCUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967 :

1. Les dépenses de 126 497 200 dollars prévues au budget, ainsi que les dépenses additionnelles de ——— dollars^b autorisées pour 1966, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

a) Jusqu'à concurrence de 8 315 226 dollars, par les recettes, autres que les contributions du personnel, prévues dans la partie B de la présente résolution ;

b) Jusqu'à concurrence ——— dollars^b, par le solde de l'excédent budgétaire pour l'exercice 1965 ;

c) Jusqu'à concurrence de ——— dollars^b, par les contributions des nouveaux Etats Membres pour 1966 ;

d) Jusqu'à concurrence de ——— dollars^b, par les contributions dues par les Etats Membres en application de la résolution 2118 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965, fixant le barème des quotes-parts pour 1967.

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 13 350 000 dollars, correspondant au montant estimatif pour 1967 des recettes provenant des contributions du personnel.

^b Montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

Appendice II

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AUX DÉPENSES IMPRÉVUES ET EXTRAORDINAIRES
DE L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

1. *Autorise* le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et des dispositions du paragraphe 3 ci-après, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour :

a) Les engagements, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses relatives :

i) A la désignation de juges *ad hoc* (Article 31 du Statut de la Cour), jusqu'à concurrence de 37 500 dollars;

ii) A la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut) ou à la citation de témoins et à la désignation d'experts (Article 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;

iii) Au maintien en fonctions de juges non réélus (paragra-

phe 3 de l'Article 13 du Statut), jusqu'à concurrence de 50 000 dollars;

iv) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Article 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;

v) Au paiement de pensions et de frais de voyage et de déménagement aux juges non réélus et de frais de voyage et de déménagement de nouveaux membres de la Cour, jusqu'à concurrence de 58 500 dollars.

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée générale des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements.

3. *Décide* qu'au cas où il faudrait, comme suite à une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

Appendice III

PROJET DE RÉSOLUTION RELATIF AU FONDS DE ROULEMENT POUR L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

1. Le Fonds de roulement sera fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1967.

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1967.

3. Viendront en déduction de ces avances :

a) Les crédits, d'un montant total de 1 079 158 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice 1966, en application de la résolution 2127 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement :

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution — (XXI) du — décembre 1966, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances au-delà du total de 125 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes.

5. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser en 1967 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

CHAPITRE III

RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET

Prévisions de dépenses

Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférence spéciales

CHAPITRE PREMIER. — FRAIS DE VOYAGE ET AUTRES FRAIS DES REPRÉSENTANTS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS, COMITÉS ET AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général . .	1 082 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 050 000
1965 (dépenses effectives)	1 163 129
1966 (crédit ouvert)	1 107 400

123. Le crédit demandé au chapitre premier a été établi en fonction du programme général des réunions prévues pour 1967. Le paiement de frais de voyage et d'indemnités de subsistance aux membres des organes de l'ONU est régi par la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1962, modifiée

par la résolution 2128 (XX) du 21 décembre 1965. À cet égard, on se rappellera que, sur la recommandation du Comité consultatif²⁰, l'Assemblée générale, à sa vingtième session, a décidé dans sa résolution 2128 (XX) que, dans tous les cas, l'Organisation paie les frais du voyage en classe économie, par avion, ou dans des conditions équivalentes. Les conditions dans lesquelles le versement d'honoraires aux membres des organes composés d'experts peut être autorisé sont énoncées dans les rapports de la Cinquième Commission que l'Assemblée générale a approuvés à ses 729^e et 960^e séances, le 13 décembre 1957 et le 20 décembre 1960. En ce qui concerne le Comité des Commissaires aux comptes, le crédit demandé doit également permettre de rembourser aux gouvernements intéressés les frais assumés par eux pour mettre à la disposition de l'ONU le personnel nécessaire.

124. Le tableau 3 donne une ventilation par article des crédits demandés pour 1967, des crédits ouverts pour 1966 et des dépenses effectuées en 1965.

²⁰ *Ibid.*, par. 95 à 99.

Tableau 3

<i>Articles</i>	<i>1967 Crédits demandés</i>	<i>1966 Crédits ouverts</i>	<i>1965 Dépenses</i>
	<i>Dollars des États-Unis</i>		
I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités	845 700	872 800	939 947
II. — Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités	—	—	—
III. — Le Conseil économique et social, ses commissions et comités	185 800	222 100	174 288
IV. — Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités	39 000	—	38 835
V. — Organes consultatifs en matière administrative	11 500	12 500	10 059
TOTAL, chapitre premier	1 082 000	1 107 400	1 163 129

125. Le crédit demandé dans ce chapitre pour 1967 accuse une diminution globale nette de 25 400 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966. Les diminutions de 27 100 dollars, 36 300 dollars et 1 000 dollars qui apparaissent respectivement à l'article premier (l'Assemblée générale, ses commissions et comités), à l'article III (le Conseil économique et social, ses commissions et comités) et à l'article V (organes consultatifs en matière administrative) sont en partie compensées par la somme de 39 000 dollars demandée à l'article IV (le Conseil de tutelle, ses commissions et comités) pour couvrir les frais d'une mission de visite devant se rendre en 1967 dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique; en 1966, aucun crédit n'a dû être demandé à l'article IV de ce chapitre pour des missions de visite du Conseil de tutelle.

126. La diminution nette de 27 100 dollars qui apparaît à l'article premier est due à une réduction de la

somme demandée pour la Commission du droit international qui, en 1966, devait tenir une session d'hiver extraordinaire à Monaco. Des réductions ont également été opérées sur les crédits demandés pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (6 100 dollars) et pour le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes (4 700 dollars). Ces réductions sont compensées en partie par une augmentation des frais de voyage des représentants à l'Assemblée générale (19 000 dollars) et par une demande de crédits supérieurs pour le Comité des contributions (3 100 dollars), et pour le Tribunal administratif (3 000 dollars). Il convient de noter que le crédit de 138 200 dollars demandé pour le Comité des commissaires aux comptes est le même que celui ouvert pour 1966 et est donc susceptible d'être révisé une fois que le Comité aura déterminé ses besoins exacts pour 1967.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

127. Dans les paragraphes 41 à 51 du présent rapport, le Comité consultatif a exposé de façon assez détaillée l'effet du programme des réunions et conférences sur les ressources humaines et matérielles de l'Organisation. Lorsqu'il a examiné le chapitre premier, le Comité a accordé une attention particulière au crédit de 185 800 dollars demandé à l'article III (le Conseil économique et social, ses commissions et comités). Depuis un certain nombre d'années, le Comité a manifesté une préoccupation croissante devant le programme toujours plus chargé des réunions, qui pèse lourdement non seulement sur le budget de l'ONU, mais aussi sur la capacité des services de l'Organisation; il a maintes fois souligné qu'une certaine modération et une organisation rationnelle s'imposaient si l'on voulait maintenir le plan général des réunions dans des limites raisonnables.

128. Etant donné la situation extrêmement difficile dans laquelle l'Organisation se trouvera inévitablement l'année prochaine si elle doit fournir les locaux et les services voulus pour toutes les réunions actuellement prévues, ainsi que pour le grand nombre de conférences et commissions spéciales, de groupes spéciaux, etc., prévus au chapitre 2, plus le programme de réunions de la Conférence sur le commerce et le développement prévu au chapitre 20, le Comité consultatif invite à nouveau instamment tous les intéressés, et, dans le cas de ce chapitre, le Conseil économique et social, à rechercher s'il est vraiment indispensable que toutes les commissions techniques du Conseil, exception faite de la Commission de statistique et de la Commission de la population qui ne se réunissent déjà qu'une fois tous les deux ans, tiennent une session chaque année. Une recommandation du Conseil économique et social visant à étendre le système des sessions biennales à toutes les commissions techniques a maintenant d'autant plus d'importance du point de vue budgétaire qu'à sa quarante et unième session le Conseil examinera une proposition formelle tendant à élargir la composition de ces organes. Le Secrétaire général fait savoir que si cette proposition est approuvée, il sera contraint de présenter des demandes de crédits révisées pour couvrir les dépenses supplémentaires qui en résulteraient.

129. En ce qui concerne les crédits actuellement demandés, et compte tenu du fait que, normalement, les Etats Membres ne se prévalent pas tous intégralement de leurs droits touchant l'envoi de représentants et de

suppléants aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale et qu'il en est de même dans le cas des membres d'autres commissions et comités, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre premier un crédit de 1 050 000 dollars, soit 32 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

Chapitre premier. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	32 000
---	--------

CHAPITRE 2. — RÉUNIONS ET CONFÉRENCES SPÉCIALES

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général ..	2 014 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 750 000
1965 (dépenses effectives)	1 338 103
1966 (crédit ouvert)	1 741 000

130. Les crédits demandés au chapitre 2 concernent les conférences de caractère extraordinaire, dont les coûts respectifs sont indiqués séparément, ce qui permet d'isoler des chapitres ordinaires du budget les postes de dépenses qui ne sont pas comparables d'une année à l'autre. Il y a lieu de noter que les crédits demandés dans ce chapitre comprennent pour la première fois les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses des sessions ordinaires que tiendront en 1967 les commissions économiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pour l'Amérique latine et pour l'Afrique. Au cours des exercices antérieurs ces dépenses étaient ventilées entre les divers chapitres du budget, suivant leur objet. Le Secrétaire général indique que cette procédure avait pour effet non seulement d'entraîner des fluctuations d'une année à l'autre du niveau des dépenses prévues dans ces chapitres — les sessions ordinaires de la CEPAL et de la CEA étant biennales —, mais aussi de rendre plus difficile la comparaison des coûts totaux des sessions successives des commissions.

131. Les crédits demandés par le Secrétaire général pour 1967 s'élèvent à 2 014 500 dollars, soit une augmentation de 273 500 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966, dont près de 226 000 dollars sont imputables aux trois commissions économiques régionales susmentionnées. Des comparaisons par article figurent dans le tableau 4.

Tableau 4

<i>Articles</i>	<i>1967 Crédits demandés</i>	<i>1966 Crédits ouverts</i>	<i>1965 Dépenses</i>
	<i>Dollars des Etats-Unis</i>		
I. — Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement	906 000	900 000	242 108
II. — Colloque international sur le développement industriel	419 700	550 000 ^a	562 635 ^a
III. — Réunion des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	Pour mémoire	—	—
IV. — Conférence internationale des droits de l'homme y compris les activités se rapportant à l'Année internationale des droits de l'homme	138 950	—	—
V. — Conférence sur la normalisation des noms géographiques	43 000	—	—

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
VI. — Conférence internationale sur la révision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière	211 000	—	—
VII. — Cinquième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient	54 000	—	—
VIII. — Vingt-troisième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	37 400	b	b
IX. — Douzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine ..	103 850	—	b
X. — Huitième session de la Commission économique pour l'Afrique	87 000	—	b
XI. — Première Conférence cartographique régionale pour l'Afrique	5 100	8 500	—
XII. — Quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient	8 500	8 500	9 471
— Troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques	—	—	324 486
— Deuxième Congrès mondial de la population	—	266 000	125 975
— Troisième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	—	8 000	73 428
TOTAL, chapitre 2	2 014 500	1 741 000	1 338 103

^a Les montants indiqués pour 1965 et 1966 comprennent les dépenses relatives aux colloques régionaux sur le développement industriel organisés en Afrique, en Asie et en Extrême-Orient et en Amérique latine. Un montant de 427 875 dollars a été dépensé en 1965 et, pour 1966, un crédit de 191 000 dollars a été ouvert pour ces colloques, ainsi que pour un colloque pour les Etats arabes, organisé au Koweït sous les auspices du gouvernement de ce pays.

^b Avant 1967, le coût des sessions des commissions économiques régionales était ventilé entre les chapitres 3, 5 et 10. Le coût estimatif des sessions des années antérieures a été le suivant: CEAEQ, session de 1965 à Wellington, 52 885 dollars; CEAEQ, session de 1966 à New Delhi, 25 730 dollars; CEPAL, session de 1965 à Mexico, 84 370 dollars; CEA, session de 1965 à Nairobi, 71 900 dollars.

132. Le Comité consultatif note que les crédits demandés dans ce chapitre comprennent pour la première fois les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses des sessions ordinaires des commissions économiques régionales; il estime que la nouvelle présentation ne rend pas pleinement compte des dépenses totales qui, jusqu'ici, étaient ventilées entre les divers chapitres du budget suivant leur objet, et si l'Assemblée générale approuve le maintien de cette nouvelle présentation, le Comité suggère qu'à l'avenir on indique clairement le coût détaillé de ces sessions soit dans le texte même, soit dans des notes afin qu'il soit possible de comparer de façon satisfaisante les dépenses totales.

133. En ce qui concerne l'ensemble des programmes de réunions et conférences et les crédits demandés à ce titre au chapitre 2, le Comité consultatif croit devoir, une fois encore, appeler tout particulièrement l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité de rationaliser le programme général de conférences de l'Organisation. C'est une question qui préoccupe l'Assemblée générale depuis plusieurs années, bien que les tentatives faites pour mettre plus d'ordre et imposer une discipline plus grande dans les programmes de réunions et conférences n'aient guère eu de succès. Le Comité a maintes

fois souligné qu'il était nécessaire de concilier les demandes rivales des conseils et des commissions et comités divers et de procéder d'avance à la planification voulue afin que le calendrier des conférences et les programmes de travail soient en rapport avec les ressources disponibles. Il a fait observer que les divers organes prennent, chacun de son côté, des décisions entraînant des dépenses considérables en matériel et en personnel, et cela sans coordination appropriée.

134. En outre, le Comité consultatif doit faire observer que les charges réelles représentées par les réunions et conférences ne se limitent pas au seul coût des services qu'elles nécessitent. Le succès d'une conférence ou d'une réunion dépend beaucoup de la qualité des travaux préparatoires; ces travaux exigent du Secrétariat une étude longue et minutieuse et il arrive un moment où ce travail est d'une ampleur telle que le Secrétariat ne peut l'entreprendre sans que ses travaux ordinaires en souffrent sérieusement. De plus, étant donné que le personnel pouvant être affecté au service des conférences est limité, le Comité estime que, à moins d'exiger moins de ce personnel, l'Organisation risque de voir baisser la qualité des services fournis. Il ne faut pas oublier non plus que la multiplication des réunions et

des conférences pose des problèmes à certains Etats Membres qui éprouvent de la difficulté à participer comme il convient à ces réunions et conférences et à assumer la charge financière et administrative que représente leur participation, sans parler de l'énorme documentation qu'ils doivent étudier en vue de chaque réunion.

135. Le Comité consultatif n'ignore pas que la responsabilité principale incombe aux Etats Membres eux-mêmes puisque ce sont eux qui font les propositions et prennent les décisions concernant les travaux de l'Organisation. Il pense toutefois que le problème fondamental des priorités et de la coordination ne peut être résolu qu'en soumettant les décisions des organes directeurs à une certaine discipline dans le cadre d'un processus budgétaire rationnel.

136. Le Comité consultatif souhaite également attirer l'attention sur la résolution 2116 (XX) du 21 décembre 1965, dans laquelle l'Assemblée générale a décidé, notamment, qu'un plan de conférences déterminé, fixant les lieux et dates de réunion des organes de l'Organisation des Nations Unies, entrera en vigueur le 1er janvier 1966 pour une période de trois ans. Les paragraphes 4 à 6 de cette résolution sont particulièrement importants et le Comité se permet de les reproduire ci-après :

"4. *Décide* qu'aucune réunion — autre qu'une réunion d'urgence, c'est-à-dire une réunion qui ne peut être différée sans un grave préjudice pour l'Organisation des Nations Unies — non prévue dans le programme de base d'une année donnée n'aura lieu cette année-là ;

"5. *Décide* qu'il ne devra pas être prévu plus d'une grande conférence spéciale des Nations Unies par an ;

"6. *Prie instamment* tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées de réexaminer leurs méthodes de travail, ainsi que la fréquence et la durée des sessions, en tenant compte de la présente résolution, du volume croissant des réunions, de la charge qui en résulte pour les ressources existantes et de la difficulté qu'il y a à assurer la participation effective des membres."

137. En outre, la Cinquième Commission, lorsqu'elle a examiné le rapport du Secrétaire général sur le plan des conférences (A/5979), a confirmé qu'elle approuvait les deux propositions suivantes ²¹ :

"a) Aux termes de la Charte, le soin d'examiner et d'approuver le budget de l'Organisation est réservé exclusivement à l'Assemblée générale, dont le règlement intérieur (notamment les articles 153 à 155) renforce le pouvoir de contrôle financier. Par conséquent, s'il est vrai que certains organes de l'ONU sont autorisés à décider du lieu de leurs réunions, cette prérogative est nécessairement subordonnée aux pouvoirs de l'Assemblée générale en matière d'ouverture de crédits ;

"b) Pour ce qui est de l'organisation des conférences, c'est le Secrétaire général qui est le mieux placé pour décider, en pleine connaissance de cause, à quelle date et à quel endroit il peut le mieux convenir que telle ou telle réunion ait lieu."

138. Compte tenu de l'approbation et des directives appelées plus haut, aux paragraphes 136 et 137, le

²¹ A/6214, par. 11.

Comité consultatif tient à exprimer son inquiétude devant le nombre des réunions et conférences spéciales et devant les dépenses prévues à ce titre dans ce chapitre pour 1967 (voir tableau 4). Il y a lieu de noter également que le crédit de 2 014 500 dollars demandé ne comprend pas le coût des réunions à prévoir des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, non plus que celui de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour laquelle 1 833 000 dollars sont demandés au chapitre 20. Le Secrétaire général a aussi mentionné dans son avant-propos au projet de budget pour 1967 la possibilité d'une recommandation ultérieure touchant la convocation d'une conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Une telle proposition semble aller à l'encontre de la décision de l'Assemblée générale de ne tenir qu'une grande conférence par an.

139. Le Comité consultatif recommande donc vivement que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, les commissions et les comités, l'organe délibérant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que tous les autres organes directeurs, tiennent compte des observations qui précèdent lorsqu'ils examineront le futur programme des réunions et conférences de l'Organisation. Les ressources disponibles devraient être affectées à un programme d'ensemble coordonné, au lieu d'être dispersées dans un calendrier *ad hoc* de réunions, pour lesquelles il ne serait pas possible d'assurer une préparation et des services satisfaisants et dont l'efficacité ne serait pas à la mesure des efforts déployés et des dépenses effectuées.

140. En ce qui concerne le crédit demandé au chapitre 2, le Comité consultatif est convaincu que le programme des réunions pour 1967 dépasse considérablement les ressources matérielles aussi bien qu'humaines que les Etats Membres peuvent mettre à la disposition du Secrétaire général.

141. Compte tenu des observations qui précèdent, et du caractère provisoire de certaines demandes contenues dans ce chapitre, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 2 un crédit de 1 750 000 dollars, soit 264 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général pour 1967.

Dollars

Réduction recommandée :

Chapitre 2. — Réunions et conférences spéciales. 264 500

Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes

CHAPITRE 3. — TRAITEMENTS ET SALAIRES

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	59 518 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	58 914 000
1965 (dépenses effectives)	48 944 136
1966 (crédit ouvert)	56 300 000

142. Le chapitre 3 concerne les dépenses relatives à tous les postes permanents, au personnel temporaire (y compris les experts et les consultants) ainsi qu'aux heures supplémentaires et au sursalaire de nuit qu

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

sont imputées sur le budget ordinaire, exception faite des dépenses relatives au Service mobile (chap. 17), au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18), au Greffe de la Cour internationale de Justice (chap. 19) et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20).

143. Pour 1967, le Secrétaire général demande un crédit de 59 518 000 dollars, soit 3 218 000 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1966 et environ 10 570 000 dollars de plus que les dépenses effectives de 1965. Le tableau 5 permet une comparaison article par article.

Tableau 5

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	1967 Augmentation par rapport à 1966
<i>Dollars des Etats-Unis</i>				
I. — Postes permanents	55 811 000	53 321 700	45 668 689 ^a	2 489 300
II. — Personnel temporaire pour les réunions	820 000	627 300	872 376	192 700
III. — Autre personnel temporaire	2 154 000	1 726 000	1 666 134 ^{a b}	428 000
IV. — Heures supplémentaires et sur- salaire de nuit	733 000	625 000	736 937	108 000
TOTAL, chapitre 3	59 518 000	56 300 000	48 944 136	3 218 000

^a Pour assurer la comparabilité on a, en ce qui concerne 1965, viré de l'article III à l'article premier du présent chapitre une somme de 324 916 dollars représentant le coût des postes temporaires. Pour 1966 et 1967, les chiffres donnés à l'article premier englobent ces postes temporaires et les dépenses y relatives.

^b De même, on a, en ce qui concerne 1965, viré de l'article III du chapitre 3 à l'article II du chapitre 10, 105 149 dollars représentant le coût des services contractuels fournis aux fins du traitement électronique des données relatives aux statistiques commerciales.

144. Le tableau ci-après (tableau 6) indique la répartition des postes permanents entre les diverses localités et les divers bureaux pour 1967.

Tableau 6

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES POSTES PERMANENTS POUR 1967

	Catégorie et classe										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-5	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
New York.....	15	39	74	178	389	484	284	1 463	242	1 674	1 916 ^a
Office des Nations Unies à Genève non compris la CEE	1	4	9	27	56	81	48	226	18	464	482 ^b
Centres d'information	—	—	4	14	16	19	7	60	—	—	— ^c
Bureau des affaires écono- miques et sociales de Beyrouth	—	—	1	2	3	4	2	12	—	—	— ^d
Commission économique pour l'Europe	1	2	6	14	21	26	25	95	2	100	102
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême- Orient	1	2	6	20	29	38	27	123	—	—	— ^e
Commission économique pour l'Amérique latine..	1	1	7	19	32	40	30	130	—	—	— ^f
Commission économique pour l'Afrique	1	1	6	18	26	48	36	136	—	—	— ^g
TOTAL	20	49	113	292	572	740	459	2 245	262	2 238	2 500

^a Plus 203 postes de travailleur manuel.

^b Plus 75 postes de travailleur manuel.

^c Plus 230 postes d'agent local.

^d Plus 14 postes d'agent local.

^e Plus 199 postes d'agent local.

^f Plus 228 postes d'agent local.

^g Plus 235 postes d'agent local.

145. Le Secrétaire général attribue l'augmentation d'environ 2 489 000 dollars que le crédit demandé pour les traitements et salaires fait apparaître par rapport à l'exercice antérieur : a) à des relèvements de traitements et à des reclassements de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste (1 057 000 dollars) ; b) aux augmentations périodiques de traitement et à la majoration découlant du fait que le coût des nouveaux postes approuvés pour 1965 et 1966 a été calculé pour 1967 en prenant pour base, au lieu de l'échelon III de la classe considérée, le chiffre moyen des traitements et des indemnités de poste, qui est plus élevé (190 500 dollars) ; et c) à une réduction de l'abattement pour mouvements de personnel (1 241 500 dollars).

146. L'augmentation que fait apparaître le crédit demandé au titre du personnel temporaire pour les réunions (820 000 dollars, contre 627 300 en 1966) est expliquée par la nécessité de recruter des interprètes supplémentaires pour la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, compte tenu du nombre effectif de réunions pour lesquelles il a fallu fournir des services d'interprétation pendant la vingtième session de l'Assemblée générale, et par l'augmentation — déjà intervenue ou prévue — des traitements et salaires des administrateurs et des agents des services généraux employés à court terme par le Service des conférences. Ce dernier facteur joue également dans le cas du personnel employé à court terme par le Service des conférences à Genève ; d'autre part il faudra recruter du personnel temporaire supplémentaire du fait que le programme des réunions de l'Office de Genève sera plus chargé.

147. Le crédit de 2 154 000 dollars demandé à l'article III (Autre personnel temporaire) dépasse de 428 000 dollars le crédit ouvert pour 1966. Sur ce montant 296 000 dollars concernent la rubrique i (Personnel temporaire affecté à des tâches générales) ; cette somme se décompose comme suit : 43 000 dollars supplémentaires concernent la Caisse commune des pensions, dont le montant total des dépenses, qui se chiffre à 195 700 dollars, est intégralement remboursé par la Caisse et porté en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes ; 125 000 dollars représentent la dépense totale requise pour recruter le personnel temporaire supplémentaire (Personnel affecté à des tâches générales et gardes) dont on aura besoin pour le nouvel immeuble de Santiago, l'Institut latino-américain de planification économique et sociale devant, sur cette somme, rembourser à l'ONU 84 700 dollars environ, montant porté en recettes au même chapitre des prévisions de recettes ; une autre somme de 90 000 dollars concerne le personnel temporaire auquel il faudra faire appel pour le Centre international de calcul électronique, la Division des droits de l'homme, le Service de vérification intérieure des comptes et la Bibliothèque, ainsi que pour divers travaux supplémentaires de traduction qui seront effectués sous contrat ; le reste de l'augmentation concerne divers services. En outre, une augmentation de 32 000 dollars apparaît dans le crédit qui est demandé à la rubrique ii (Experts et consultants engagés à titre personnel) ; elle concerne les frais de voyage et l'indemnité de subsistance ainsi que les honoraires ou la rémunération des personnes qui sont engagées pour des périodes de courte durée à titre d'experts des questions économiques ou sociales ou autres questions techniques. Le crédit de 250 000 dollars demandé pour 1967 à la rubrique iii, au titre des groupes spéciaux d'experts, passe de 30 000 dollars le crédit ouvert pour 1966.

148. Le crédit demandé à l'article IV (Heures supplémentaires et sursalaire de nuit) dépasse de 108 000 dollars le crédit ouvert pour 1966 et correspond à peu près au chiffre des dépenses effectives de 1965. Le crédit demandé pour 1967 a été calculé compte tenu des relèvements de traitements qui sont de l'ordre de 60 000 dollars.

Article premier. — Postes permanents

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	55 811 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	55 446 000
1965 (dépenses effectives)	45 668 689
1966 (crédit ouvert)	53 321 700

149. En application de la décision prise par l'Assemblée générale à sa vingtième session²², le nombre de postes permanents visés à l'article premier du présent chapitre est identique, pour 1967, à celui qui a été approuvé pour 1966. En outre, en raison des observations que le Comité consultatif a formulées dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)²³, le Secrétaire général ne demande pas de reclassement de poste. Le classement des postes fait actuellement l'objet d'une étude interorganisations dont les résultats devraient être connus dans le courant de 1966. Le Comité consultatif sera heureux de prendre connaissance du rapport qui sera établi à la suite de cette étude.

150. En conséquence, le Comité consultatif n'a pas d'observations d'ordre général à formuler touchant le nombre de postes permanents demandé pour 1967.

151. Le chapitre 3 comporte un nouvel élément, qui découle de la décision prise par le Secrétaire général d'établir, à compter du 1er juin 1966, un nouveau barème de traitements pour le personnel chargé de la sécurité à New York. Le Secrétaire général déclare que sa décision a été motivée essentiellement par la nécessité d'établir un classement des emplois et un barème des traitements qui conviennent mieux aux fonctions du personnel de la Section de la sécurité et de la sûreté. Le nouveau barème des traitements a été établi compte tenu du principe selon lequel ces traitements doivent être fixés sur la base des conditions d'emploi les plus favorables dans la région de New York, eu égard, d'une façon générale, à la rémunération du personnel chargé du maintien de l'ordre et de la protection des usines dans la région. Le Secrétaire général estime que l'application du nouveau barème de traitements à quelque 155 agents de la sécurité en 1967 entraînera une dépense de 38 000 dollars environ, et fait observer que, si ces agents avaient été maintenus dans la catégorie des services généraux, le même montant aurait probablement été nécessaire étant donné le relèvement des traitements de tous les agents des services généraux en poste à New York, relèvement dont il a été tenu compte dans le calcul du coût des postes d'agents des services généraux pour 1967.

152. En ce qui concerne l'ajustement effectué pour tenir compte des mouvements de personnel, le Comité consultatif note que l'on a réduit de 5 p. 100 le coût estimatif de tous les postes d'administrateur et postes supérieurs. Il a été précisé au Comité qu'il n'y avait

²² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 20, 24 et 27.

²³ Ibid., Supplément no 7 (A/6007), par. 181.

pratiquement pas de retards dans le recrutement d'agents des services généraux pour pourvoir les postes vacants. Le Comité a constaté qu'en revanche, dans la catégorie des administrateurs, il restait encore, en mai 1966, 264 postes non pourvus et que sur ce nombre il y en avait 98 pour lesquels les opérations de recrutement avaient été entreprises. S'il est vrai que par rapport aux années précédentes le rythme du recrutement s'est accéléré, les éléments d'appréciation dont on dispose permettent de penser qu'un grand nombre de postes seront encore à pourvoir à la fin de l'exercice. L'examen des dépenses engagées en 1966 et des dépenses prévues jusqu'à la fin de l'exercice donne à penser que, par suite de retards dans le recrutement, le coût des postes permanents sera moins élevé que prévu, ce qui aura des répercussions sur les crédits requis pour 1967.

153. En conséquence, ayant examiné les divers facteurs qui exercent une influence sur les mouvements de personnel, le Comité consultatif pense que pour 1967 on pourrait raisonnablement porter à 6 p. 100 l'abattement opéré sur le coût estimatif des postes d'administrateur et postes supérieurs, ce qui représenterait une réduction supplémentaire de 365 000 dollars au titre de l'abattement pour mouvements de personnel.

154. A propos du chapitre 16 (Missions spéciales) le Comité consultatif a noté aux paragraphes 285 et 286 du présent rapport que le Secrétaire général avait décidé de supprimer dans ce chapitre, à partir de 1967, l'article relatif aux dépenses entraînées par les remplacements de personnel envoyé temporairement en mission. Le Secrétaire général déclare que, à la suite de l'augmentation générale des activités de la plupart des secteurs du Secrétariat, il n'est plus jugé possible, dans la plupart des cas, de détacher du personnel pour de longues périodes sans demander de remplacement; en conséquence, il a inscrit aux chapitres 3 et 4 toutes les dépenses relatives au remplacement des fonctionnaires temporairement détachés.

155. Le Comité a précisé qu'il comprenait le désir du Secrétaire général de faire apparaître dans un même chapitre du budget l'ensemble des dépenses relatives à chaque mission spéciale. Il aurait fallu toutefois, pour faciliter une étude comparative, donner dans les chapitres 3 et 4 les mêmes précisions qu'au chapitre 16 et comparer le montant estimatif des dépenses qu'il avait fallu faire durant les exercices précédents pour assurer le remplacement partiel des fonctionnaires détachés au crédit demandé pour 1967 aux chapitres 3 et 4 pour assurer le remplacement intégral du personnel détaché. Dans les projets de budget à venir, il conviendrait d'indiquer clairement, dans les chapitres appropriés, le chiffre estimatif total des dépenses que doit entraîner le remplacement du personnel envoyé en mission et le nombre estimatif des postes en cause.

Article II. — Personnel temporaire pour les réunions

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général . . .	820 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	760 000
1965 (dépenses effectives)	872 376
1966 (crédit ouvert)	627 300

156. Le crédit demandé doit permettre de couvrir la rémunération et, le cas échéant, les frais de voyage du personnel temporaire qui sera recruté: i) pour la session de l'Assemblée générale, et ii) pour les réunions qui auront lieu à Genève.

157. Aux paragraphes 41 à 51 du présent rapport, le Comité consultatif a présenté des observations détaillées sur la situation difficile dans laquelle on se trouvera en 1967 en ce qui concerne les réunions et conférences. Par ailleurs, à ce même sujet, le Comité a mentionné, à propos du chapitre 2, le programme des réunions du Conseil économique et social et a exprimé l'espoir qu'il sera possible à ceux de ses comités et commissions techniques qui, à l'heure actuelle, se réunissent une fois par an de s'organiser de façon à ne se réunir qu'une fois tous les deux ans seulement.

158. Le Comité se croyait fondé à espérer que le renforcement des effectifs qui avait été approuvé pour 1966 et 1967 pour le Service des conférences, tant à New York qu'à Genève, permettrait de réaliser des économies; il estime donc que les crédits demandés au titre du personnel temporaire, pour New York et pour Genève, sont susceptibles d'être réduits.

159. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir à l'article II un crédit de 760 000 dollars, soit une réduction de 60 000 dollars par rapport au crédit demandé par le Secrétaire général.

Article III. — Autre personnel temporaire

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général . .	2 154 000
Crédit recommandé par le Comité consulta-	
tif	2 000 000
1965 (dépenses effectives)	1 666 134
1966 (crédit ouvert)	1 726 000

160. Le crédit demandé à l'article III doit permettre de couvrir les dépenses relatives: i) au personnel temporaire affecté à des tâches générales autre que celui qui est engagé pour les réunions (1 056 000 dollars); ii) aux experts et consultants engagés à titre personnel (848 000 dollars); et iii) aux groupes spéciaux d'experts (250 000 dollars).

161. Le crédit demandé à la rubrique i dépasse de 296 000 dollars le crédit ouvert pour 1966. Comme il a été indiqué plus haut, au paragraphe 147, une partie de cette somme, soit 127 000 dollars environ, doit être remboursée par la Caisse commune des pensions (pour 43 000 dollars) et par l'Institut latino-américain de Santiago (pour 84 700 dollars) et portée en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes. Le Comité consultatif se doit toutefois d'exprimer son inquiétude devant l'augmentation des crédits demandés au titre du personnel temporaire pour presque tous les départements et services de New York et de Genève, les centres d'information et les commissions économiques régionales. Le Comité a l'impression que les besoins en personnel temporaire sont déterminés de manière fragmentaire et sans plan préconçu et que l'on ne tient pas compte comme il convient des effectifs globaux qui sont inscrits à l'article I (Postes permanents) et qui ont été sensiblement renforcés pour 1966 et 1967. En outre le Comité ne comprend pas pourquoi il devrait être indispensable de remplacer le personnel temporairement détaché, dans tous les secteurs indiqués dans le budget, ni pourquoi on devrait avoir besoin de personnel temporaire supplémentaire pour toutes les périodes de pointe.

162. Sur le crédit de 848 000 dollars demandé à la rubrique ii (Experts et consultants engagés à titre personnel) 680 000 dollars concernent le Département des affaires économiques et sociales à New York et les

commissions économiques régionales. Ce chiffre dépasse de 67 000 dollars le crédit ouvert pour 1966, et, sur ces 67 000 dollars, 56 000 concernent le Département des affaires économiques et sociales à New York. Là encore, le Comité consultatif estime que l'on pourrait utiliser plus pleinement le personnel permanent, ce qui permettrait de faire des économies sensibles sous cette rubrique. Le Comité tient aussi à appeler l'attention sur l'importance des crédits demandés au chapitre 20 (UNCTAD) au titre du personnel temporaire et sur la nécessité d'éliminer tout double emploi des ressources qu'il pourrait y avoir dans ces deux domaines connexes.

163. Le crédit de 250 000 dollars demandé à la rubrique iii (Groupes spéciaux d'experts) pour 1967 dépasse de 30 000 dollars le crédit ouvert pour 1966 et de 184 000 dollars environ les dépenses effectives de 1965. Si l'on met à part 18 500 dollars qui sont demandés pour le Service de l'information, tout le reste de l'augmentation est destiné aux travaux d'ordre économique et social. Certes le Comité consultatif reconnaît que des réunions de groupes spéciaux d'experts dans des domaines hautement techniques et spécialisés continuent de se justifier mais il est tenu d'exprimer ses craintes devant le volume croissant des crédits demandés à cette fin.

164. Ayant examiné les données fournies à l'appui des demandes de crédit formulées à l'article III, le Comité consultatif estime que l'on pourrait réduire de 154 000 dollars le crédit demandé, pour le ramener à 2 millions de dollars.

Article IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général...	733 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.	708 000
1965 (dépenses effectives)	736 937
1966 (crédit ouvert)	625 000

165. Le crédit demandé pour 1967 à l'article IV (Heures supplémentaires et sursalaire de nuit) est supérieur de 108 000 dollars au crédit ouvert pour 1966 et inférieur de 4 000 dollars environ au montant des dépenses effectives de 1965. Les dépenses ont été élevées en 1965 par suite des conditions anormales dans lesquelles s'est déroulée la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

166. L'augmentation qui apparaît à l'article IV pour 1967 est attribuée principalement à l'accroissement du travail de nuit et du samedi et du dimanche, en particulier au bureau des services généraux et au service des conférences (365 000 dollars et 215 000 dollars, respectivement) pour assurer le service des séances, le fonctionnement des services de sûreté et celui des services linguistiques et des services de reproduction et de distribution des documents après les heures normales de travail. Le Comité consultatif a examiné en détail la question des services requis par les conférences et les réunions dans divers chapitres du présent rapport et il n'ignore donc pas le supplément de travail qu'impose le programme chargé des réunions. Il estime cependant que l'augmentation de crédits demandée pourrait être raisonnablement ramenée à un chiffre moins élevé et il recommande une ouverture de crédit de 708 000 dollars, soit une réduction de 25 000 dollars par rapport au crédit demandé par le Secrétaire général.

Ensemble du chapitre 3

167. Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a recommandé, pour les divers articles du chapitre 3, des réductions qui se chiffrent au total à 604 000 dollars dont 365 000 dollars correspondent à l'augmentation de l'abattement pour mouvements de personnel qui serait porté de 5 à 6 p. 100.

Récapitulation des réductions recommandées:

Articles	Dollars
I. — Postes permanents; abattement pour mouvements de personnel	365 000
II. — Personnel temporaire pour les réunions	60 000
III. — Autre personnel temporaire	154 000
IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	25 000
MONTANT TOTAL DE LA RÉDUCTION RECOMMANDÉE	604 000

CHAPITRE 4. — DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général.	13 873 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	13 785 000
1965 (dépenses effectives)	11 580 810
1966 (crédit ouvert)	13 195 300

168. Le crédit demandé au chapitre 4 pour 1967 fait apparaître une augmentation de 677 700 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966. Il doit permettre de couvrir les indemnités et prestations versées aux fonctionnaires, les paiements au titre de la sécurité sociale et de la Caisse des pensions, les dépenses à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service, et les autres dépenses communes de personnel: a) pour tous les services du Secrétariat visés au chapitre 3, et b) pour les activités productrices de recettes (service des visites et personnel temporaire). Le chapitre 4 ne concerne donc pas les dépenses communes de personnel du Service mobile de l'ONU (chap. 17), du Haut Commissariat pour les réfugiés (chap. 18), du Greffe de la Cour internationale de Justice (chap. 19) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20).

169. Le tableau 7 donne la ventilation des chiffres relatifs aux six articles considérés pour les exercices 1965, 1966 et 1967 et indique également, en chiffres absolus et en pourcentage, les augmentations ou diminutions enregistrées entre 1966 et 1967 et entre 1965 et 1967.

170. Le montant des dépenses communes de personnel est directement lié au coût des postes permanents visés au chapitre 3. Les dépenses communes de personnel pour 1967 représentent 24,86 p. 100 du montant de 55 811 000 dollars demandé pour ces postes, contre 24,75 p. 100 en 1966.

171. La plupart des postes de dépenses visés dans le présent chapitre, tels que les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour frais d'études et les frais de voyage connexes, qui sont inscrits à l'article premier, ainsi que les versements relatifs à la sécurité sociale, principalement les cotisations à la Caisse des pensions, qui sont inscrits à l'article II, correspondent à des indemnités statutaires versées aux fonctionnaires ou à d'autres paiements découlant de décisions ou de directives de l'Assemblée générale. Le chiffre des dépenses réelles sera, bien entendu, fonction du nombre de

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 7

DÉPENSES COMMUNES DE PERSONNEL : VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967		Augmentation entre 1965 et 1967	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Pourcentage	Dollars	Pourcentage
I. — Indemnités et prestations	3 047 000	2 933 000	2 720 580	114 000	3,88	326 420	11,99
II. — Sécurité sociale	7 366 000	6 796 300	6 075 023	569 700	8,38	1 290 977	21,25
III. — Frais de voyage à l'occasion des nominations, des muta- tions et de la cessation de service	945 000	1 103 000	724 402	(158 000)	(14,32)	220 598	30,45
IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	735 000	754 000	593 775	(19 000)	(2,52)	141 225	23,78
V. — Indemnités versées à la ces- sation de service	1 304 000	1 232 000	1 170 807	72 000	5,84	133 193	11,38
VI. — Programmes de formation du personnel	476 000	377 000	296 223	99 000	26,26	179 777	60,70
TOTAL, chapitre 4	13 873 000	13 195 300	11 580 810	677 700	5,14	2 292 190	19,79

cas donnant lieu à ces versements; pour déterminer le montant du crédit demandé, on s'est nécessairement fondé sur les données de l'expérience, ajustées pour tenir compte de tous les facteurs connus qui peuvent influer sur le volume des dépenses.

172. Les crédits demandés pour les dépenses relatives aux nominations, aux mutations et à la cessation de service ont été, de même, calculés, dans une grande mesure, en fonction de l'expérience acquise, mais pour les établir il faut prévoir le nombre probable de cas qui se présenteront. Les prévisions intéressant les administrateurs se fondent, pour 1967, sur certains chiffres qui sont indiqués ci-après en regard du nombre des cas effectivement enregistrés en 1965 :

	1967	1965
Nominations	260	198
Mutations	90	87
Cessation de service	130	120

173. Le Comité consultatif pense que les dépenses réelles pourraient être moindres qu'on ne l'envisage actuellement et que certaines économies seront réalisées au titre de ces différents articles. En outre, si le taux de l'abattement pour mouvements de personnel est porté de 5 p. 100 à 6 p. 100 comme le Comité le recommande au chapitre 3 (Traitements et salaires), cela influencerait automatiquement sur le montant des diverses dépenses communes de personnel qui sont fonction du montant des rémunérations versées par l'Organisation, et notamment les indemnités et prestations et les versements au titre de la sécurité sociale, y compris les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel. Le chiffre correspondant a été évalué à 69 000 dollars.

174. En tout état de cause, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général exercera le contrôle le plus strict sur toutes les mesures qui entraînent des dépenses au titre du chapitre 4 du budget.

175. En ce qui concerne l'article VI (Programmes de formation du personnel), les dépenses prévues pour 1967 atteignent 476 000 dollars, ce qui représente une

augmentation de 99 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966 et d'environ 179 000 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1965. Le crédit de 275 000 dollars demandé pour la rubrique ii de cet article (Formation d'administrateurs subalternes) représente un accroissement de 75 000 dollars par rapport à 1966. La somme demandée doit permettre le recrutement d'administrateurs stagiaires parmi les ressortissants des Etats Membres dont la représentation au Secrétariat est nettement insuffisante. Ce programme vise donc à améliorer la répartition géographique du personnel du Secrétariat et notamment la représentation des Etats Membres qui ne peuvent se priver de personnel expérimenté.

176. Le programme visé à la rubrique iii de l'article VI (Formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe), pour lequel 110 000 dollars sont demandés, a été inauguré en 1962 en raison des graves difficultés que l'on avait à pourvoir les postes de langue russe du Service des conférences. Depuis qu'il a été mis en train, ce programme a permis à l'ONU de recruter environ 45 traducteurs et 10 interprètes qui avaient déjà acquis une bonne connaissance des questions, des procédures et de la terminologie de l'ONU au moment où ils ont assumé leurs fonctions. On prévoit que 20 autres traducteurs et interprètes seront recrutés en juillet 1966, à la fin de l'année universitaire en cours. Au cours de leurs études, les stagiaires traduisent, à titre d'exercice, une partie de l'arriéré des documents officiels et d'autres documents, estimée à 9 000 pages, qui sans cela devrait être traduite sous contrat moyennant des frais élevés pour l'Organisation. Le crédit de 110 000 dollars demandé pour 1967 fait apparaître une augmentation de 10 000 dollars par rapport à 1966, mais il doit permettre de former 25 traducteurs et interprètes au lieu de 20 pour tenir compte des besoins accrus des services linguistiques tant à New York qu'à Genève.

177. Compte tenu des observations qu'il a formulées plus haut aux paragraphes 173 et 174, le Comité consultatif recommande d'ouvrir, au chapitre 4, un crédit

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

de 13 785 000 dollars, soit 88 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:
Chapitre 4. — Dépenses communes de personnel 88 000 Dollars

CHAPITRE 5. — FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL

Dollars

Credit demandé par le Secrétaire général... 2 117 300
Credit recommandé par le Comité consultatif 2 067 300
1965 (dépenses effectives) 2 039 728
1966 (credit ouvert) 2 144 400

178. Le crédit de 2 117 300 dollars demandé au chapitre 5 concerne les trois catégories de dépenses suivantes: frais de voyage du personnel envoyé à des

sessions (art. I), frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions) [art. II] et frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge (art. III). Conformément à la décision que la Cinquième Commission a prise à ses 1072^e et 1073^e séances les 20 et 21 octobre 1965, et que l'Assemblée générale a ensuite approuvée à sa vingtième session²⁴, le crédit demandé a été calculé en fonction du tarif des voyages par avion en classe économie dans le cas de tous les fonctionnaires du Secrétariat, à l'exception du Secrétaire général. Le tableau 8 ci-après donne la ventilation par article des sommes correspondant aux exercices 1965, 1966 et 1967 et indique les augmentations, en chiffres absolus et en pourcentages, entre 1966 et 1967 et entre 1965 et 1967.

²⁴ Résolution 2125 A (XX) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1965.

Tableau 8

FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967		Augmentation (ou diminution) entre 1965 et 1967	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Pourcentage	Dollars	Pourcentage
I. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	165 950	201 000	279 097	(35 050)	(17 44)	(113 147)	(40,54)
II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)	601 350	570 000	492 825	31 350	5,50	108 525	22,02
III. — Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonction- naires et des personnes à leur charge	1 350 000	1 373 400	1 267 806	(23 400)	(1,70)	82 194	6,48
TOTAL, chapitre 5	2 117 300	2 144 400	2 039 728	(27 100)	(1,26)	77 572	3,80

Article premier. — Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

179. La diminution nette de 35 050 dollars qu'accuse le crédit demandé au présent article, par rapport à 1966, est essentiellement au fait que pour la première fois les frais de voyage relatifs aux sessions ordinaires des commissions économiques régionales pour l'Afrique, pour l'Asie et l'Extrême-Orient et pour l'Amérique latine sont inscrits au chapitre 2 (Réunions et conférences spéciales). En outre, un crédit de 26 200 dollars avait été ouvert au budget de 1966 pour couvrir le coût de la participation du Secrétariat à une session extraordinaire de quatre semaines que la Commission du droit international devait tenir à Monaco, tandis que le montant nécessaire à la participation de fonctionnaires du Siège à la session ordinaire de cet organe à Genève en 1967 n'est que de 8 750 dollars. Le crédit demandé pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies accuse également une réduction de 4 200 dollars, et 5 000 dollars de moins pourront être dépensés du fait que la Commission de statistique ne doit pas se réunir en 1967. Ces économies sont en partie compensées par diverses augmentations (2 500 dollars pour l'Assemblée générale et 1 000 dollars pour le Conseil économique et social) et par le fait que diverses sommes supplémentaires seront nécessaires: 4 200 dollars pour le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations

ionisantes, 2 800 dollars pour le Groupe consultatif des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants, et 3 500 dollars pour la Commission de la population.

180. Comme on l'a noté plus haut au paragraphe 179, l'apparente diminution de 35 050 dollars dans le crédit demandé au présent article s'explique par le fait que les frais de voyage concernant les commissions économiques régionales ont été inscrits au chapitre 2 pour 1967. Si ces frais avaient figuré au présent chapitre, le crédit demandé pour 1967 aurait accusé une augmentation d'environ 193 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966. Le Comité consultatif a suggéré qu'à l'avenir on fasse figurer dans chaque chapitre du budget révisé des notes permettant de voir rapidement toutes les incidences financières des changements apportés.

181. Depuis un certain nombre d'années, le Comité consultatif a maintes fois attiré l'attention sur le montant élevé des frais de voyage et des indemnités de subsistance du personnel qui doit assurer le service des réunions organisées en dehors non seulement du Siège mais aussi des Bureaux extérieurs permanents où l'Organisation pourrait assurer au moins une partie des services nécessaires sans qu'il faille ouvrir de crédits au chapitre 5. Il est évident que le programme chaque année plus chargé des réunions et conférences empêche toute réduction sous cette rubrique.

Article II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)

182. L'augmentation de 31 350 dollars que fait apparaître le crédit demandé à l'article II, par rapport à 1966, est la conséquence de besoins supplémentaires des départements et services du Siège (28 850 dollars) et de l'Office des Nations Unies à Genève (2 500 dollars).

183. La plus grande partie des dépenses prévues à l'article II concernent le domaine économique et social, tant au Siège que dans les commissions économiques régionales. Sur le total de 601 350 dollars demandés pour 1967, près de 404 000 dollars, soit 67 p. 100, sont destinés à ces travaux. Ces sommes ne comprennent pas les montants repris au titre des frais de voyage par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour lesquels 160 000 dollars sont demandés au chapitre 20. Le Comité n'ignore pas que les activités croissantes de l'Organisation, ainsi que la tendance à mettre en œuvre des programmes communs avec les institutions spécialisées et les services des gouvernements nationaux, peuvent exiger davantage de consultations directes, notamment lorsqu'il est nécessaire de respecter des dates limites strictes; néanmoins, il est persuadé que dans certains secteurs les voyages de fonctionnaires supérieurs sont devenus trop fréquents et que leur absence prolongée ne peut que retarder l'exécution des programmes de travail et la préparation de la documentation qui s'y rapporte. Comme l'a déjà fait observer le Comité dans ses rapports successifs, les dépenses inscrites à l'article II correspondent aux seuls frais de voyage décidés par le Secrétaire général, et l'efficacité administrative comme les exigences budgétaires exigent que l'on exerce sur ces dépenses le contrôle le plus strict.

184. Le Comité consultatif ne doute pas que le Secrétaire général pourra réaliser certaines économies sous cette rubrique et recommande donc une réduction de 30 000 dollars à l'article II.

Article III. — Frais de voyage pour les congés dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge

185. Le crédit de 1 350 000 dollars demandé à l'article III accuse une diminution de 23 400 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966. Cela est dû au fait qu'il y aura relativement moins de congés dans les foyers (2 514 en 1967 contre 2 577 en 1966). Calculée strictement sur la base des 2 514 congés à prévoir pour 1967, la somme nécessaire s'élèverait à 1 605 300 dollars environ. Toutefois, pour tenir compte des congés différés et des mouvements de personnel, le Secrétaire général a retranché 255 300 dollars, soit 16 p. 100 de cette somme, la ramenant ainsi à 1 350 000 dollars.

186. Tout en sachant que le Secrétaire général ne peut exiger d'un fonctionnaire qu'il diffère le congé dans les foyers auquel il a droit ou qu'il y renonce, le Comité consultatif pense que les économies qui pourront être réalisées par suite des ajournements et des mouvements de personnel se traduiront en pratique par une réduction un peu plus importante que celle déjà prévue par le Secrétaire général, et il recommande donc une nouvelle réduction de 20 000 dollars à cet article.

187. Eu égard aux observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 5 un crédit de 2 067 300 dollars, soit 50 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Récapitulation des réductions recommandées:

Chapitre 5. — Frais de voyage du personnel

Articles	Dollars
II. — Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)	30 000
III. — Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge	20 000
RÉDUCTION TOTALE	50 000

CHAPITRE 6. — VERSEMENTS PRÉVUS AUX PARAGRAPHES 2 ET 3 DE L'ANNEXE I DU STATUT DU PERSONNEL; DÉPENSES DE REPRÉSENTATION

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	125 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif ..	125 000
1965 (dépenses effectives)	112 463
1966 (crédit ouvert)	125 000

188. Le crédit de 125 000 dollars que le Secrétaire général demande pour ce chapitre est égal à celui qu'il a demandé pour 1966, et il dépasse d'environ 12 500 dollars les dépenses effectives de 1965. Il est destiné à couvrir les frais suivants:

	Dollars
I. — Versements aux sous-secrétaires et aux directeurs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel	80 000
II. — Remboursements de dépenses de représentation à d'autres fonctionnaires du Secrétariat	30 000
III. — Dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale et les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage	15 000

189. Lorsqu'il a examiné le crédit de 15 000 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article III, le Comité consultatif a noté la nouvelle ventilation des crédits demandés aux rubriques i (Réceptions à l'occasion des sessions de l'Assemblée générale) et ii (Réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage). Le Secrétaire général indique que la structure des dépenses en question ces dernières années a montré qu'une ventilation différente des crédits entre les deux rubriques serait plus réaliste étant donné que des dépenses plus élevées sont faites au titre de la rubrique i; il a donc modifié la répartition entre les deux rubriques du crédit demandé à l'article III.

190. Le Comité consultatif est convaincu que le Secrétaire général continuera à faire preuve de la plus grande rigueur dans la gestion de ces fonds. Il recommande d'ouvrir au chapitre 6 le crédit de 125 000 dollars demandé par le Secrétaire général.

Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services

CHAPITRE 7. — BÂTIMENTS ET AMÉLIORATION DES LOCAUX

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général ..	3 930 700
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 930 700
1965 (dépenses effectives)	5 264 707
1966 (crédit ouvert)	4 360 000

191. Le crédit de 3 930 700 dollars demandé au présent chapitre pour 1967 comprend un montant de 2 500 000 dollars destiné à l'amortissement de l'emprunt

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies et un montant de 1 430 700 dollars au titre de la transformation et de l'amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et

de l'Office de Genève, et des gros travaux d'entretien. Les détails des crédits demandés pour 1967, des crédits ouverts pour 1966 et des dépenses effectives de 1965 figurent au tableau 9.

Tableau 9

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies	2 500 000	2 500 000	2 500 000
II. — Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien:			
a) Siège (New York)	818 700	860 000	{ 528 254 802 987
b) Genève	612 000		
— Transfert définitif à l'Organisation des Nations Unies des avoirs de la Société des Nations	—	—	649 466 ^a
— Immeuble de l'ONU à Santiago du Chili	—	1 000 000 ^b	784 000 ^c
TOTAL, chapitre 7	3 930 700	4 360 000	5 264 707

^a Dernière annuité du montant total de 9 741 994 dollars créditée au cours de la période 1951-1965 aux anciens membres de la Société des Nations et relatif au transfert à l'Organisation des Nations Unies des immobilisations de la Société des Nations [résolution 250 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948].

^b Dernier crédit approuvé par l'Assemblée générale lors de sa vingtième session (voir A/6222, par. 19) pour combler un déficit net de 1,2 million de dollars entraîné par les travaux d'achèvement de l'immeuble; remboursable par le Gouvernement du Chili en 10 annuités.

^c Dont 200 000 dollars remboursables par le Gouvernement du Chili.

192. Le crédit demandé à l'article premier couvre l'annuité de 2 500 000 dollars destinée à l'amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'ONU, pour lequel le plafond des dépenses et les modalités de règlement ont été fixés par l'Assemblée générale. Une fois cette annuité versée, il restera à rembourser un montant de 30 millions de dollars, sur un total de 65 millions à régler en huit annuités de 2 500 000 dollars pour la période 1968 à 1975, six versements de 1 500 000 dollars pour la période 1976 à 1981, et un dernier versement d'un million de dollars en 1982.

193. Le crédit de 1 430 700 dollars demandé à l'article II comprend 818 700 dollars pour le programme proposé pour le Siège, et 612 000 dollars pour l'Office de Genève, pour lequel l'Assemblée générale, à sa vingtième session ²⁵, a approuvé en principe, sous réserve d'un examen annuel, un programme à long terme d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations.

194. Pour ce qui est du programme relatif au Siège, le Secrétaire général a tenu compte, au chapitre 7 du projet de budget initial pour 1966, de certaines dépenses résultant d'une étude architecturale et technique sur les systèmes de sécurité, de protection contre l'incendie et d'avertisseurs d'incendie dans les bâtiments du Siège, ainsi que des coûts estimatifs provisoires d'un programme de 3 ans qu'on envisage d'exécuter afin de réparer et rénover certaines installations dont le remplacement, si ce programme n'était pas bientôt entrepris,

entraînerait plus tard, selon toute probabilité, des frais beaucoup plus élevés.

195. Dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session) ²⁶, le Comité consultatif a approuvé les propositions du Secrétaire général en vue de renforcer le dispositif de sécurité et de secours pour un coût estimatif de 62 500 dollars. Pour ce qui est du crédit de 154 000 dollars qui est demandé afin d'entreprendre les premiers travaux d'un programme de trois ans de remplacement et de rénovation, le Comité, eu égard au caractère général de ces prévisions, a recommandé ²⁷ d'approuver à cette fin des dépenses s'élevant au total à 142 000 dollars pour 1966. Le Comité a également demandé que l'on fasse figurer dans les propositions futures relatives au programme une explication plus détaillée des différents travaux et une estimation plus précise des coûts.

196. A la suite de la panne d'électricité généralisée qui s'est produite en novembre 1965 dans l'est des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, le Secrétaire général a procédé à une révision détaillée des installations de secours assurant l'alimentation en électricité et l'éclairage du Siège, et il a conclu que, pour assurer une sécurité convenable, il était nécessaire d'amplifier considérablement les propositions déjà faites pour 1966. En soumettant ses propositions ²⁸, le Secrétaire général a déclaré qu'il s'était efforcé de recommander le dispositif le plus économique de nature à faire face aux besoins essentiels minimums, et il a demandé en consé-

²⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 37 à 39.

²⁶ Ibid., Supplément no 7 (A/6007), par. 227.

²⁷ Ibid., par. 229.

²⁸ Ibid., Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/C.5/1047.

quence des crédits révisés s'élevant à 248 000 dollars. Dans le même document, il a présenté une demande de crédit de 97 200 dollars en vue des travaux envisagés pour augmenter le nombre de sièges de la salle du Conseil économique et social et de la salle du Conseil de sécurité, à la suite de l'accroissement du nombre des membres de ces organes à dater du 1er janvier 1966, et pour remplacer le matériel d'amplification du son et le système de télécommunications de l'interprétation simultanée, les installations de la salle de contrôle et le matériel auxiliaire des deux salles.

197. En examinant les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général pour un montant de 345 200 dollars, le Comité consultatif a tenu compte du caractère provisoire des chiffres prévus pour l'extension envisagée du dispositif de secours assurant l'alimentation en électricité et l'éclairage, et du fait qu'il ne sera peut-être pas possible de prendre toutes les mesures souhaitées en 1966, et il a noté que la plus grande partie des crédits demandés pour l'augmentation du nombre des sièges des deux salles de conseil a trait au remplacement du matériel de télécommunications pour l'interprétation simultanée, qui pourrait éventuellement être prévu dans le cadre du programme à long terme de remplacement normal. En conséquence, il a recommandé d'approuver un crédit supplémentaire total de 300 000 dollars au titre du chapitre 7 pour 1966. Ce montant devait permettre au Secrétaire général de faire effectuer en 1966 les travaux qu'il considérait comme les plus urgents²⁹. Le Comité a également suggéré que le Secrétaire général, après avoir réexaminé les divers éléments de sa proposition concernant les dispositifs de secours assurant l'alimentation en électricité et l'éclairage, ainsi que les coûts estimatifs correspondants, soumette à son examen des propositions et estimations révisées. Le Secrétaire général a ultérieurement informé le Comité des résultats de sa révision des programmes prévus pour 1966 et lui a fait savoir que les dépenses ne dépasseraient pas les crédits budgétaires ouverts pour 1966. Le Comité n'a fait aucune objection à ce que ces programmes soient mis en route. Il a en même temps exprimé l'espoir que toutes les informations ou faits nouveaux qui pourraient permettre de réduire l'ampleur et le coût des travaux envisagés en ce qui concerne les dispositifs de secours soient pris en considération et qu'aucun effort ne soit épargné pour réduire le plus possible les dépenses entraînées par la construction d'installations supplémentaires dans les salles de conseil.

198. Le Comité consultatif a également réitéré sa recommandation³⁰ tendant à approuver la proposition du Secrétaire général relative à la signature, en 1966, d'un contrat en vue de l'automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat, qui doit commencer en 1967 et coûtera au total 688 470 dollars, répartis sur les exercices 1967 et 1968. Les travaux devaient débuter en 1966 mais ils ont dû être remis, l'Assemblée générale n'ayant pu se prononcer à sa dix-neuvième session sur la proposition du Secrétaire général.

199. Pour 1967, sur le montant total de 818 700 dollars demandé pour le Siège, 551 600 dollars sont destinés aux travaux de transformation et d'amélioration des locaux et des installations. Sur cette somme, quelque 344 235 dollars (soit environ 63 p. 100) ont trait à l'automatisation des ascenseurs, dont il est question ci-dessus et pour laquelle l'Assemblée générale, à sa

vingtième session, a autorisé le Secrétaire général à prendre des engagements³¹. Les 207 365 dollars restants doivent permettre d'améliorer les conditions de travail dans les deuxième et troisième sous-sols (50 000 dollars); d'installer un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences (56 000 dollars); d'aménager le dix-neuvième étage du bâtiment du Secrétariat (46 365 dollars); de remplacer l'installation électrique et le dispositif d'écoute dans la salle du Conseil de tutelle (20 000 dollars); et de remplacer le matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil de sécurité (35 000 dollars).

200. Le solde des crédits demandés pour le Siège pour 1967 (soit 267 100 dollars) est destiné à couvrir les grosses dépenses d'entretien découlant des propositions formulées en 1966 par le Secrétaire général en vue d'entreprendre un programme de trois ans de réparation et de rénovation de certaines installations visées aux paragraphes 194 et 195 ci-dessus (254 100 dollars), et à poursuivre le programme de remplacement des tapis usés dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences et dans certaines zones du bâtiment du Secrétariat (pour 13 000 dollars).

201. Le Comité consultatif, ayant examiné l'ensemble des crédits demandés pour le Siège au chapitre 7 du projet de budget pour 1967 (818 700 dollars) et la justification détaillée donnée pour chaque dépense, estime que le Secrétaire général devrait être autorisé à entreprendre la mise en route du programme tout entier. Pour parvenir à cette recommandation, le Comité a tenu compte du fait que la majeure partie des dépenses comprises dans les propositions ont déjà fait l'objet d'un examen attentif au cours des dernières années et qu'on a estimé nécessaire, pour des raisons financières et autres, de repousser alors leur exécution. A cet égard, le Comité consultatif se réfère à son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session), dans lequel il a souligné qu'il a toujours été d'avis qu'un programme d'entretien réaliste et bien conçu est essentiel pour établir un budget valable et rationnel³². En conséquence, le Comité est amené à partager l'opinion du Secrétaire général, à savoir que si les travaux de réparation et d'entretien ne sont pas bientôt entrepris, il en résultera plus tard des frais de remplacement considérablement plus élevés.

202. En même temps, toutefois, le Comité consultatif signale le caractère provisoire de certains des crédits demandés et aussi, dans certains articles, un certain manque d'homogénéité dans la façon d'aborder l'ensemble du programme. En conséquence, il tient à souligner que les plus grands efforts doivent être faits pour maintenir les dépenses au niveau minimum indispensable; il croit également que si l'on fait preuve d'imagination dans l'utilisation des ressources recommandées, le Secrétaire général sera en mesure de faire effectuer les réparations nécessaires de telle façon qu'il en résulte quelques économies pour l'Organisation.

203. En ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Genève, ainsi qu'il est noté au paragraphe 93 ci-dessus, l'Assemblée générale, à sa vingtième session³³, a, sur recommandation du Comité consultatif³⁴, approuvé en

²⁹ *Ibid.*, document A/6223, par. 41, 42 et 45.

³⁰ *Ibid.*, Supplément n° 7 (A/6007), par. 229.

³¹ *Ibid.*, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223.

³² *Ibid.*, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6137, par. 26.

²⁹ *Ibid.*, document A/6169.

³⁰ *Ibid.*, par. 20 et 21.

principe, sous réserve d'examen annuel, le programme à long terme d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations, tel qu'il est exposé dans les propositions du Secrétaire général³⁵. L'Assemblée a également autorisé l'acceptation d'un prêt sans intérêt de 8,5 millions de francs suisses (1 967 000 dollars) offert par le Gouvernement fédéral suisse, remboursable en cinq ans, de 1970 à 1974, et, de plus, elle a autorisé le Secrétaire général à entreprendre la réalisation des projets prévus pour 1966 en utilisant les ressources du prêt. L'Assemblée générale a décidé en outre de prévoir le financement du programme en inscrivant aux projets de budget pour les exercices de la période 1967-1974 des crédits annuels égaux de quelque 611 775 dollars. Le Secrétaire général a également été autorisé à faire des dépenses jusqu'à concurrence de 150 000 dollars en 1966 afin de faire exécuter les études architecturales et techniques nécessaires pour mettre au point les plans préliminaires d'agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations.

204. Le Comité consultatif a examiné le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations qui est proposé pour 1967 et qui est exposé au tableau 7.4 du projet de budget présenté par le Secrétaire général pour 1967³⁶, et il recommande d'autoriser le Secrétaire général à donner suite à ce programme tel qu'il est envisagé. Le crédit demandé pour 1967, soit 612 000 dollars, représente la première annuité au titre du remboursement du prêt et du financement du programme dont il est question, au paragraphe 203 ci-dessus.

205. En ce qui concerne les projets d'agrandissement des installations de conférence du Palais, le Secrétaire général a l'intention de soumettre des plans préliminaires et des coûts estimatifs au Comité consultatif lors de la reprise de sa session, à Genève, au cours de l'été, ainsi qu'à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session.

206. En conséquence, eu égard aux crédits demandés cette année, tels qu'ils sont présentés au chapitre 7 du projet de budget pour 1967, et compte tenu de toutes les observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver le montant de 3 930 700 dollars proposé par le Secrétaire général.

³⁵ Ibid., document A/C.5/1040, tableau, annexe A.

³⁶ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305).

CHAPITRE 8. — MATÉRIEL ET INSTALLATIONS

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général	670 900
Crédit recommandé par le Comité consultatif . .	627 900
1965 (dépenses effectives)	482 455
1966 (crédit ouvert)	525 930

207. Le crédit demandé au présent chapitre doit permettre de couvrir les dépenses de mobilier et de matériel de tous les services de l'ONU, à l'exclusion des missions spéciales (voir chap. 16) et de la Cour internationale de Justice (voir chap. 19). Les dépenses de mobilier des bureaux de Genève de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sont également comprises dans ce chapitre pour un montant de 6 300 dollars. Le Secrétaire général signale que, conformément à une décision administrative prise au début de 1966, tous les besoins en matériel de bureau autres que les besoins prévus aux chapitres 16 et 19 seront désormais regroupés au présent chapitre. Pour ce qui est de l'UNCTAD, seuls les besoins spéciaux continueront à apparaître au chapitre 20.

208. Le crédit demandé pour 1967, qui s'élève au total à 670 900 dollars, accuse une augmentation de 144 970 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966, augmentation qui se répartit comme suit :

Bureaux	Augmentation (ou diminution) du crédit demandé pour 1967 par rapport à 1966 (dollars)
New York	69 900
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe)	40 000
Centres d'information	—
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	2 900
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême- Orient	(4 080)
Commission économique pour l'Amérique latine	13 250
Commission économique pour l'Afrique	23 000
TOTAL	144 970

209. Le tableau 10 donne l'état comparatif des dépenses de 1964 et 1965, des crédits ouverts pour 1966 et des crédits demandés pour 1967 :

Tableau 10

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	1964 Dépenses	Augmentation (ou diminution) en 1967 par rapport à 1966
	Dollars des Etats-Unis				
I. — Mobilier et matériel de bureau	163 100	169 330	123 844	171 047	(6 230)
II. — Machines de bureau	180 400	159 150	161 223	160 881	21 250
III. — Matériel pour la reproduction des documents	117 400	57 700	62 163	34 383	59 700
IV. — Matériel de télécommunications	109 900	51 650	65 027	91 358	58 250
V. — Matériel de transport	53 600	40 900	29 227	40 911	12 700
VI. — Matériel divers	46 500	47 200	40 971	24 499	(700)
TOTAL, chapitre 8	670 900	525 930	482 455	523 079	144 970
Produit de la vente de matériel ré- formé	52 800	35 840	45 797	44 524	16 960

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

210. Les crédits demandés au présent chapitre doivent permettre de couvrir deux types de dépenses: a) *remplacement* de matériel vétuste ou hors d'usage, et b) *acquisition* de matériel supplémentaire. Ainsi que le Secrétaire général l'a déclaré dans le projet de budget pour 1967, la plus grande partie des crédits demandés concerne le remplacement du matériel usagé plutôt que l'acquisition des divers types de matériel. Ces dernières années, les crédits disponibles au titre du présent chapitre ont été consacrés essentiellement à l'achat de matériel supplémentaire absolument nécessaire. En conséquence, le programme de remplacement normal a pris, semble-t-il, un retard considérable, ce qui a entraîné une accumulation importante de matériel vieilli, désuet et hors d'usage. D'après le Secrétaire général, si aucun effort n'est fait pour remplacer ce matériel, la bonne exécution des tâches risque de se heurter à des difficultés considérables et les frais d'entretien risquent également de se trouver plus élevés.

211. Le Comité consultatif a toujours préconisé une politique de remplacement soigneusement planifiée, visant à assurer un fonctionnement économique, compte tenu naturellement de la nécessité de conserver le matériel considéré comme pouvant encore donner raisonnablement satisfaction. En conséquence, il aurait tendance à recommander en principe d'approuver le programme de remplacement prévu par le Secrétaire général.

212. Toutefois, étant donné que le projet de budget pour 1967 repose sur le niveau d'effectifs de 1966, comme l'a prévu l'Assemblée générale, le Comité consultatif ne voit pas pourquoi les crédits demandés par le Secrétaire général pour l'achat de matériel (243 600 dollars) représentent encore une part importante du total des crédits demandés au chapitre 8 (670 900 dollars). Étant donné les circonstances, le Comité se serait attendu à une réduction plus substantielle du programme d'achat.

213. Le Comité consultatif reconnaît que l'accroissement du volume de travail dans divers secteurs du Service financier et plus particulièrement dans le Service des conférences, qui oblige à prévoir dans les centraux dactylographiques et les ateliers d'impression plusieurs équipes dont les heures de travail coïncident en partie, peut nécessiter l'achat de quelques machines comptables et autres machines de bureau supplémentaires, ainsi que de matériel de reproduction; à cet égard, le Comité a plus particulièrement présenté à l'esprit la demande visant à remplacer, pour un montant de 38 000 dollars, une grande presse offset du service de la reproduction considérée comme indispensable si l'on ne veut pas augmenter le volume des travaux d'imprimerie donnés à l'extérieur. Toutefois, il n'est pas convaincu de la nécessité d'acquérir tout le mobilier, matériel de bureau et matériel de transport supplémentaire proposé. En ce qui concerne ce dernier point, le Comité a maintes fois suggéré de réduire ce genre de

dépense et a déclaré qu'il n'était pas absolument certain que chaque centre d'information doive disposer d'une voiture ou que les commissions économiques régionales aient besoin d'un nombre aussi important de véhicules.

214. En ce qui concerne l'article IV (Matériel de télécommunications), le crédit de 109 900 dollars qui est demandé est supérieur de plus de deux fois à celui de 1966; il comprend 86 000 dollars destinés au Service de l'information, dont 60 000 dollars pour l'achat d'une nouvelle caméra de télévision en couleurs et en noir et blanc, destinée à remplacer le matériel utilisé depuis 14 ans. On a informé le Comité que le coût supplémentaire relativement faible entraîné par le double système de la couleur et du noir et blanc permettrait au Service de l'information de satisfaire en grande partie les diverses demandes formulées par des chaînes de télévision commerciales en vue d'obtenir de la documentation en couleurs sur l'Organisation des Nations Unies moyennant paiement de droits dont les recettes sont créditées au chapitre 3 des prévisions de recettes. Les 26 000 dollars restants pour le Service de l'information sont destinés à l'achat et au remplacement de matériel de radio et de cinéma et de développement de pellicules. Compte tenu de ses observations sur les dépenses totales recommandées pour le Service de l'information en 1967 (voir par. 110 ci-dessus), le Comité consultatif estime qu'une réduction des dépenses au titre de l'article IV est justifiée.

215. Le Comité consultatif tient à souligner de nouveau que le chapitre 8, plus que la plupart des chapitres du budget ordinaire de l'ONU, se prête à un contrôle permanent de la part du Secrétaire général et qu'il faut limiter les dépenses.

216. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 8 un crédit de 627 900 dollars, soit 43 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Il suggère que la réduction soit appliquée aux articles I (Mobilier et matériel de bureau), II (Machines de bureau), IV (Matériel de télécommunications) et V (Matériel de transport).

<i>Réduction recommandée:</i>	<i>Dollars</i>
Chapitre 8. — Matériel et installations	43 000

CHAPITRE 9. — UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX	<i>Dollars</i>
--	----------------

Crédit demandé par le Secrétaire général ..	4 016 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 986 500
1965 (dépenses effectives)	3 771 688
1966 (crédit ouvert)	3 800 000

217. Le tableau ci-après donne la ventilation par article des crédits demandés pour 1967, des crédits ouverts pour 1966 et des dépenses de 1965:

Tableau 11

ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX: VENTILATION PAR ARTICLE
ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

<i>Articles</i>	<i>Crédit demandé pour 1967</i>	<i>Crédit ouvert pour 1966</i>	<i>Dépenses de 1965</i>
	<i>Dollars des États-Unis</i>		
I. — Services contractuels	2 210 300	2 145 000	2 099 716
II. — Éclairage, chauffage, énergie et eau ...	1 056 300	1 022 800	1 043 407
III. — Autres dépenses	749 900	632 200	628 565
TOTAL, chapitre 9	4 016 500	3 800 000	3 771 688

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

218. Le montant global des dépenses prévues au chapitre 9 (4 016 500 dollars) dépasse de 216 500 dollars les crédits ouverts pour 1966 et de 244 812 dollars le montant des dépenses effectives de 1965. Pour se prononcer à l'égard des dépenses inscrites à ce chapitre, le mieux est de comparer les crédits demandés pour 1967 avec le chiffre des dépenses de 1965, ajusté pour tenir compte des hausses ultérieures de prix et de salaires (estimées à 105 418 dollars par le Secrétaire général). Cet ajustement une fois opéré, le montant global de 4 016 500 dollars est ventilé de la manière indiquée au tableau 12 ci-après, qui donne, en regard, les chiffres correspondants de 1965 et de 1966.

219. Le crédit demandé à l'article premier (Contrats) est supérieur de 65 300 dollars aux crédits ouverts pour 1966 (2 145 000 dollars) et d'environ 4 200 dollars au montant ajusté des dépenses de 1965 (2 206 090 dollars). L'accroissement des dépenses pour New York, qui est de 28 110 dollars pour l'entretien des installations électriques, de 6 543 dollars pour l'utilisation et l'entretien du matériel de télécommunications des salles de conférence et de 26 684 dollars pour les services de nettoyage, si l'on se fonde sur les chiffres ajustés de 1965, est plus que compensé par la réduction

du nombre d'opérateurs qu'entraînera la décision d'automatiser les ascenseurs du bâtiment du Secrétariat à partir de 1967. Le crédit demandé pour Genève (90 500 dollars) est maintenu au niveau ajusté des dépenses de 1965 et représente une diminution de 7 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966. Le montant global des crédits demandés pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et pour les commissions économiques régionales pour l'Afrique, l'Asie et l'Extrême-Orient et l'Amérique latine est maintenu approximativement au même niveau que les crédits ouverts pour 1966, mais accuse une augmentation globale d'environ 4 760 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965.

220. Le crédit demandé à l'article II (Éclairage, chauffage, énergie et eau), d'un montant de 1 056 300 dollars, fait apparaître une augmentation de 33 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966 et d'environ 12 400 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965. Le crédit demandé pour New York (899 000 dollars) est supérieur de 24 000 dollars aux crédits ouverts pour 1966. Toutefois, la diminution nette de 4 075 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965 provient d'une décision visant à

Tableau 12

ENTRETIEN, UTILISATION ET LOCATION DES LOCAUX: VENTILATION PAR BUREAU
ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

	Crédit demandé pour 1967 1	Crédit ouvert pour 1966 2	Dépenses de 1965 3	1965 Dépenses (Chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix ultérieurs) 4	Augmentation (ou diminution) entre 1965 (colonne 4) et 1967 (colonne 1) 5
<i>Dollars des États-Unis</i>					
New York	3 345 500	3 244 000	3 214 650	3 314 518	30 982
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe)	388 000	284 000	258 439	261 339	126 661
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	16 500	10 000	12 000	12 000	4 500
Commission économique pour l'Afrique	65 000	63 000	63 666	63 666	1 334
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	39 000	37 000	33 906	33 906	5 094
Commission économique pour l'Amérique latine	72 500	74 000	97 475	100 125	(27 625)
Centres d'information	90 000	88 000	91 552	91 552	(1 552)
TOTAL, chapitre 9	4 016 500	3 800 000	3 771 688	3 877 106	139 394

que les dépenses du PNUD pour l'électricité commémorée dans les locaux occupés à l'extérieur du bâtiment du Secrétariat, d'un montant estimatif de 16 500 dollars imputé sur le budget ordinaire de 1966, soient ajustées à partir de 1967. Le crédit demandé pour Genève (100 000 dollars) est supérieur de 3 745 dollars au montant ajusté des dépenses de 1965 et inférieur de 300 dollars aux crédits ouverts pour 1966. L'augmentation de 8 776 dollars pour la Commission économique régionale pour l'Amérique latine est imputable à l'accroissement prévu de la consommation d'énergie et d'eau, le nouveau bâtiment occupant une superficie plus grande que les anciens locaux. Les crédits demandés pour les autres commissions économiques régionales accusent également de légères augmentations par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965.

221. A l'article III (Autres dépenses), on enregistre une augmentation de 117 700 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966 et de 122 790 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965. Le crédit demandé pour New York (384 500 dollars) fait apparaître une augmentation de 4 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966 et d'environ 35 600 dollars par rapport aux chiffres ajustés de 1965. Bien que cette augmentation se répartisse sur les six rubriques de l'article en question, une somme d'environ 23 900 dollars concerne les fournitures pour l'entretien des locaux, et le Secrétaire général fait observer à cet égard que le chiffre ajusté correspondant des dépenses de 1965 est inférieur d'environ 20 000 dollars à celui de 1964 par suite des contrôles stricts imposés en 1965 sur recommandation de l'Assemblée générale, en l'ab-

sence d'ouvertures de crédits pour cet exercice. Le crédit demandé pour Genève (197 500 dollars) fait apparaître une augmentation d'environ 122 900 dollars par rapport au chiffre ajusté de 1965 et de 113 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966. Sur cette augmentation, une somme d'environ 120 000 dollars est destinée à couvrir le coût de la location, en 1967, pour des durées variables, d'autres bureaux à l'extérieur du Palais des Nations, en raison du programme de conférences très chargé qui est prévu pour cette année-là. Le Secrétaire général a présenté un rapport détaillé sur ces demandes de crédit au Comité consultatif. Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Amérique latine (37 500 dollars) fait apparaître une diminution d'environ 36 900 dollars; en effet, il n'y aura plus de loyer à payer à Santiago lorsque le nouveau bâtiment sera occupé par la Commission. Les crédits demandés pour la CEA et la CEAEIO accusent de légères augmentations par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965, et des diminutions de faible importance par rapport aux crédits ouverts pour 1966. Le crédit demandé pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth (14 400 dollars) reflète une augmentation de 3 855 dollars par rapport aux dépenses de 1965 et de 5 200 dollars par rapport aux chiffres de 1966, résultant de l'accroissement de la superficie des locaux à partir de mai 1966. Les crédits demandés pour les centres d'information (90 000 dollars) sont maintenus approximativement au niveau de 1965 et de 1966 et, conformément à la pratique suivie, tiennent compte des contributions reçues des gouvernements hôtes pour la location des locaux et pour l'exploitation et l'entretien des centres situés sur leur territoire.

222. Le Comité consultatif note avec satisfaction que le Secrétaire général s'est efforcé de limiter les dépenses prévues au présent chapitre du budget et que, à de rares exceptions près, les augmentations sont imputables à l'accroissement des prix des biens et des services. La principale exception concerne la location de bureaux supplémentaires à l'extérieur du Palais des Nations, à Genève, en raison du nombre toujours croissant des conférences tenues au Palais, ainsi que l'installation de l'UNCTAD à l'Office de Genève. Ces dépenses soulignent encore la nécessité de réduire le programme des réunions.

223. Certes, le Comité consultatif se rend compte que les dépenses à prévoir au chapitre 9 sont déterminées par certains facteurs tels que les conditions faites par les entrepreneurs de l'extérieur, le coût de l'éclairage, du chauffage, etc., et le niveau des loyers, et ne se prêtent donc qu'à un contrôle relativement limité, ce contrôle se bornant en grande partie à décider du volume et de la qualité des services demandés; le Comité consultatif estime toutefois de son devoir de répéter que de plus grands efforts permettraient de stabiliser davantage les dépenses. En particulier, il prie instamment tous les services de limiter au maximum les frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau, toutes dépenses qui se prêtent à un contrôle administratif strict.

224. Le Comité consultatif tient également à rappeler que, dans plusieurs rapports précédents, il a indiqué que la situation s'améliorerait quelque peu si l'on favorisait le regroupement des locaux occupés par l'ONU et les institutions spécialisées et si les gouvernements intensifiaient les efforts généreux qu'ils font pour

fournir des locaux moyennant un loyer réduit ou à titre gracieux. Cette observation s'applique également aux bureaux occupés par les centres d'information; à cet égard, d'ailleurs, le Comité tient à exprimer ses remerciements aux gouvernements hôtes qui fournissent une assistance sous forme de locaux gratuits et qui contribuent aux frais de gestion de ces centres. Il se félicite particulièrement des efforts que le Secrétaire général continue à déployer afin d'obtenir des locaux à titre gracieux ou d'autres formes d'assistance, ainsi que de l'accueil que réservent à ces efforts les gouvernements hôtes sur le territoire desquels des centres d'information ont été créés au cours des dernières années. La question des locaux occupés par les centres qui ont été mis sur pied à une époque plus ancienne reste toutefois à régler; dans certains cas, les gouvernements hôtes ont généreusement fourni des locaux gratuitement; dans d'autres, les centres occupent des locaux dont les loyers sont encore entièrement ou partiellement à la charge de l'ONU.

225. Le Comité consultatif croit savoir que le Secrétaire général a l'intention de poursuivre activement des négociations avec les Etats Membres en vue de réaliser d'autres progrès dans ce domaine, et il attend avec intérêt un rapport sur l'issue de ces négociations.

226. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 9 un crédit de 3 986 500 dollars pour 1967, soit 30 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Comme il peut se révéler difficile d'apporter une réduction sensible à l'article premier, le Comité suggère que la réduction soit appliquée principalement aux articles II et III du chapitre 9, les dépenses prévues dans ces articles pouvant se prêter à un contrôle administratif plus strict.

<i>Réduction recommandée:</i>	<i>Dollars</i>
Chapitre 9. — Entretien, utilisation et location des locaux	30 000

CHAPITRE 10. — FRAIS GÉNÉRAUX

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général ..	5 236 900
Crédit recommandé par le Comité consultatif	5 149 900
1965 (dépenses effectives)	4 567 716
1966 (crédit ouvert)	4 701 000

227. Les crédits demandés au présent chapitre sont destinés à couvrir le coût des fournitures et services de caractère général, ainsi que de la location et de l'entretien du matériel, à New York, à Genève, dans les centres d'information, au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et dans les commissions économiques régionales.

228. Le crédit demandé pour 1967 accuse une augmentation de 535 900 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966 et une augmentation de 669 184 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1965. Compte tenu d'un montant estimatif de 32 584 dollars représentant la hausse des salaires et des prix depuis le début de 1966, l'augmentation des dépenses par rapport au montant ajusté de 1965 est de 636 600 dollars. Le tableau 13 indique la ventilation du crédit total demandé (5 236 900 dollars) et les chiffres correspondants pour 1965 et 1966.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 13

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR BUREAU ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

	Crédit demandé pour 1967 1	Crédit ouvert pour 1966 2	Dépenses de 1965 3	1965 Dépenses (chiffres ajustés en fonction des hausses de salaires et de prix intérieures) 4	Augmentation (ou diminution) entre 1965 (colonne 4) et 1967 (colonne 1) 5
<i>Dollars des Etats-Unis</i>					
New York	3 816 500	3 400 200	3 350 254	3 377 188	439 312
Genève	587 500	509 100	496 991	500 641	86 859
Centres d'information	227 000	227 000	201 405	201 405	25 595
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	9 400	6 500	7 035	7 035	2 365
Commission économique pour l'Afrique	287 400	284 400	267 728	267 728	19 672
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient ..	111 900	108 700	92 000	94 000	17 900
Commission économique pour l'Amérique latine	197 200	165 100	152 303	152 303	44 897
TOTAL, chapitre 10	5 236 900	4 701 000	4 567 716	4 600 300	636 600

229. Le tableau 14 indique la ventilation des crédits par article et par exercice pour 1965, 1966 et 1967.

Tableau 14

FRAIS GÉNÉRAUX: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	Crédit demandé pour 1967	Crédit ouvert pour 1966	Dépenses de 1965
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Communications	1 520 500	1 364 000	1 384 914
II. — Location et entretien du matériel	880 300	758 050	617 526
III. — Fournitures et services d'information ..	1 324 000	1 238 000	1 250 390
IV. — Autres fournitures et services	249 400	237 150	236 631
V. — Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents	1 072 000	938 500	922 509
VI. — Livres, fournitures et services de biblio- thèque	190 700	165 300	155 746
TOTAL, chapitre 10	5 236 900	4 701 000	4 567 716

230. En examinant l'augmentation globale (535 900 dollars) du crédit demandé pour 1967 par rapport au crédit ouvert pour 1966, soit une augmentation de 536 600 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965, le Comité consultatif a tenu compte de l'indication donnée par le Secrétaire général dans son analyse de l'état du budget de 1966 au 30 avril 1966, à savoir qu'un crédit additionnel de 260 000 dollars environ serait nécessaire. Les principaux postes de dépenses en cause sont ceux qui ont trait au trafic télégraphique, aux services téléphoniques, aux tarifs postaux, aux fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents, et à la location et à l'entretien du matériel, l'augmentation imputable à ce dernier poste étant due en grande partie à la nécessité d'assurer le fonctionnement simultané des machines comptables et d'un système électronique de traitement des données pendant une année entière, et non pendant quelques mois comme il avait d'abord été prévu.

231. Les principales augmentations prévues pour 1967 par rapport à 1965, comme il est indiqué ci-dessus au tableau 13, concernent le Siège (439 312 dollars),

Genève (86 859 dollars), les centres d'information (25 595 dollars) et la Commission économique régionale pour l'Amérique latine (44 897 dollars).

232. En ce qui concerne le Siège, ces augmentations se répartissent ainsi, en chiffres ronds: a) 57 600 dollars à l'article premier (Communications), dont 30 000 dollars environ pour les services téléphoniques correspondant aux besoins accrus du personnel, et 17 800 dollars pour frais postaux supplémentaires; b) 231 800 dollars à l'article II (Location et entretien du matériel) afin de couvrir l'accroissement des frais de location du matériel de traitement des données dont les coûts ont été sous-estimés en 1966, comme l'a indiqué le Secrétaire général, surtout par suite d'un manque d'expérience dans l'évaluation précise des heures de machine nécessaires pour effectuer les travaux voulus dans ce domaine nouveau et hautement spécialisé et par suite de difficultés auxquelles a donné lieu le passage des machines comptables aux ordinateurs en ce qui concerne certaines données comptables; c) 52 600 dollars à l'article III (Fournitures et services d'information), y compris une augmentation de 26 000 dollars pour les

fournitures et services de cinéma et de photographie, 19 600 dollars pour les services de télévision et 8 400 dollars pour les services de radio; d) 100 000 dollars à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents), dont 66 000 dollars pour l'achat de bandes magnétiques et d'autres fournitures destinées au Centre international de calcul électronique, 10 000 dollars pour l'achat de papier pour la reproduction des documents, 6 300 dollars environ pour les clichés et fournitures d'imprimerie, et 9 600 dollars environ pour d'autres fournitures de bureau fongibles; e) 14 000 dollars à l'article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque) répartis entre les divers postes de cette rubrique.

233. Dans le cas de l'Office de Genève, l'augmentation globale de 86 800 dollars environ concerne la plupart des articles du chapitre 10, y compris 23 100 dollars à l'article premier (dont 15 000 dollars pour les communications de l'UNCTAD), 16 100 dollars à l'article II pour la location et l'entretien du matériel (principalement pour la location du matériel de traitement des données), 19 200 dollars pour d'autres fournitures et services (représentant une augmentation de 12 000 dollars environ pour la part du coût du Service médical commun à la charge de l'ONU), et 23 000 dollars à l'article V pour les fournitures destinées à la reproduction des documents.

234. Le montant du crédit demandé pour les centres d'information est le même que celui du crédit ouvert pour 1966 (227 000 dollars), mais il accuse une augmentation d'environ 25 600 dollars par rapport aux dépenses de 1965; sur ce chiffre, 6 900 dollars environ concernent les communications (art. premier); 5 300 dollars les autres fournitures et services (art. IV), 5 500 dollars les fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents (art. V), et 4 700 dollars les livres, fournitures et services de bibliothèque (art. VI).

235. A la CEAE0, l'augmentation de 17 900 dollars est surtout imputable à la location du matériel de bureau et de traitement des données (art. II), aux fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents (art. V) et, pour un montant de 3 850 dollars environ, aux communications.

236. Le crédit demandé pour la CEPAL accuse une augmentation de près de 44 900 dollars, dont 28 500 dollars (art. premier) correspondent à l'installation d'appareils supplémentaires et à l'utilisation accrue du téléphone que doit entraîner l'occupation des nouveaux locaux (sur cette somme, 11 200 dollars représentent la part, calculée au prorata, des communications téléphoniques imputables à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale), et 13 100 dollars aux fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents (art. V), cette dernière augmentation étant due principalement à la hausse des prix de ces articles.

237. L'augmentation du crédit demandé pour la CEA (19 600 dollars environ) vient surtout du fait qu'il faut prévoir d'une part 9 300 dollars pour les frais supplémentaires de communications (art. premier), y compris une somme de 5 000 dollars pour couvrir la deuxième annuité à verser aux Services de télécommunications du Gouvernement éthiopien pour deux centraux téléphoniques installés en janvier 1966 dans la Maison de l'Afrique, et d'autre part 5 500 dollars sup-

plémentaires pour la location de matériel de bureau et de traitement électronique des données, et d'autre matériel (art. 2).

238. En examinant le crédit demandé au chapitre 10, le Comité consultatif a reconnu que l'expansion des activités dans de nombreux domaines, tant au Siège que dans les bureaux extérieurs, ainsi que les répercussions sur certains services du Siège et de Genève de l'alourdissement du programme des conférences ont entraîné inévitablement une augmentation des dépenses inscrites au présent chapitre. Toutefois, il est convaincu que dans le cas de dépenses de cet ordre, qui ont naturellement tendance à augmenter, des efforts particuliers devront être faits pour encourager l'économie et procéder à des contrôles efficaces. Dans tous les services, les dépenses qui se prêtent à un contrôle administratif doivent être réduites au minimum. A cet égard, le Comité consultatif présente les observations suivantes sur les divers articles où il serait possible, à son avis, de réaliser des économies.

239. On pourrait, semble-t-il, réduire sensiblement l'augmentation de 129 900 dollars qu'accuse l'article premier (Communications) par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965 en supprimant, dans le trafic télégraphique, les communications téléphoniques outre-mer, le service de la valise et les envois par fret aérien, tout ce qui n'est pas absolument essentiel au bon fonctionnement de l'Organisation. Le Secrétariat doit constamment s'efforcer de trouver des moyens de communication moins coûteux, et il est évident qu'une assez grande partie du trafic télégraphique et téléphonique actuel pourrait être acheminée par courrier postal aérien sans que cela nuise aux activités de l'Organisation. En outre, beaucoup d'imprimés actuellement envoyés par la voie aérienne ou par la valise ne seraient pas périmés s'ils étaient expédiés par voie de surface.

240. En ce qui concerne le crédit demandé pour la location et l'entretien du matériel (art. II), qui accuse une augmentation de 262 700 dollars par rapport aux dépenses de 1965, le Comité consultatif n'ignore pas que la majeure partie de cette augmentation est imputable à la location de matériel électronique de traitement des données destiné au Centre international de calcul électronique du Siège, comme il est indiqué au paragraphe 232. A cet égard, il s'inquiète des dépenses importantes du Centre et il a demandé qu'on lui présente, à sa session d'automne, un rapport détaillé exposant l'ensemble des incidences financières des activités du Centre et donnant un état révisé des économies que l'on pensait réaliser à l'origine à la suite de sa création. Toutefois, le Comité souligne que des augmentations sont prévues dans cette rubrique pour tous les bureaux de l'ONU, sauf pour la CEPAL, bien que dans ce cas également le crédit demandé pour 1967 soit supérieur au crédit ouvert pour 1966.

241. Le crédit de 1 324 000 dollars demandé pour les fournitures et services d'information (art. III) reflète une augmentation de 86 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966 et une augmentation de 52 600 dollars environ par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965. Les recettes provenant de la télévision et de services analogues, estimées à 353 500 dollars pour 1967, représentent une augmentation de 43 500 dollars par rapport aux estimations de 1966 et une diminution de 27 600 dollars environ par rapport aux recettes effectives de 1965. Le Comité consultatif fait également part de ses observations sur cette rubri-

que dans son analyse du chapitre 3 des prévisions de recettes.

242. Pour ce qui est du crédit demandé à l'article III, l'augmentation de 52 660 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965 est largement imputable aux augmentations des salaires contractuels des techniciens des télécommunications ainsi qu'à une augmentation des prix des biens et des services nécessaires pour les services radiophoniques, les services de télévision et les services cinématographiques. Le tableau ci-après indique comment se répartit cette augmentation entre les différents postes inscrits dans cette rubrique :

	<i>Dollars</i>
a) Fournitures et services pour les télécommunications	8 319
b) Fournitures et services de cinéma et de photographie	26 017
c) Services de radio.....	8 411
d) Services de télévision.....	19 586
e) Services de publications.....	9 673
MONTANT TOTAL DE L'AUGMENTATION	52 660

243. Dans les paragraphes 110 et 214 ci-dessus, le Comité consultatif s'est référé au montant total des dépenses prévues pour les activités d'information. Comme dans le cas des autres articles du chapitre 10, les dépenses inscrites au présent article doivent être soumises à un contrôle administratif rigoureux, et il faut mettre tout en œuvre pour compenser l'augmentation du prix des fournitures et des services soit en réalisant des économies dans d'autres domaines, soit en augmentant les recettes. Le Comité n'ignore pas que les activités du Service de l'information ne sont pas immuables et qu'elles suivent l'évolution des besoins de l'Organisation. Toutefois, les programmes devraient être suffisamment souples pour que l'on puisse modifier les priorités le cas échéant et supprimer les programmes plus anciens qui ont perdu leur utilité. Le Comité consultatif est convaincu que des économies peuvent être réalisées à l'article III et il recommande une réduction de 37 000 dollars pour les fournitures et services d'information.

244. Le crédit de 249 000 dollars demandé pour les autres fournitures et services (art. IV) représente une augmentation de 12 000 dollars environ par rapport aux chiffres de 1966 et de 1965. Cette augmentation n'est que de 5 p. 100 à peu près, mais bon nombre des postes de dépenses figurant à l'article IV sont soumis à un contrôle administratif rigoureux, et aucun effort ne devrait être épargné pour réduire les frais au strict minimum.

245. L'augmentation de 149 500 dollars environ qu'accuse le crédit demandé à l'article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents) par rapport aux dépenses de 1965 vient surtout du fait qu'un crédit supplémentaire de quelque 66 000 dollars est prévu pour l'achat de formulaires et de fournitures destinés au Centre international de calcul électronique du Siège, y compris 31 500 dollars pour l'achat de bandes magnétiques nécessaires aux travaux de comptabilité et de statistiques, achat qui était inscrit au chapitre 8 en 1966. Toutefois, le Comité doit souligner que des augmentations considérables sont envisagées dans cette rubrique pour tous les services de

l'Organisation; ces augmentations, tout comme celles qui apparaissent dans d'autres parties du projet de budget, sont dues à l'accroissement continu du programme des conférences et réunions et à la multiplication de la documentation qui en résulte.

246. Le crédit de 190 700 dollars demandé pour les livres, fournitures et services de bibliothèque (art. VI) représente une augmentation de quelque 28 970 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965. La moitié environ de cette augmentation, soit 14 090 dollars, concerne la bibliothèque du Siège, et cela se reflète dans chacun des postes de l'article en question. Le Comité consultatif est persuadé que des économies peuvent être réalisées à l'article VI, et il espère que le Secrétaire général poursuivra ses efforts pour s'assurer, avec l'assistance des Etats Membres, la coopération des éditeurs afin d'obtenir des exemplaires gratuits des publications que l'Organisation doit actuellement acheter.

247. Le Comité consultatif estime que tous les articles du chapitre 10 se prêtent à un contrôle administratif rigoureux et il est convaincu que le Secrétaire général continuera de contrôler de très près les dépenses prévues au présent chapitre; il recommande donc d'ouvrir au chapitre 10 un crédit de 5 149 900 dollars, soit 87 000 dollars de moins que ne le demande le Secrétaire général. Sur cette réduction, 37 000 dollars concernant l'article 3 et 50 000 dollars les articles premier, 4 et 5.

	<i>Dollars</i>
<i>Réduction recommandée:</i>	
Chapitre 10. — Frais généraux.....	87 000

CHAPITRE 11. — IMPRIMERIE

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général..	1 908 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 815 000
1965 (dépenses effectives).....	1 353 034
1966 (crédit ouvert).....	1 800 000

248. Le crédit demandé au chapitre 11 doit permettre de couvrir les dépenses relatives aux travaux contractuels d'imprimerie, sauf en ce qui concerne la Cour internationale de Justice (chap. 19), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18), les réunions et conférences spéciales (chap. 2), les missions spéciales (chap. 16), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20) et les documents d'information autres que les livres et les périodiques (chap. 10).

249. Comme au cours des exercices précédents, le chapitre 11 donne des renseignements sur l'ensemble du programme de publications (art. I^{er} à VI), sous réserve des exceptions mentionnées ci-dessus. Toutefois, une partie importante des travaux prévus dans ce programme sera effectuée dans les ateliers du Secrétariat, ce qui doit permettre de réaliser des économies (art. VII) sur le montant des dépenses contractuelles d'imprimerie.

250. Le crédit de 1 908 000 dollars demandé au chapitre 11 pour 1967 accuse une augmentation de 108 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

	Coût brut du programme (art. I ^{er} à VI)	Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat (art. VII)	Coût des travaux contractuels d'imprimerie
		<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Crédit demandé pour 1967.....	2 373 000	465 000	1 908 000
Crédit ouvert pour 1966.....	2 250 000	450 000	1 800 000

251. Le tableau 15 donne la ventilation par article du crédit demandé pour 1967, du crédit ouvert pour 1966 et des dépenses de 1965 :

Tableau 15

IMPRIMERIE : VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967
		<i>Dollars des Etats-Unis</i>		
I. — Documents officiels	1 020 500	1 020 615	739 555	(115)
II. — Publications périodiques	892 300	778 275	752 148	114 025
III. — Etudes et rapports	276 000	282 200	153 972	(6 200)
IV. — Service de l'information	113 000	98 400	109 770	14 600
V. — Comité central permanent des stupéfiants et Organe de con- trôle des stupéfiants	19 000	18 860	16 634	140
VI. — Autres travaux contractuels d'imprimerie	52 200	51 650	46 078	550
TOTAL, articles I ^{er} à VI	2 373 000	2 250 000	1 818 157	123 000
VII. — A déduire: Economies réali- sées grâce à la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat....	(465 000)	(450 000)	(465 123)	(15 000)
TOTAL, chapitre 11	1 908 000	1 800 000	1 353 034	108 000

252. Le Secrétaire général attribue l'augmentation de 108 000 dollars du crédit demandé pour 1967 aux trois facteurs suivants :

a) La tendance continue à la hausse des coûts de production, qui représente environ 5 p. 100 des dépenses relatives aux travaux d'imprimerie de l'Organisation ;

b) L'expansion des activités de l'ONU, particulièrement dans les domaines économique et social, et les demandes des gouvernements Membres désireux d'obtenir des publications statistiques de plus en plus nombreuses au sujet des grands problèmes économiques ;

c) Le coût des tirages nécessaires pour faire face à l'accroissement des ventes.

253. Les principaux postes où apparaissent les augmentations qui concourent à l'augmentation globale de 108 000 dollars sont l'article II (Publications périodiques), 114 025 dollars, et l'article IV (Service de l'information), 14 600 dollars ; ces majorations sont en partie compensées par une réduction de 6 200 dollars à l'article III (Etudes et rapports) et par une augmentation de 15 000 dollars du crédit porté à l'article VII au titre de la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat. Alors que le crédit total demandé à l'article premier (Documents officiels) a été maintenu au même niveau que pour 1966, soit 1 020 500 dollars environ, les chiffres détaillés figurant dans le budget donnent un total d'environ 1 170 500 dollars,

soit une augmentation de 150 000 dollars par rapport à 1966. Le Secrétaire général déclare que ce montant plus élevé serait nécessaire si le programme était entièrement exécuté, mais étant donné que les dépenses effectives au cours des exercices passés ont été inférieures aux crédits ouverts, en partie par suite de l'impossibilité d'achever l'ensemble du programme de travail dans l'année, il se borne pour le moment à demander un crédit égal à celui qui avait été ouvert pour 1966. Toutefois, cela ne devrait pas écarter la possibilité d'exécuter intégralement le programme en 1967, auquel cas le Secrétaire général déclare qu'il pourrait devoir demander des crédits additionnels ou différer une partie des travaux considérés.

254. L'augmentation de 114 025 dollars qui apparaît à l'article II est constituée essentiellement par 70 000 dollars destinés à des publications statistiques pour le Département des affaires économiques et sociales, 36 000 dollars destinés aux commissions économiques régionales et 8 400 dollars destinés aux publications du Service juridique. Le crédit de 276 000 dollars demandé à l'article III (Etudes et rapports), tout en étant légèrement inférieur au crédit ouvert pour 1966, fait apparaître une augmentation d'environ 122 000 dollars par rapport aux dépenses effectives de 1965. L'augmentation de 14 600 dollars à l'article IV semble provenir essentiellement de l'accroissement du nombre de pages jugé nécessaire pour la publication en trois langues de

la chronique mensuelle de l'ONU. Comme on l'a noté plus haut, les économies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications dans les ateliers du Secrétariat, qui avaient été évaluées à 450 000 dollars pour 1966, sont estimées à 465 000 dollars pour 1967, montant égal aux économies effectivement réalisées en 1965.

255. En ce qui concerne le crédit demandé pour les documents officiels, en particulier pour ceux de l'Assemblée générale, de ses commissions et comités et du Conseil de sécurité, le Comité consultatif, tout en reconnaissant que le Secrétaire général a calculé ses prévisions de dépenses en se fondant sur une tendance constante à l'accroissement du nombre des réunions, n'oublie pas cependant que les projections ont un caractère provisoire et que différents éléments inconnus interviennent; il estime en conséquence que les prévisions du Secrétaire général sont peut-être par trop pessimistes. Quoi qu'il en soit, le Comité espère qu'aucun effort ne sera épargné en vue de produire des documents plus concis, ce qui permettrait de réduire le total du nombre de pages de tous les documents officiels, qui représentent presque 55 p. 100 de l'ensemble des crédits demandés au chapitre 11.

256. Le nombre des publications énumérées à l'article II justifierait à lui seul une réévaluation complète de l'ensemble du programme. On a fait valoir au Comité consultatif que toutes les publications périodiques découlent de résolutions de l'Assemblée générale ou d'autres organes directeurs et ne peuvent par conséquent pas être interrompues sans l'approbation des organes intéressés; le Comité s'estime toutefois dans l'obligation de répéter ce qu'il n'a cessé de souligner au cours des années passées: le programme de publications ne répondra aux besoins de la majorité des Etats Membres que si les organes directeurs sont disposés à adopter une politique rationnelle, à s'imposer la discipline la plus rigoureuse et à établir des priorités dans la limite des ressources financières disponibles. Dans cet esprit, le Comité a suggéré dans son rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget pour 1966⁸⁷ que le Secrétaire général envisage la possibilité de transformer le Bulletin mensuel de statistiques en publication trimestrielle. A sa session actuelle, le Comité a eu l'occasion d'examiner cette question avec les représentants du Secrétaire général qui ont déclaré que la très grande majorité des données sont en fait recueillies et publiées mensuellement et qu'une publication moins fréquente du bulletin nuirait à son caractère d'actualité. Le Comité a également appelé l'attention sur la nécessité de faire en sorte que l'ONU et les institutions spécialisées prennent des mesures appropriées en vue d'éviter les doubles emplois dans leurs programmes de publications.

257. Dans le rapport susmentionné⁸⁸, le Comité consultatif a également suggéré que des renseignements plus détaillés lui soient désormais fournis en ce qui concerne les publications figurant à l'article III pour lesquelles les autorisations de dépenses découlent également de décisions prises par des organes directeurs. Le Comité a examiné le détail des crédits demandés pour 1967 et est satisfait de la sélection et des critères de priorité appliqués par le Comité des publications aux rubriques de cet article. Néanmoins, le Comité est cer-

tain que des économies peuvent être réalisées sur les dépenses prévues à cet article.

258. Comme le Comité l'a noté plus haut, au paragraphe 254, l'augmentation de 14 600 dollars qui apparaît à l'article IV est essentiellement attribuable à l'accroissement du nombre des pages de la chronique mensuelle de l'ONU. Bien que le Comité consultatif ne recommande pas de réduction précise pour chacun des articles du présent chapitre, il pense à l'article IV dans sa recommandation et suggère en outre que cette observation soit prise en considération dans l'ensemble des crédits relatifs au Service de l'information pour 1967, au sujet desquels le Comité a indiqué sa manière de voir au paragraphe 110.

259. Une autre question à propos de laquelle le Comité a présenté des observations l'an dernier est celle du volume optimum des travaux de reproduction à faire effectuer par les ateliers du Secrétariat pour lesquels un crédit de 465 000 dollars est porté à l'article VII pour 1967 contre 450 000 dollars pour 1966. Notant que le niveau du crédit était resté approximativement le même pendant trois ans, le Comité a estimé que le crédit proposé pouvait raisonnablement être augmenté. Le Comité a examiné cette question avec les représentants du Secrétaire général et a été informé qu'elle a été suivie de près par les services techniques compétents qui signalent que les installations de composition "à froid", qui sont le principal facteur déterminant, fonctionnent au maximum et que toute nouvelle réduction des dépenses relatives aux travaux d'imprimerie effectués à l'extérieur dépendrait de l'adoption de méthodes de composition qui se prêtent aux procédés de reproduction par héliogravure pour lesquels l'Organisation a fait au cours des années passées de nombreux et importants investissements en matériel lourd. Le Comité a toutefois reçu l'assurance que cette question est suivie de près et qu'un rapport sera présenté ultérieurement.

260. Le Comité consultatif a également suggéré⁸⁹ que le Secrétaire général envisage la possibilité de renforcer les procédures et processus qui régissent actuellement la rédaction des documents en vue de réduire ou d'éliminer tout texte inutile qui n'est pas essentiel à la publication d'une documentation concise, objective et utile. Le Comité se félicite d'apprendre que le Secrétaire général est en train d'examiner cette question et a déjà formulé certaines propositions qu'il a l'intention de mettre en œuvre dans un avenir proche. Le Comité consultatif sera heureux de prendre connaissance du rapport du Secrétaire général le moment venu.

261. Comme lors des années passées, le Comité consultatif a noté que la répartition entre les divers pays des dépenses effectives d'imprimerie n'avait pas marqué d'amélioration sensible en 1965. Sans contester les considérations qui doivent entrer en ligne de compte lors de la passation des contrats d'imprimerie, le Comité tient à insister pour que, sous réserve de respecter la règle fondamentale de l'achat au meilleur prix, des efforts accrus soient déployés en vue de répartir les contrats d'imprimerie sur une base géographique plus large, en tenant tout particulièrement compte des possibilités offertes par les pays en voie de développement. A cet égard, il serait possible d'envisager d'entrer en rapport avec les imprimeries nationales (ou leur équivalent), particulièrement dans les pays en voie de développement, afin de déterminer si des contrats relatifs à la

⁸⁷ Ibid., vingtième session, Supplément n° 7 (A/6007), par. 281.

⁸⁸ Ibid., par. 283.

⁸⁹ Ibid., par. 286.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

reproduction des documents et de publications des Nations Unies les intéresseraient, et de connaître le type d'installations dont elles disposent ainsi que la capacité de production qui pourrait être affectée à ces travaux.

262. Enfin, le Comité tient à ajouter qu'il estime que, comme l'expérience passée l'a montré, toutes les publications inscrites dans le projet de budget pour 1967 ne pourront pas être publiées dans la pratique, tandis que toutes les réunions, sur lesquelles se fondent les demandes de crédit pour les documents officiels, auront lieu en fait.

263. Pour toutes ces raisons, le Comité consultatif est convaincu que les dépenses effectives d'imprimerie pour 1967 pourront être maintenues approximativement au niveau du crédit ouvert pour 1966. Il recommande en conséquence d'ouvrir, au chapitre 11, un crédit de 1 815 000 dollars, soit 93 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Le Comité suggère que la réduction porte essentiellement sur les articles premier, II, III et IV, bien que la répartition effective doive être laissée aux soins du Secrétaire général.

Dollars

Réduction recommandée:
Chapitre 11.— Imprimerie 93 000

Titre IV. — Dépenses spéciales

CHAPITRE 12. — DÉPENSES SPÉCIALES

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général..	8 963 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	8 957 000
1965 (dépenses effectives).....	8 515 731
1966 (crédit ouvert).....	8 885 800

264. Le présent chapitre comprend un nouvel article III où est demandé un crédit de 30 000 dollars pour aider à construire de nouvelles classes, aménager de nouvelles installations et se procurer du matériel supplémentaire pour l'Ecole internationale de Genève. Les activités sur lesquelles portent les autres articles de ce chapitre sont résumées dans le texte du projet de budget, qui mentionne également les résolutions pertinentes. Le tableau suivant permet de comparer les crédits nécessaires pour les années 1965, 1966 et 1967 respectivement:

Tableau 16

<i>Articles</i>	<i>1967 Crédit demandé</i>	<i>1966 Crédit ouvert</i>	<i>1965 Dépenses</i>
	<i>Dollars des Etats-Unis</i>		
I. — Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée.....	96 500	40 800	33 143
II. — Ecole internationale des Nations Unies, New York	Pour mémoire	57 000	45 000
III. — Ecole internationale, Genève.....	30 000	—	—
IV. — Programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain.....	30 000	50 000	21 421
V. — Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	8 717 500	8 668 000	8 351 514
VI. — Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal.....	70 000	50 000	46 620
VII. — Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement (Service de l'information).....	19 500	20 000	18 033
TOTAL, chapitre 12	8 963 500	8 885 800	8 515 731

265. En ce qui concerne l'article premier, le Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée a été créé et est entretenu conformément aux dispositions de la résolution 977 (XX) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955. Le terrain sur lequel est situé le Cimetière a été concédé à perpétuité à l'Organisation des Nations Unies en vertu d'un accord, entré en vigueur le 11 décembre 1959, qui a été conclu conformément à ladite résolution, et dont le texte a été communiqué à l'Assemblée générale (A/4330).

266. Le crédit de 96 500 dollars demandé pour 1967 pour le Cimetière de Corée est supérieur de 55 700 dollars au crédit ouvert pour 1966. Cette augmentation est principalement imputable à la construction de deux bâtiments permanents destinés à remplacer les deux édifices administratifs temporaires (baraquements quonset) qui servent depuis 10 ans et qui, selon le rapport du Secrétaire général, sont dans un état de dégradation tel que l'on ne peut plus les réparer. Le Secrétaire général propose donc d'édifier un petit bâti-

ment administratif (27 000 dollars) et un petit bâtiment pour la machinerie et l'entrepôt (30 000 dollars); il indique qu'il ne serait pas rentable d'échelonner l'exécution de ce projet sur 1967 et 1968 parce que le coût de la main-d'œuvre et des fournitures dans la région va en augmentant et qu'il serait vain de continuer à réparer les bâtiments existants. A cet égard, il y a lieu de noter que la plus grande partie des 7 000 dollars accordés en 1966 pour la réparation des baraquements quonset ne sera pas dépensée, étant donné les nouvelles propositions.

267. Le Comité consultatif reconnaît qu'il convient d'entretenir le Cimetière et d'y faire les réparations voulues dans l'esprit qui a présidé à sa création. Toutefois, les dépenses prévues pour la construction des deux petits bâtiments semblent assez élevées, et le Comité estime qu'il devrait être possible d'édifier des locaux permanents satisfaisants à meilleur prix. En conséquence, il recommande de réduire de 6 500 dollars le crédit demandé à l'article premier pour 1967.

268. Le Secrétaire général fait connaître son intention de construire en 1968 un troisième bâtiment qui servira de salle d'accueil pour les visiteurs et comportera un emplacement approprié pour exposer les divers objets d'intérêt historique appartenant au Cimetière; le coût de ce dernier bâtiment est estimé à 56 000 dollars. L'Assemblée générale souhaitera sans doute se prononcer sur cette question lors de sa prochaine session; aussi le Comité consultatif n'est-il pas en mesure de faire actuellement des observations à ce sujet.

269. Comme au cours des années précédentes, on a fait figurer, pour mémoire, à l'article II du chapitre 12 du projet de budget initial pour 1967, une rubrique concernant l'Ecole internationale de New York. Depuis 6 ans, l'Assemblée générale est obligée de prélever des fonds sur le budget ordinaire de l'Organisation pour aider à combler les déficits annuels d'exploitation de l'Ecole. A sa vingtième session, l'Assemblée a pris note avec reconnaissance des offres faites en vue de fournir et d'aménager un site ainsi que de construire et d'équiper une nouvelle école internationale à New York. Le Secrétaire général fait savoir qu'il présentera à ce sujet un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

270. Comme il est noté au paragraphe 264, le crédit demandé à l'article III doit permettre de faire une contribution de 30 000 dollars à l'Ecole internationale de Genève. Présentant pour la première fois une proposition sous cette rubrique, le Secrétaire général signale que cette Ecole, créée il y a une quarantaine d'années sur l'initiative des fonctionnaires de la Société des Nations et du Bureau international du Travail, n'a ni les locaux, ni l'équipement, ni le personnel enseignant nécessaires à l'effectif de 1 500 élèves qui est maintenant le sien. Il est donc indispensable de construire de nouvelles salles de classe, d'aménager de nouvelles installations et de se procurer du matériel supplémentaire si l'on veut que l'Ecole puisse continuer de dispenser un enseignement de la même qualité. L'Ecole, qui est gérée comme une organisation à but non lucratif, par un conseil d'administration, ne dispose actuellement d'aucun fonds de dotation, et ses immobilisations ne sont guère importantes. Les dépenses d'exploitation sont actuellement couvertes par les droits de scolarité, qui ont été majorés de quelque 50 p. 100 ces dernières années. Afin de résoudre ce problème, l'Ecole a lancé une campagne intensive qui doit permettre de recueillir au cours des dix prochaines années les fonds nécessaires à l'accomplissement de ses fins. Il a notamment été fait appel aux organisations internationales, à des établissements commerciaux locaux ou internationaux, à des fondations ainsi qu'aux parents et aux anciens élèves. A cet égard, l'Ecole espère obtenir des organisations internationales à Genève qu'elles versent une contribution annuelle de 100 000 dollars environ pendant 10 ans, et recueillir une somme supplémentaire de 200 000 dollars par an pendant la même période en s'adressant aux sociétés locales qui emploient des personnes dont les enfants fréquentent l'Ecole, aux anciens élèves et aux parents; elle pense aussi obtenir des sommes importantes de fondations qui ont fait savoir qu'elles étaient disposées à envisager des contributions correspondantes.

271. Le Comité consultatif n'est pas opposé à la proposition du Secrétaire général, mais il estime que

les renseignements fournis ne sont pas suffisants pour lui permettre de faire une recommandation bien fondée, et il se propose donc d'examiner la question lors de la reprise de sa session à Genève. En conséquence, il n'a aucune observation à faire pour le moment en ce qui concerne la contribution de 30 000 dollars. Il espère cependant que le rapport que le Secrétaire général a l'intention de présenter à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale indiquera plus clairement le montant total de l'appui financier à prévoir, et en particulier les contributions escomptées de la part des organisations internationales ayant leur siège à Genève.

272. S'agissant de l'article IV (Programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain) le Comité consultatif a noté, dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)⁴⁰, qu'à en juger d'après le nombre des étudiants qui ont bénéficié de ce programme, celui-ci n'avait pas donné jusque-là de résultats satisfaisants. Tout en reconnaissant les difficultés que peut soulever l'exécution d'un tel programme, il a exprimé l'espoir que les directives données par l'Assemblée générale seraient suivies de plus près⁴¹. La réduction des crédits demandés pour 1967 montre que peu de progrès ont été faits dans ce sens, et le Secrétaire général pense que, sur le crédit de 50 000 dollars qui a été ouvert en 1966, 30 000 au maximum suffiront à financer le programme. Le Secrétaire général indique que 31 bourses au total ont été offertes et acceptées depuis le début du programme en 1962. Trois des boursiers ont achevé leurs études et 20 ont abandonné en cours d'études, de sorte que 8 boursiers poursuivaient encore leurs études en janvier 1966. Au moment où le projet de budget pour 1967 a été établi, les nouvelles demandes en cours d'examen étaient assez peu nombreuses.

273. Le crédit demandé à l'article V (Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies) doit permettre de couvrir le service des intérêts — au taux de 2 p. 100 par an — afférents aux obligations vendues et le remboursement, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale mentionnées dans le paragraphe 12.29 du projet de budget pour 1967, des annuités du principal venant à échéance. Sur la base des ventes effectives au 15 janvier 1966, les intérêts et le principal remboursable sont légèrement inférieurs au crédit ouvert pour l'exercice 1966 (8 662 218 dollars contre 8 668 000 dollars). Le total du produit de la vente des obligations s'est chiffré à 169 905 679 dollars. Le prochain paiement — 15 janvier 1967 — au titre des intérêts et des annuités du principal venant à échéance est estimé à 8 717 459 dollars. Sous réserve de toute modification qui pourrait être nécessaire eu égard aux demandes de crédit révisées, le Comité consultatif recommande d'ouvrir le crédit de 8 717 500 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article V (Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies).

274. Le crédit demandé à l'article VI est destiné au Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal, institué conformément aux résolutions 1808 (XVII) et 1973 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1962 et du 16 décembre 1963 respectivement. Le Secrétaire général indique que, à la fin de 1965, 39 personnes faisaient

⁴⁰ *Ibid.*, par. 294 et 295.

⁴¹ Résolution 1705 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

effectivement des études, quatre autres devant commencer leurs études en 1966. En outre, on prévoit qu'en 1966 presque toutes les bourses déjà octroyées seront renouvelées et que 15 à 20 nouvelles bourses seront accordées. On pense qu'il en sera de même en 1967. Il semble donc que ce programme ait obtenu un succès plus que passable, ce qui justifie l'augmentation de 20 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966. Le Comité a également appris avec intérêt qu'à l'avenir on prévoyait d'accorder presque toutes les bourses pour des études en Afrique, ce qui permettra de réduire le coût moyen des bourses et de donner de l'extension au programme, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

275. Le crédit de 19 500 dollars demandé pour 1967 à l'article VII est destiné au Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement (Service de l'information). Dans son rapport à l'Assemblée générale sur cette rubrique du projet de budget pour 1966⁴², le Comité consultatif a déclaré qu'il n'était pas entièrement convaincu de l'efficacité de ce programme et a suggéré que le Secrétaire général examine plus avant l'opportunité d'en poursuivre l'exécution. Lorsqu'il a examiné le programme du Service de l'information pour 1967, il a discuté de ce projet avec le représentant du Secrétaire général. Sur la base des résultats obtenus dans le cadre de ce programme, tels qu'ils ont été décrits au Comité, et étant donné la nature de l'ordre du jour du cycle d'études proposé pour 1967 et le niveau des participants, le Comité consultatif n'a pas d'autres observations à présenter pour le moment; il tient cependant à rappeler que le programme en question est soumis aux limitations budgétaires applicables à l'ensemble des activités d'information, comme l'indique le paragraphe 110 du présent rapport.

276. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande, en ce qui concerne les crédits demandés actuellement au chapitre 12 pour 1967, d'ouvrir un crédit de 8 957 000 dollars, soit 6 500 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Dollars

Réduction recommandée:

Chapitre 12. — Dépenses spéciales

Art. 1er. — Cimetière où sont ensevelis les morts
des Nations Unies en Corée..... 6 500

⁴² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 7 (A/6007), par. 301.

Titre V. — Programmes techniques

CHAPITRES 13, 14 ET 15. — PROGRAMMES TECHNIQUES

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général..	6 400 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	6 400 000
1965 (dépenses effectives)	6 393 295
1966 (crédit ouvert)	6 400 000

277. Le crédit demandé au présent titre doit permettre de financer celles des opérations d'assistance technique de l'ONU dont le coût est imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation. Ces opérations peuvent se répartir en trois catégories principales:

I. — Développement économique, développement social et administration publique (chap. 13):

- a) Assistance technique concernant le développement économique, telle que l'Assemblée générale l'a envisagée dans ses résolutions 200 (III) du 4 décembre 1948 et 304 (IV) du 16 novembre 1949;
- b) Assistance technique concernant différents aspects du développement social telle que l'Assemblée générale l'a envisagée dans ses résolutions 418 (V) du 1^{er} décembre 1950, 537 (VI) du 2 février 1952, 1042 (XI) du 21 février 1957 et 1838 (XVII) du 18 décembre 1962;
- c) Services consultatifs, consultations, formation et recherche en matière d'administration publique, tels que l'Assemblée générale les a envisagés dans ses résolutions 518 (VI) du 12 janvier 1952, 723 (VIII) du 23 octobre 1953 et 1024 (XI) du 21 décembre 1956;
- d) Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration conformément à la résolution 1530 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960.

II. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (chap. 14)

III. — Contrôle des stupéfiants (chap. 15)

278. La ventilation entre les principaux domaines d'activité des dépenses effectives pour 1965, des crédits demandés pour 1966 et des crédits provisoirement demandés pour 1967 figure au tableau 17.

Tableau 17

PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DONT ON ENVISAGE
D'IMPUTER LE COÛT SUR LE BUDGET ORDINAIRE, PRÉSENTÉS
PAR ORDRE DE PRIORITÉ

Chapitres	Domaines d'activité	Programme proposé pour 1967	Programme initial pour 1966 tel qu'il a été approuvé par le CAT	Programme pour 1965
Dollars des États-Unis				
13.	Développement économique	3 449 600	3 296 300	3 108 598
	Protection sociale	1 818 200	1 918 800	1 951 698
	Administration publique	837 200	889 900	1 083 310
	Total partiel	6 105 000	6 105 000	6 143 606
14.	Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	220 000	220 000	176 881
15.	Contrôle des stupéfiants	75 000	75 000	72 808
	TOTAL	6 400 000	6 400 000	6 393 295

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

279. On se souviendra qu'à la suite de l'institution par l'Assemblée générale du Programme des Nations Unies pour le développement ⁴⁸ il a été décidé que l'examen et l'approbation des propositions annuelles relatives au Programme ordinaire d'assistance de l'ONU, qui étaient auparavant du ressort du Comité de l'assistance technique, incomberaient désormais à l'organe qui lui a succédé, à savoir le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

280. A sa session de janvier, le Conseil d'administration examine la composition du Programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU; à sa session de juin il examine la portée et la nature de ce programme et fait des recommandations quant au montant des crédits à ouvrir pour l'exercice suivant.

281. Le crédit provisoirement demandé par le Secrétaire général pour le Programme ordinaire d'assistance technique pour 1967 peut être réparti entre deux éléments: a) les programmes par pays, et b) les programmes régionaux et interrégionaux. Les crédits demandés s'élèvent à 3 357 900 dollars pour la première catégorie et à 3 042 100 dollars pour la deuxième. Les chiffres définitifs seront présentés à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session une fois que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour

⁴⁸ Résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale en date du 22 novembre 1965.

le développement aura formulé ses recommandations quant au niveau et à l'utilisation des ressources du Programme ordinaire pour 1967 et que les décisions que prendra à cet égard le Conseil économique et social à sa quarante et unième session seront connues.

282. Le Comité consultatif recommande d'ouvrir au titre V du projet de budget pour 1967 le crédit de 6 400 000 dollars demandé par le Secrétaire général.

Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes

CHAPITRE 16. — MISSIONS SPÉCIALES

	Dollars
Crédit demandé par le Secrétaire général . . .	2 993 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 943 000
1965 (dépenses effectives)	3 716 423
1966 (crédit ouvert)	4 317 990

283. Le crédit de 2 993 000 dollars demandé au présent chapitre doit permettre de couvrir les besoins des missions spéciales existantes et fait apparaître, par rapport au crédit de 4 317 990 dollars ouvert pour 1966, une réduction de 1 324 990 dollars. Le tableau 18 indique la ventilation par article et par exercice pour 1965, 1966 et 1967.

Tableau 18

MISSIONS SPÉCIALES ET ACTIVITÉS CONNEXES: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE
POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967
	<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
I. — Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine	2 033 000	1 805 400	1 768 223	227 600
II. — Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine.	—	16 450	34 101	(16 450)
III. — Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	716 300	2 046 600	1 225 509	(1 330 300)
IV. — Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan	46 100	40 600	40 704	5 500
V. — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	182 200	123 100	110 796	59 100
VI. — Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman.	15 400	25 140	26 667	(9 740)
VII. — Remplacement des fonctionnaires envoyés en mission	—	130 700	118 604	(130 700)
Missions antérieures ne faisant l'objet d'aucune demande de crédit pour 1967	—	130 000 ^a	391 819 ^b	(130 000)
TOTAL, chapitre 16	2 993 000	4 317 990	3 716 423	(1 324 990)

^a Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

^b Règlements et ajustements divers concernant des missions et des commissions d'années antérieures (796 dollars), Médiateur des Nations Unies pour Chypre (31 974 dollars), surveillance des élections dans les îles Cook (37 598 dollars), Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (115 647 dollars), Représentant du Secrétaire général dans la République Dominicaine (205 804 dollars).

284. Le Secrétaire général signale à propos du crédit demandé au présent chapitre que, dans les budgets précédents, les montants correspondant aux traitements, aux salaires et aux dépenses communes de personnel des membres des diverses missions spéciales ne concernaient que le personnel spécialement recruté sur le plan local ou sur le plan international pour une mission particulière, et que les dépenses concernant le personnel temporairement détaché auprès d'une mission étaient inscrites selon qu'il convenait aux chapitres 3, 4 et 17; en revanche, les crédits maintenant demandés au présent chapitre pour chacune des missions sont destinés à couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel concernant tous les postes inscrits au tableau d'effectifs de la mission, y compris les postes occupés par le personnel détaché mais non compris les postes occupés par des agents du Service mobile qui sont inscrits au chapitre 17.

285. En outre les sommes précédemment demandées dans ce chapitre devaient permettre de couvrir les dépenses relatives au personnel temporaire qu'il fallait le cas échéant recruter pour remplacer le personnel détaché auprès de missions; mais à la suite de l'augmentation générale des activités de la plupart des secteurs du Secrétariat il n'est dorénavant plus possible, dans la plupart des cas, de détacher du personnel pour de longues périodes sans demander de remplacement. En conséquence le Secrétaire général a supprimé l'article relatif aux dépenses entraînées par les remplacements et signale que des crédits seront demandés aux chapitres 3 et 4 pour couvrir entièrement toutes les dépenses relatives aux postes devenus vacants par suite du départ des fonctionnaires détachés.

286. Le Comité consultatif, tout en comprenant le désir du Secrétaire général de faire apparaître la totalité des dépenses de chaque mission spéciale dans un même chapitre du budget, est néanmoins tenu de signaler qu'avec l'ordonnance du budget pour 1967 il est extrêmement difficile d'identifier toutes les dépenses qui, pour les exercices précédents, étaient partiellement inscrites aux chapitres 3 et 4 du budget, de sorte qu'une étude comparative est plus malaisée. Le Comité a présenté d'autres observations sur cette question aux paragraphes 154 et 155 du présent rapport, à propos du chapitre 3.

287. Outre le crédit de 4 317 990 dollars ouvert pour 1966 au titre du présent chapitre, le Secrétaire général, aux termes du paragraphe 1 de la résolution 2126 (XX) de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1966, a demandé et obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour les engagements de dépenses suivants: 21 000 dollars pour la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (Services du représentant technique); 41 250 dollars pour le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; et 21 200 dollars pour la quatrième session du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. En accordant son assentiment à ces demandes, le Comité consultatif a exprimé l'espoir que le Secrétaire général pourrait couvrir ces dépenses supplémentaires sans dépasser, autant que possible, les crédits totaux ouverts pour 1966.

288. Le Comité tient à rappeler ce qu'il a déjà signalé au cours de ces dernières années, à savoir que, étant donné que les missions spéciales qui font l'objet du chapitre 16 ont été entreprises comme suite à des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le Comité consultatif a toujours examiné les demandes de crédit présentées par le Secrétaire général au titre de ce chapitre de manière à faire en sorte que les activités en question soient gérées de la façon la plus économique et la plus efficace. En même temps le Comité a signalé qu'il était nécessaire, notamment dans le cas de missions existant depuis longtemps, de procéder à un examen périodique de leurs besoins sur le plan de l'administration et de l'organisation.

289. En outre le Comité consultatif est convaincu que, lorsqu'une mission ou une activité dont les dépenses sont inscrites au présent chapitre du budget a été décidée, tous les Etats Membres comptent que les organes politiques qui ont pris la décision suivront leurs travaux ou leur déroulement et se préoccuperont de savoir s'il y a lieu de les poursuivre. A cet égard le Comité consultatif rappelle ci-après le texte initial qui a autorisé la création de chacune des missions spéciales actuellement inscrites au chapitre 16:

<i>Missions</i>	<i>Résolutions</i>
I. — Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine.....	S/48 (1948) du 23 avril 1948 (S/727)
II. — Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (Services du représentant technique)	1912 (XVIII) de l'Assemblée générale du 3 décembre 1963
III. — Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.....	S/39 (1948) du 20 janvier 1948 (S/654). S/47 (1948) du 21 avril 1948 (S/726)
IV. — Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan	S/80 (1950) du 14 mars 1950 (S/1469)
V. — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.....	376 (V) de l'Assemblée générale du 7 octobre 1950
VI. — Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman.....	1237 de l'Assemblée générale (ES-III), du 21 août 1958

290. En ce qui concerne les crédits demandés pour 1967 pour les divers articles du chapitre 16, le Comité consultatif reconnaît qu'il est difficile de préciser les conséquences administratives et budgétaires de décisions politiques, et sans vouloir présenter d'observations particulières à propos des diverses rubriques du chapitre 16, il tient à faire une remarque générale sur les divers éléments de ce chapitre et sur le montant global des crédits demandés.

291. Le Comité a examiné les crédits demandés pour chacun des articles du chapitre 16 et est arrivé à la conclusion qu'il est possible de réaliser des économies dans plusieurs rubriques telles que frais de voyage et indemnités de subsistance, utilisation et entretien des véhicules, achat de matériel de transport et communications, transport de marchandises, fournitures et services.

292. Compte tenu de toutes ces considérations le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 16, pour l'exercice 1967, un crédit de 2 943 000 dollars, soit 50 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. En ce qui concerne la ventilation entre les divers articles de la réduction recommandée, le Comité suggère qu'on en laisse le soin au Secrétaire général.

Dollars

Réduction recommandée:

Chapitre 16. — Missions spéciales et activités connexes 50 000

CHAPITRE 17. — SERVICE MOBILE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général... 1 833 200
 Crédit recommandé par le Comité consultatif 1 821 000
 1965 (dépenses effectives) 1 676 797
 1966 (crédit ouvert) 2 106 200

293. Le crédit demandé à ce chapitre est destiné à couvrir le coût d'un service mobile comptant un effectif de 217 agents⁴⁴ (ce qui représente une réduction de 11 postes par rapport à 1966); il ne tient pas compte de 54 agents affectés à la Force d'urgence des Nations Unies, de 29 agents affectés à la Force des Nations Unies à Chypre, ni de 16 agents qui travaillent dans les bureaux locaux du programme des Nations Unies pour le développement, les dépenses relatives à ces 99 autres agents étant imputées au budget des missions intéressées. Sur les 217 agents pour lesquels des crédits sont demandés pour 1967 au chapitre 17, deux opéra-

teurs radio sont affectés à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui rembourse leur traitement.

294. La diminution globale de 273 000 dollars par rapport au crédit de 2 106 200 dollars ouvert pour 1966 est due à la suppression de 41 postes au total dans les tableaux d'effectifs du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine. Cette suppression a notamment été rendue possible par la réduction du nombre d'observateurs militaires affectés à chacune des deux missions.

295. A cet égard on se souviendra qu'à la suite d'une demande du Secrétaire général tendant à accroître d'urgence l'effectif des observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan en 1965⁴⁵, l'Assemblée générale avait également autorisé⁴⁶ l'affectation à cette mission de 39 nouveaux agents du Service mobile. La réduction en 1967 du nombre des agents du Service mobile affecté au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan correspond dans une large mesure à un retour aux conditions qui existaient avant l'adoption de ces mesures d'urgence. Le Comité consultatif note aussi que le Secrétaire général prévoit une économie de quelque 120 200 dollars au chapitre 17 du fait de l'amélioration de la situation dans la région.

296. Le Comité reconnaît qu'une réduction assez sensible a été opérée dans le crédit demandé au présent chapitre par rapport au crédit ouvert pour 1966, mais il s'attendait à des économies plus importantes et à un ajustement qui aurait rapproché davantage le crédit demandé du niveau des dépenses pour 1965 qui, il ne faut pas l'oublier, comportaient des frais supplémentaires du fait de certaines mesures d'urgence prises vers la fin de l'exercice en question. Le Comité n'ignore pas que, lorsque le personnel a été augmenté pour faire face à une situation d'urgence donnée, il est difficile ensuite de revenir aux effectifs antérieurs lorsque la situation redevient normale à cause d'une tendance naturelle à conserver cette réserve supplémentaire. On peut donc penser qu'il eût été possible d'opérer des réductions supplémentaires dans la rubrique de l'article premier relative aux postes permanents. Le Comité suggère que le Secrétaire général suive de près la situation.

297. Il semble également que des réductions pourraient être opérées aux diverses rubriques de l'article II (Dépenses communes de personnel), qui sont fonction du personnel prévu à l'article premier et qui font toutes les sept apparaître pour 1967 des augmentations représentant au total 44 000 dollars par rapport aux dépenses de 1965. Le Comité consultatif reconnaît que dans le cas du Service mobile le montant relativement élevé du crédit demandé pour les dépenses communes de personnel est dû en partie au fait que les frais de voyage au titre des congés dans les foyers sont inscrits à ce chapitre alors que dans le cas du personnel régulier ces dépenses ne sont pas comprises dans le chapitre 4 et sont inscrites au chapitre 5. Néanmoins, en ce qui concerne les autres postes inscrits à l'article II il subsiste un élément de spéculation et le Comité consultatif pense

⁴⁴ A la date du 1^{er} juin 1966, la répartition par nationalité les 327 agents du Service mobile de l'Organisation des Nations Unies était la suivante:

Argentine	1	Honduras	1
Australie	2	Inde	12
Autriche	9	Irlande	46
Belgique	15	Israël	1
Birmanie	3	Italie	16
Brésil	1	Japon	7
Canada	5	Jordanie	1
Ceylan	1	Malaisie	1
Chypre	2	Mauritanie	1
Colombie	8	Mexique	2
Cuba	1	Nigéria	2
Danemark	32	Norvège	16
Egypte	1	Nouvelle-Zélande	2
Espagne	16	Paraguay	2
Etats-Unis d'Amérique	2	Pays-Bas	25
Ethiopie	1	Philippines	12
France	4	Royaume-Uni	18
Ghana	1	Suède	16
Grèce	24	Thaïlande	7
Guatemala	2	Trinité et Tobago	3
Haïti	3	Turquie	2

⁴⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/C.5/1050.

⁴⁶ Résolutions 2124 (XX) et 2125 (XX) de l'Assemblée générale du 21 décembre 1965.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

qu'il est raisonnable de compter que certaines économies pourront être réalisées.

298. En conséquence le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 17 un crédit de 1 821 000 dollars soit 12 200 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

Réduction recommandée:

Chapitre 17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies 12 200

Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

CHAPITRE 18. — HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Crédit demandé par le Secrétaire général... 3 280 400

Crédit recommandé par le Comité consultatif 3 225 000
1965 (dépenses effectives) 2 487 263
1966 (crédit ouvert) 3 011 800

299. Le crédit de 3 280 400 dollars demandé au chapitre 18 dépasse de 268 600 dollars le crédit ouvert pour 1966. Le tableau 19 donne la ventilation par article du crédit demandé pour 1967, du crédit ouvert pour 1966, et des dépenses effectives pour 1965, et indique la déduction au titre des contributions du personnel portée au chapitre premier des prévisions de recettes ainsi que le montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire et versée au budget ordinaire, tel qu'il apparaît au chapitre 2 des prévisions de recettes.

Tableau 19

CHAPITRE 18. — HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967
	Dollars des Etats-Unis			
I. — Traitements et salaires.....	2 356 000	2 157 800	1 784 376	198 200
II. — Dépenses communes de personnel.....	523 400	464 000	408 570	59 400
III. — Frais de voyage du personnel.....	165 000	165 000	126 272	—
IV. — Relations avec le public et information	26 000	26 000	16 025	—
V. — Dépenses de représentations.....	5 000	4 000	2 000	1 000
VI. — Matériel et installations (bureaux ex- térieurs)	19 000	16 000	7 409	3 000
VII. — Frais généraux et fournitures.....	177 000	169 000	141 679	8 000
VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie....	9 000	10 000	932	(1 000)
TOTAL BRUT, chapitre 18	3 280 400 ^a	3 011 800 ^a	2 487 263	268 600
A déduire:				
Recettes provenant des contributions du personnel	427 000	394 000	325 648	33 000
Montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires..	390 000 ^b	390 000 ^b	150 000	—
	817 000	784 000	475 648	33 000
TOTAL NET, chapitre 18	2 463 400	2 227 800	2 011 615	235 600

^a Compte tenu de 39 postes financés jusqu'à la fin de 1965 à l'aide de fonds provenant de contributions volontaires.

^b Chiffre provisoire.

300. Dans son vingtième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)⁴⁷, le Comité consultatif a examiné le rapport détaillé que le Secrétaire général avait présenté sur l'Organisation, l'effectif et la gestion du Siège (Genève), des délégations et des sous-délégations du Haut Commissariat pour les réfugiés ainsi que l'en avait prié le Comité dans son rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget pour 1966⁴⁸.

301. Dans son rapport, le Secrétaire général soulignait l'évolution subie par les programmes administrés par le Haut Commissaire depuis l'adoption du Statut du Haut Commissariat en 1950⁴⁹ et les directives ultérieures de l'Assemblée générale et étudiait en parti-

culier l'étendue des programmes courants, la structure administrative et budgétaire du Haut Commissariat et le montant de la subvention versée au budget ordinaire de l'ONU.

302. Après avoir examiné la structure administrative du Haut Commissariat, le Comité consultatif a estimé que la demande de 14 nouveaux postes permanents n'était pas étayée par des arguments suffisants, mais il a suggéré d'augmenter de 50 000 dollars le crédit demandé pour le recrutement du personnel temporaire dont le Haut Commissariat aurait besoin pour s'occuper de nouveaux réfugiés. En outre, estimant que le bien-fondé de la demande n'avait pas été prouvé, le Comité a recommandé de réduire de 50 p. 100 le crédit demandé pour le reclassement de 14 postes d'administrateur et d'un poste d'agent des services généraux. Le Comité a également appelé l'attention du Haut Com-

⁴⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138.

⁴⁸ Ibid., Supplément n° 7 (A/6007), par. 329.

⁴⁹ Résolution 428 (V) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1950.

missaire sur un certain nombre de questions administratives particulières, soulevées dans le rapport du Secrétaire général.

303. En ce qui concerne le montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires et versée au budget de l'ONU, le Comité a signalé à maintes reprises au cours des dernières années qu'il variait d'une année à l'autre et semblait être fixé de façon pragmatique selon l'importance des contributions volontaires que l'on comptait recevoir pour les programmes courants. Lorsqu'il a examiné cette question, le Comité consultatif est convenu que le Secrétaire général avait raison de dire que la question véritable était de savoir si les dépenses de gestion et d'administration relatives aux activités du Haut Commissaire financées à l'aide de contributions volontaires devaient être entièrement imputées sur le budget de l'ONU ou si elles devaient continuer d'être payées en partie par prélèvement sur le budget ordinaire de l'ONU et en partie à l'aide de contributions volontaires.

304. En présentant ses observations et ses conclusions à l'Assemblée générale⁵⁰, le Comité a indiqué qu'il ne pouvait recommander que toutes les dépenses d'administration du Haut Commissariat soient imputées sur le budget de l'ONU sans être remboursées. Après avoir étudié toutes les solutions possibles, le Comité a recommandé d'appliquer à partir du 1^{er} janvier 1966 le principe d'un partage des dépenses et de fixer le montant de la subvention à 10 p. 100 des engagements contractés au titre du programme courant annuel du Haut Commissaire. Le Comité a également estimé que cette solution aurait l'avantage de faire figurer dans le budget ordinaire de l'ONU toutes les dépenses d'administration, ce qui permettrait ainsi aux Etats Membres d'étudier chaque année toutes les dépenses. En conséquence, tous les besoins en personnel seraient groupés dans un seul tableau d'effectifs dans lequel seraient inscrits pour 1966 les 39 postes dont le coût était imputé antérieurement sur les contributions volontaires. En outre, le Comité consultatif a suggéré de réexaminer ces dispositions après quelques années, jusqu'à ce qu'une certaine expérience aurait été acquise.

305. Bien que le Haut Commissaire ait déclaré qu'il insistait à penser que les dépenses d'administration relatives à toutes les activités financées à l'aide de contributions volontaires devraient être entièrement à la charge de l'ONU, il a indiqué que si la solution suggérée convenait à toutes les parties intéressées, il l'accepterait lui aussi.

306. Par la suite, la formule suggérée a été approuvée par le Comité exécutif du Haut Commissariat et l'Assemblée générale à sa vingtième session⁵¹, de sorte qu'une subvention de 390 000 dollars, calculée sur la base du volume de 3,9 millions de dollars prévu pour le programme courant du Haut Commissaire pour 1966, a été versée au budget de l'ONU.

307. En ce qui concerne la subvention inscrite dans le projet de budget actuel, le Haut Commissaire prévoit que les fonds nécessaires à l'exécution du programme courant pour 1967 dépasseront 4 millions de dollars, l'objectif réel pour 1967 ne sera fixé par le Comité consultatif qu'en octobre 1966. En attendant, le Secrétaire général a inscrit provisoirement pour 1967, au cha-

pitre 2 des prévisions de recettes, une subvention d'un montant identique à celui de 1966, soit 390 000 dollars. Ce chiffre est donc susceptible d'être révisé lorsque le programme courant du Haut Commissaire pour 1967 aura été approuvé.

308. En présentant les prévisions concernant les dépenses d'administration du Haut Commissariat en 1967, le Secrétaire général a indiqué que le Haut Commissaire tenait compte des recommandations du Comité consultatif⁵² et s'efforçait de fournir les services de plus en plus nombreux qui sont requis du Haut Commissariat dans les domaines de la protection internationale et de l'assistance aux réfugiés en procédant à une nouvelle répartition de ses ressources en personnel. A cet égard, après avoir examiné le fonctionnement des délégations en Europe, le Haut Commissaire espère pouvoir transférer, à la fin de 1966, 15 postes (5 postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux) des délégations en Europe aux délégations en Afrique et en Amérique latine, ce qui ramènera de 96 à 81 le nombre des fonctionnaires du HCR en Europe. Cela ne suffira cependant pas pour faire face à tous les besoins en Afrique et au Siège et le Haut Commissaire demande 15 nouveaux postes permanents (5 postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux) pour lui permettre de s'acquitter de toutes les tâches essentielles qui lui incombent aux termes de son statut. Sur les 15 postes demandés, 4 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux sont nécessaires pour le Siège de Genève et un poste d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux pour les délégations en Afrique. Il convient de noter que 4 postes d'administrateur et 5 des 7 postes d'agent des services généraux requis pour le Siège de Genève pour 1967 sont pourvus grâce aux crédits ouverts en 1966 pour le personnel temporaire.

309. Le Comité consultatif n'ignore pas que le Haut Commissariat doit fournir des services de plus en plus nombreux et que des mesures doivent être prises pour lui permettre de le faire; il a donc appris avec intérêt que certaines dispositions avaient été prises pour résoudre ces problèmes urgents en utilisant le personnel existant comme le Comité l'a recommandé les années précédentes. Tout en reconnaissant que des progrès ont été faits dans la voie d'une nouvelle répartition du personnel rendu disponible par la réduction des activités dans les délégations en Europe, le Comité estime qu'il est possible de réduire encore l'effectif de ces délégations. A ce propos, le Comité consultatif est heureux d'apprendre que le Haut Commissaire a pris de nouvelles dispositions pour obtenir l'appui des gouvernements et d'organisations bénévoles non gouvernementales qui se chargeraient de certaines des fonctions et des tâches dont s'acquittent actuellement les délégations en Europe, et note que le Haut Commissaire pense que son appel sera accueilli favorablement.

310. Le Comité consultatif est heureux que le Haut Commissaire ait assuré que l'on ne ménagerait aucun effort pour procéder à une nouvelle répartition du personnel, compte tenu de la diminution des activités en faveur des anciens réfugiés, de manière à faire face à de nouvelles situations d'urgence. A cet égard, le Comité suggère que le Haut Commissaire envisage d'utiliser d'abord les crédits mis à sa disposition en vue du recrutement de personnel temporaire, pour

⁵⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138, 6 à 44.

⁵¹ Ibid., document A/6223, par. 60.

⁵² Ibid., document A/6138.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

exécuter ces programmes d'urgence plus temporaires et plus mouvants, plutôt que de créer de nouveaux postes permanents et d'engager des fonds à titre permanent.

311. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 302, le Comité consultatif, lorsqu'il a présenté ses observations sur les propositions tendant à reclasser 14 postes d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux qu'avait faites le Haut Commissaire pour 1966⁵³, a dit qu'il ne voyait aucune raison de modifier sa recommandation initiale de réduire de 50 p. 100 le crédit demandé à cette fin, et a rappelé qu'il estimait que les propositions de reclassement doivent s'appuyer sur un examen objectif de l'importance des responsabilités que ces postes comportent par comparaison avec d'autres postes.

312. Dans ses propositions budgétaires pour 1967, le Haut Commissaire indique qu'une étude approfondie de tous les postes des services organiques du siège du HCR à Genève a été faite par un haut fonctionnaire de l'Office des Nations Unies à Genève qui a comparé le classement des postes du HCR et celui des postes correspondants à cet Office. Sur la base du rapport sur les résultats de cette étude, on recommande le reclassement en 1967 de 11 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent des services généraux. Toutefois le tableau d'effectifs pour 1966 prévoit déjà le reclassement de 2 de ces postes d'administrateur. On a précisé que ces reclassements ne tenaient pas compte d'un certain nombre d'autres recommandations concernant des reclassements dans la catégorie des administrateurs adjoints de 1^{re} et de 2^e classe et dans celle des services généraux. Le Haut Commissaire exprime aussi l'espoir qu'une étude analogue pourra être entreprise pour les bureaux extérieurs où, à son avis, le classement du personnel laisse encore plus à désirer qu'au siège à Genève.

313. Tout en reconnaissant que des reclassements peuvent se justifier dans certains cas particuliers, le Comité consultatif s'inquiète de constater que les propositions intéressent environ 12 p. 100 de l'effectif actuel des administrateurs. Le Comité rappelle le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale sur le chapitre 3 du projet de budget pour 1966⁵⁴ où il signalait qu'il continuait de s'inquiéter des critères sur lesquels on se fondait pour proposer des reclassements de postes et proposait que le Secrétaire général envisageât

sérieusement d'entreprendre une étude sur les pratiques et procédures comparables suivies dans tous les organismes des Nations Unies aux fins de reclassement de postes et de rendre compte de cette étude. Le Comité estime par conséquent que l'on devrait, dans toute la mesure possible, attendre les résultats de cette étude d'ensemble avant de procéder à des reclassements de postes.

314. Le Comité a également examiné les crédits demandés pour 1967 pour les autres articles du budget du Haut Commissaire et estime qu'il est possible de réaliser des économies dans la plupart des rubriques, notamment en ce qui concerne les frais de voyage du personnel (art. III) et les frais généraux et fournitures (art. VII) sur lesquels un contrôle administratif rigoureux peut être exercé.

315. Compte tenu de toutes les observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 18 un crédit de 3 000 225 dollars, soit 55 400 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général. Il recommande également de fixer provisoirement à 390 000 dollars le montant de la subvention pour 1967, sous réserve d'une révision de ce montant lorsque le programme courant du Haut Commissaire pour 1967 aura été approuvé.

Dollars

Diminution recommandée:

Chapitre 18. — Haut Commissariat pour les réfugiés... 55 400

Titre VIII. — Cour internationale de Justice

CHAPITRE 19. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général...	1 164 900
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 149 900
1965 (dépenses effectives)	1 111 053
1966 (crédit ouvert)	1 074 100

316. L'augmentation nette de 90 800 dollars que fait apparaître le crédit demandé au présent chapitre par rapport au crédit ouvert pour 1966 est entièrement due à l'augmentation des dépenses au titre de deux des quatre articles de ce chapitre, à savoir l'article II (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe) et article III (Charges communes). Le tableau 20 donne la ventilation par article du crédit demandé pour 1967, du crédit ouvert pour 1966 et des dépenses de 1965.

Tableau 20

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE: VENTILATION PAR ARTICLE ET PAR EXERCICE
POUR 1965, 1966 ET 1967

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses	Augmentation (ou diminution) entre 1966 et 1967
<i>Dollars des Etats-Unis</i>				
I. — Traitements et indemnités des membres de la Cour.....	551 800	553 550	574 960	(1 750)
II. — Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	518 550	426 120	438 396	92 430
III. — Charges communes	87 050	77 930	75 620	9 120
IV. — Matériel	7 500	16 500	22 077	(9 000)
TOTAL, chapitre 19	1 164 900	1 074 100	1 111 053	90 800

⁵³ Ibid., par. 22.

⁵⁴ Ibid., Supplément n° 7 (A/6007), par. 181.

317. Le crédit de 551 800 dollars demandé à l'article premier (Traitements et indemnités des membres de la Cour) est inférieur de 1 750 dollars au crédit ouvert pour 1966. De même qu'en 1966, aucun crédit n'a été demandé à la rubrique vii (Juges *ad hoc*, assesseurs, témoins et experts) étant donné que ces dépenses sont, par nature, imprévisibles. Toutefois, de même qu'en 1966, aux termes du projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires pour 1967, le Secrétaire général serait autorisé à engager le cas échéant les dépenses nécessaires jusqu'à concurrence de 37 500 dollars pour les juges *ad hoc* et de 25 000 dollars pour les assesseurs, les témoins et les experts. Les dépenses effectives à ce titre se sont élevées à 41 762 dollars en 1965. Le projet de résolution autorise également le Secrétaire général à engager le cas échéant les dépenses nécessaires, jusqu'à concurrence de 50 000 dollars pour le maintien en fonctions de juges ayant terminé leur mandat, et de 58 500 dollars pour les pensions, les frais de voyage et de déménagement des juges n'ayant pas été réélus et pour les frais de voyage et de déménagement des nouveaux membres de la Cour internationale de Justice.

318. L'augmentation de 92 430 dollars qu'accuse l'article II (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe) est due essentiellement (77 000 dollars) aux dépenses entraînées par le personnel temporaire, qu'il faudra recruter pour traduire les plaidoiries écrites de l'affaire de la *Barcelona Traction*, disposer d'une équipe complète d'interprètes simultanés anglais et français pendant trois mois d'audiences publiques et assurer la traduction de l'abondante documentation relative à cette affaire et aussi pour disposer des dactylographes et du personnel de service supplémentaires requis pour les travaux résultant des débats de la Cour. En outre, 14 500 dollars doivent permettre de couvrir les augmentations périodiques normales de traitement y compris le relèvement de 10 p. 100 des traitements des agents des services généraux qui a pris effet le 1^{er} février 1966.

319. En ce qui concerne le crédit de 55 000 dollars ouvert en 1966 au titre du personnel temporaire, le Comité consultatif croit savoir que les dépenses effectives pour 1966 se situeront aux environs de 110 000 dollars, c'est-à-dire le double du crédit ouvert, à cause de la longueur et de la complexité des affaires relatives au Sud-Ouest africain dont la Cour était saisie.

320. Ayant examiné le niveau du crédit demandé au chapitre 19 pour l'exercice 1967, le Comité consultatif estime qu'il est possible de réaliser une économie de l'ordre de 15 000 dollars. Le nombre des postes permanents du Greffe est faible et reste relativement constant, mais certaines vacances peuvent se produire qui entraînent une incidence sur le budget de 1967. Il semble raisonnablement raisonnable, en se fondant sur l'expérience, d'attendre que les sommes demandées pour couvrir les frais de voyage des juges et du personnel du Greffe et des personnes à leur charge ainsi que d'autres indemnités pour lesquelles des crédits sont demandés comme si elles devaient être toutes intégralement utilisées ne seront peut-être pas complètement utilisées. En outre, il devrait être possible de réaliser des économies sur les dépenses envisagées au titre du personnel temporaire.

321. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 19 un crédit de 1 149 900 dollars, soit 15 000 dollars de moins que ne demande le Secrétaire général.

<i>Réduction recommandée:</i>		<i>Dollars</i>
Chapitre 19. — Cour internationale de Justice.....		15 000

Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

CHAPITRE 20. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

	<i>Dollars</i>
Crédit demandé par le Secrétaire général..	9 100 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	8 800 000
1965 (dépenses effectives)	2 592 861
1966 (crédit ouvert)	5 971 500

322. Les crédits demandés au chapitre 20 concernent la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, constituée en organe de l'Assemblée générale par la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée, en date du 8 janvier 1965.

323. Le crédit demandé (9 100 000 dollars) fait apparaître, par rapport au crédit ouvert pour 1966, une augmentation de 3 128 500 dollars qui se répartit essentiellement entre les éléments ci-après :

- i) 1 833 000 dollars pour la deuxième session de la Conférence;
- ii) 413 000 dollars pour le maintien, en 1967, du tableau d'effectifs de 1966;
- iii) 486 000 dollars pour 76 nouveaux postes demandés pour 1967;
- iv) 396 430 dollars pour divers groupes d'experts ou organes consultatifs et pour les services linguistiques et les services de documentation nécessités par le programme de réunions.

324. Les recettes provenant des contributions du personnel permanent et du personnel temporaire (815 000 dollars) sont comptabilisées au chapitre premier des prévisions de recettes. Quant aux contributions mises en recouvrement auprès d'Etats non membres au titre de leur participation aux activités de la Conférence, dont le montant est estimé à 788 000 dollars, elles seront comptabilisées comme recettes diverses au chapitre 3 des prévisions de recettes.

325. On notera que les prévisions de dépenses relatives à la Conférence ont été présentées pour 1967 sous trois rubriques principales: i) Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs (1 948 000 dollars); ii) Secrétariat de la Conférence (3 980 000 dollars); iii) Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU (3 172 000). Le tableau 21 ci-après indique la répartition des crédits entre les différentes rubriques et les différents articles pour 1965, 1966 et 1967.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 21

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Articles	1967 Crédit demandé	1966 Crédit ouvert	1965 Dépenses
Dollars des États-Unis			
A. — Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs			
I. — Deuxième session de la Conférence.....	1 833 000	—	—
II. — Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs	115 000	21 900	17 606
TOTAL, sessions	1 948 000	21 900	17 606
B. — Secrétariat de la Conférence			
III. — Traitements et dépenses communes de personnel...	3 425 000	2 347 930	984 838
IV. — Consultants	200 000	350 000	148 325
V. — Personnel temporaire et heures supplémentaires....	55 000	175 000	55 071
VI. — Frais de voyage du personnel en mission.....	160 000	179 000	89 718
VII. — Dépenses de représentation	10 000	9 000	6 185
VIII. — Frais généraux	95 000	173 000	116 738
IX. — Matériel et installations	35 000	50 000	127 399
TOTAL, secrétariat	3 980 000	3 283 930	1 528 274
C. — Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU			
X. — Services administratifs généraux.....	587 000	510 000	231 347
XI. — Services linguistiques	1 922 000	1 589 400	664 462
XII. — Services des documents	663 000	566 270	151 172
Total, services	3 172 000	2 665 670	1 046 981
TOTAL GÉNÉRAL, chapitre 20	9 100 000	5 971 500	2 592 861

326. Lorsqu'il a examiné les prévisions de dépenses relatives à 1967, le Comité consultatif a en même temps fait le point du budget de 1966 pour le chapitre 20. On a noté qu'à sa troisième session, en février 1966, le Conseil du commerce et du développement a adopté des programmes qui ne figuraient pas précédemment au programme général de la Conférence pour 1966 et qui concernaient la Commission des transports maritimes et la Commission des invisibles et du financement lié au commerce. Le Comité a été informé que, puisque ces nouveaux programmes avaient dans une large mesure un caractère continu, le personnel de la Division des invisibles devrait s'accroître de dix administrateurs et de dix fonctionnaires de la catégorie des services généraux. Ces nouveaux postes ont été demandés dans le projet de budget pour 1967. Toutefois, pour permettre le lancement des nouveaux programmes, un crédit supplémentaire de quelque 330 000 dollars est nécessaire en 1966 pour des consultants et autres spécialistes, ainsi que pour le personnel correspondant des services généraux, et pour les frais de voyage de deux groupes d'experts. En outre, bien que le rythme de recrutement du personnel du secrétariat de la Conférence se révèle satisfaisant, ce qui laisse présager que les abattements pour mouvements de personnel pourraient être inférieurs aux pourcentages de 40 p. 100 et 20 p. 100 envisagés respectivement pour 1966 en ce qui concerne les nouveaux postes d'administrateurs et d'agents des services généraux, il se peut néanmoins que des économies soient réalisées en compensation du fait des retards intervenant dans le recrutement visant à pourvoir les nouveaux postes autorisés pour le personnel appelé à

fournir des services à la Conférence par l'intermédiaire d'autres unités administratives. On a indiqué que le montant total estimatif des dépenses pour 1966 dépendait de certains facteurs et que l'on serait peut-être amené à présenter des demandes de crédits supplémentaires pour 1966, de sorte que le montant total des dépenses du chapitre 20 serait très proche de celui du crédit ouvert, qui est de 5 971 510 dollars.

327. Pour qu'il soit possible, en lisant les observations et recommandations du Comité consultatif, de se reporter plus aisément aux propositions du Secrétaire général, on a adopté autant que possible, dans le présent rapport, l'ordre et la présentation adoptés pour le chapitre 20 dans le projet de budget de 1967.

A. — Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs

328. Dans son vingt-troisième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)⁵⁵, qui concernait les demandes de crédits révisés relatives à la Conférence pour 1966 (chap. 20)⁵⁶, le Comité consultatif a rappelé que, la deuxième session de la Conférence ayant été reportée de 1966 à 1967, il n'y avait plus lieu de maintenir le crédit de 2 millions de dollars que le Secrétaire général avait provisoirement demandé à cette fin dans le projet de budget de 1966. Cependant, le Secrétaire général avait fait observer que certains crédits n'en demeureraient pas moins nécessaires pour préparer la documentation de base requise pour la Conférence;

⁵⁵ *Ibid.*, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6144.

⁵⁶ *Ibid.*, document A/C.5/1042.

compte tenu de l'effectif déjà demandé pour le secrétariat de la Conférence pour 1966, ainsi que du personnel supplémentaire qu'il prévoyait dans ses demandes révisées, le Secrétaire général s'était donc déclaré d'avis que, pour que la Conférence puisse faire établir les études et la documentation préparatoire voulues, il fallait pouvoir recruter d'autres consultants et du personnel temporaire bénéficiant du concours du personnel de secrétariat nécessaire, les dépenses correspondantes étant estimées à 250 000 dollars au plus pour 1966. Il était précisé⁵⁷ que, avec ces ressources additionnelles, le secrétaire général de la Conférence serait en mesure de hâter les travaux relatifs à certains programmes prioritaires envisagés par le Conseil du commerce et, par conséquent, de faire paraître la documentation de base correspondante en vue de la deuxième session de la Conférence.

329. Lorsqu'il a formulé ses observations sur les demandes de crédits révisées pour 1966, le Comité consultatif a déclaré⁵⁸ qu'il admettait que certains travaux préparatoires seraient nécessaires pour que la deuxième session de la Conférence puisse se dérouler de façon satisfaisante, mais qu'il partait du principe que les dépenses faites en 1966 seraient prises en considération dans l'établissement des prévisions concernant la Conférence de 1967. Le Comité est donc quelque peu surpris de voir figurer dans le projet de budget de 1967, au titre de la documentation préparatoire à la Conférence, un crédit de 235 500 dollars, qui serait nécessaire pour couvrir les dépenses relatives aux consultants (56 000 dollars), aux voyages du personnel (25 000 dollars), à la traduction (76 500 dollars) et à la reproduction (78 000 dollars). Etant donné que le projet de budget de 1967 prévoit la traduction et la reproduction de documents préparatoires dont le volume est évalué au total à 3 000 pages, il semblerait que les 250 000 dollars autorisés pour 1966 sont utilisés pour le personnel temporaire et les honoraires des consultants, ainsi que pour les frais de voyage correspondants, et non pas pour la traduction et la reproduction des documents comme il avait été indiqué à l'origine.

330. Le Comité s'est également préoccupé du fait que 963 000 dollars sont demandés pour le personnel des services linguistiques et des services de conférence en vue de la deuxième session de la Conférence du commerce et du développement. Mis à part 181 fonctionnaires faisant partie de l'effectif normal, les demandes de crédits prévoient, à titre temporaire, 413 personnes dont le recrutement entraînerait des dépenses d'environ 900 000 dollars pour les traitements, les frais de voyage et les indemnités de subsistance.

331. Le Comité consultatif ne peut se prononcer en connaissance de cause sur ces dispositions, dont il faut présumer qu'elles se fondent sur des besoins connus ou prévisibles que la première session de la Conférence a permis d'évaluer. Toutefois, il ne peut s'empêcher d'exprimer quelque appréhension devant l'importance des dépenses en cause, qui représentent près de 50 p. 100 du coût de la deuxième session de la Conférence. Bien qu'il ne soit pas en mesure d'évaluer comme il se doit les besoins particuliers à la Conférence, il pense que l'on pourrait soumettre à un sérieux examen la possibilité de limiter la durée des réunions, ce qui permettrait de réduire les montants relatifs à tous les postes de dépenses. A ce propos, il rappelle les observations faites dans le même sens par certains représentants lors de la

troisième session du Conseil du commerce (TD/B/66). Le Comité consultatif n'ignore pas que la durée des conférences et des réunions est déterminée principalement par le contenu et l'importance de leur ordre du jour. A cet égard, il estime que les Etats Membres participant à ces importantes rencontres, qui réunissent un grand nombre de personnes, ainsi que le Secrétariat, qui est chargé d'en assurer le service, trouveraient peut-être tous avantage à ce que soient désignés tout d'abord de petits comités ou groupes d'experts chargés de déterminer les questions à inscrire à l'ordre du jour et l'ordre de priorité, ce qui permettrait de limiter le nombre des sujets en se préoccupant avant tout des besoins essentiels de la conférence en cause et de l'efficacité de ses travaux.

332. Le Comité consultatif estime également qu'il pourrait y avoir avantage à faire fusionner certains des organes subsidiaires de la Conférence, ce qui permettrait d'intégrer les opérations et de rationaliser le programme de séances et de réunions. Le Comité espère aussi que le Conseil du commerce estimera pouvoir s'acquitter de ses tâches en se réunissant une fois l'an au lieu de deux fois. En formulant ces suggestions, le Comité ne voudrait pas donner l'impression qu'il considère isolément le programme de séances et de réunions de la Conférence du commerce et du développement; tout au contraire, il déclare dans les paragraphes 41 à 51 du présent rapport, où il traite abondamment du problème de plus en plus grave que pose la prolifération des réunions et des conférences à l'Organisation des Nations Unies, que celle-ci ne pourra s'acquitter véritablement de ses obligations à l'égard des Etats Membres que lorsqu'on s'attaquera de manière concertée à ce problème.

333. En ce qui concerne les prévisions de dépenses pour la publication des Actes de la Conférence (415 000 dollars), le Comité se réjouit qu'à sa troisième session le Conseil du commerce ait donné pour directive de faire un choix entre les documents appelés à figurer dans les Actes imprimés. Toutefois, il note que les propositions qui lui sont présentées prévoient l'inclusion de toute la documentation préparatoire à la Conférence, et il estime donc qu'un choix pourrait intervenir également pour cette partie de la documentation. En outre, étant donné le délai qui est jugé nécessaire pour la traduction et la préparation de la documentation, le Comité doute que l'on ait besoin en 1967 de la somme de 415 000 dollars qui est demandée pour l'impression des Actes de la Conférence.

B. — Secrétariat de la Conférence

334. Le crédit demandé (3 425 000 dollars) pour les traitements et les dépenses communes de personnel, y compris les congés dans les foyers du personnel de secrétariat de la Conférence, tient compte de 76 nouveaux postes (29 administrateurs, 34 secrétaires et commis, et 13 statisticiens) qui porteraient l'effectif total à 272 personnes pour 1967. Il fait apparaître une augmentation d'environ 1 077 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1966.

335. On fait valoir dans le projet de budget que les 76 nouveaux postes sont nécessaires pour renforcer suffisamment le secrétariat pendant la première année de fonctionnement de l'ensemble de l'appareil administratif, et qu'en 1967 le mandat et le programme de travail du Conseil du commerce et de ses commissions techniques seront pleinement en vigueur.

⁵⁷ *Ibid.*, par. 5.

⁵⁸ *Ibid.*, A/6144, par. 5.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

336. Tout en estimant que le personnel de secrétariat de la Conférence doit être suffisant pour fournir les services essentiels nécessaires à la mise en œuvre effective des programmes opérationnels conformément aux vœux des Etats Membres, le Comité doute que tous les postes autorisés pour 1966 soient en fait pourvus d'ici à la fin de l'année en cours, et que ceux des nouveaux postes très spécialisés qui sont demandés pour 1967 aient en fait un titulaire pendant toute l'année. Il estime donc que certaines économies seront possibles grâce à des vacances de postes en 1967.

337. Bien que le Comité consultatif ne soit pas en mesure d'examiner dans tous les détails les besoins en personnel des différentes divisions du secrétariat de la Conférence, il estime néanmoins que l'on pourrait mettre moins de hâte à créer et développer certaines unités administratives. Cette observation vise en particulier le développement qui est envisagé pour la Division de la recherche, ainsi que la création d'un service de l'assistance technique. Pour ce qui est de la Division, le Comité estime que, avant d'entreprendre une nouvelle extension des services de recherche, la Conférence devrait déterminer quels sont les concours qu'elle peut demander aux services existants, ce qui permettrait le cas échéant d'éviter les doubles emplois. Quant au service d'assistance technique dont la création est envisagée, le Comité estime qu'il est peut-être prématuré de prendre une mesure dans ce sens, et il exprime l'espoir que la décision sera différée jusqu'au moment où il apparaîtra, à la lumière de l'expérience, qu'un service de ce genre est véritablement nécessaire à la Conférence.

338. En ce qui concerne les crédits demandés pour les autres articles intéressant le secrétariat de la Conférence, qui par nature sont soumis à une discipline et à un contrôle administratifs rigoureux, le Comité consultatif est convaincu que des économies appréciables pourront être réalisées en 1967.

C. — Services fournis par d'autres unités administratives de l'Organisation des Nations Unies

339. Le crédit de 3 172 000 dollars demandé au titre de cette rubrique est destiné à couvrir le coût des prestations essentielles fournies au secrétariat de la Conférence par les services administratifs généraux, les services linguistiques et les services des documents. Le crédit demandé pour 1967 fait apparaître, par rapport au crédit ouvert pour 1966, une augmentation de quelque 506 000 dollars qui est imputable pour 332 000 dollars environ aux services linguistiques, pour 96 000 dollars aux services des documents et pour 77 000 dollars aux services administratifs généraux.

340. Sur le crédit total de 1 922 000 dollars demandé pour 1967 en ce qui concerne les services linguistiques, 959 000 dollars environ se rapportent à 70 postes permanents et 963 000 dollars au personnel temporaire, les chiffres se fondant sur le volume de travail correspondant au calendrier provisoire de réunions qui figure au tableau 20-18 du projet de budget. Le calendrier provisoire des réunions sera soumis pour examen et approbation au Conseil du commerce et du développement lors de la quatrième session de cet organe, en août-septembre 1966. Le Comité note que le calendrier prévoit deux conférences sur les produits de base et qu'il est prévu, pour le cas où une troisième se révélerait nécessaire, de demander les crédits correspondants dans le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires pour 1967 qui sera soumis à l'Assemblée générale.

341. Le crédit de 663 000 dollars qui est demandé pour les services des documents (art. XII) comprend 219 000 dollars pour des travaux contractuels d'imprimerie et 444 000 dollars pour des travaux de reproduction effectués dans les ateliers du secrétariat. Le montant relatif aux travaux effectués à l'extérieur correspond à la publication des Actes des cinquième et sixième sessions du Conseil du commerce et de six études spéciales. Vu le caractère provisoire de ces chiffres, qui se fondent sur des prévisions relatives à la documentation nécessaire, et dans l'espoir que le Conseil du commerce et du développement jugera possible de ne tenir qu'une seule réunion en 1967 ainsi qu'il est suggéré au paragraphe 332 ci-dessus, le Comité estime que des économies pourraient être réalisées au titre de l'article XII en 1967.

Conclusions

342. Compte tenu des observations qui précèdent, et en particulier des recommandations qui figurent aux paragraphes 331 à 333, 336 à 338, 340 et 341, le Comité consultatif recommande pour 1967, au titre du chapitre 20 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), l'ouverture d'un crédit total de 8 800 000 dollars, soit 300 000 dollars de moins que le crédit demandé par le Secrétaire général.

Dollars

Réduction recommandée:

Chapitre 20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement..... 300 000

Prévisions de recettes

343. Le tableau 22 donne une récapitulation des prévisions de recettes pour 1967, des montants approuvés pour 1966 et des recettes effectives de 1965.

Tableau 22

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES PRÉVISIONS DE RECETTES POUR 1967, DES MONTANTS APPRouvÉS POUR 1966 ET DES RECETTES EFFECTIVES DE 1965

<i>Chapitres des recettes</i>	<i>1967 Montants estimatifs</i>	<i>1966 Montants approuvés</i>	<i>1965 Montants effectifs</i>	<i>Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966</i>
			</	

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

Tableau 22 (suite)

Chapitres des recettes	1967 Montants estimatifs	1966 Montants approuvés	1965 Montants effectifs	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966
Dollars des Etats-Unis				
4. Vente des timbres-poste de l'ONU (administration postale de l'ONU)....	1 785 000	1 670 000	2 071 165	115 000
5. Vente des publications.....	827 650	718 000	675 628	109 650
6. Services destinés aux visiteurs; res- taurants et services annexes.....	791 300	805 400	700 286	(14 100)
TOTAL des recettes autres que les contributions du personnel	8 273 626	6 675 800	7 067 573	1 597 826
TOTAL DES RECETTES	21 623 626	19 790 700	17 395 409	1 832 926

TITRE PREMIER. — RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre premier des recettes. — Contributions du personnel

	Dollars
Prévisions présentées par le Secrétaire général	13 350 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	13 350 000
1965 (montant effectif)	10 327 836
1966 (montant estimatif)	13 114 900

344. Ce chapitre concerne le produit probable des contributions auxquelles les traitements et émoluments des fonctionnaires sont assujettis conformément à l'article 3.3 du Statut du personnel. La totalité de la somme en question sera créditée au Fonds de péréquation des impôts pour être répartie entre les Etats Membres conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1965.

345. Les recettes prévues pour 1967 — soit 13 350 000 dollars — dépassent de 235 000 dollars le montant estimatif pour 1966. Sur ces recettes, 66 000 dollars correspondent aux contributions du personnel de la Cour internationale de Justice (chap. 19), 427 000 dollars à celles du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18) et 815 000 dollars à celles du personnel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20).

346. Le produit des contributions du personnel varie en raison directe du montant des traitements et de certaines dépenses communes de personnel visés aux chapitres 3, 4, 16, 17, 18, 19 et 20 du budget.

347. Le Comité consultatif recommande donc d'approuver, pour le chapitre premier des recettes, un montant estimatif de 13 350 000 dollars.

TITRE II. — AUTRES RECETTES

Chapitre 2 des recettes — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires

	Dollars
Prévisions présentées par le Secrétaire général	2 196 276
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	2 196 276
1965 (montant effectif)	1 741 793
1966 (montant estimatif)	1 916 200

348. Les 2 196 276 dollars prévus correspondent aux sommes à recevoir ci-après qui doivent être portées en recettes au budget ordinaire :

a) Versement de 1 418 932 dollars provenant de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement et correspondant aux dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante;

b) Subvention de 390 000 dollars versée par le Fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, au titre des dépenses d'administration consignées au chapitre 18 des prévisions de dépenses;

c) Versement de 387 344 dollars de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, au titre des dépenses de cet organisme qui sont initialement imputées sur le budget ordinaire de l'ONU.

349. L'augmentation nette de 280 076 dollars du montant des recettes prévues pour 1967 par rapport au montant prévu pour 1966 tient à l'augmentation des sommes à recevoir du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

350. Le montant de la somme à recevoir de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement, qui représente un versement forfaitaire au titre des dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution faites par l'ONU, est calculé sur la base de 14 p. 100 du total provisoire du coût du Programme pour la période biennale 1965-1966 et est fixé conformément aux termes de la résolution 1060 (XXXIX) du Conseil économique et social, qui stipule que cette contribution représente 14 p. 100 de la moitié du programme d'opérations approuvé pour la période biennale précédente.

351. A sa vingtième session, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité consultatif⁵⁹ a adopté, notamment, une nouvelle formule pour la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés; cette subvention est fixée à 10 p. 100 des engagements réels contractés au titre du programme courant, à l'exclusion des engagements portant sur des dépenses d'administration qui sont directement couvertes dans le cadre du programme. Etant donné que l'objectif financier réel du programme courant pour 1967 ne sera fixé qu'en octobre 1966, le montant de la subvention pour 1967 est pour le moment le même que pour 1966, soit 390 000 dollars.

352. Le montant estimatif de la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions du personnel

⁵⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6138.

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

387 344 dollars) pour 1967 a été calculé en fonction de la formule dont l'ONU et la Caisse sont convenues quant à la répartition des dépenses de la Caisse. Ces dépenses sont initialement imputées sur le budget ordinaire de l'ONU, leur montant étant ensuite remboursé à l'ONU par la Caisse commune. L'augmentation prévue de 98 850 dollars par rapport au montant effectif de 1965 correspond en partie aux crédits plus élevés qui ont été demandés pour faire face aux frais des placements,

l'accroissement des dépenses de personnel et à un taux supérieur de remboursement à l'ONU du coût de utilisation de l'ordinateur et de services annexes de traitements d'informations, du coût de la vérification extérieure des comptes et d'autres dépenses d'administration.

353. Sous réserve des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 2 des recettes, le montant estimatif de 2 196 076 dollars proposé par le Secrétaire général dans le projet de budget pour 1967.

Chapitre 3 des recettes. — Recettes générales

	Dollars
Prévisions présentées par le Secrétaire général	2 673 400
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	2 700 000
1965 (montant effectif)	1 878 701
1966 (montant estimatif)	1 566 200

354. Le montant des recettes prévues au chapitre 3 accuse une augmentation nette de 1 107 200 dollars par rapport au montant estimatif de 1966 et une augmentation de 794 700 dollars environ par rapport au montant effectif de 1965.

355. A la rubrique i (Loyers) les recettes à prévoir ont légèrement augmenté (5 500 dollars) par rapport à 1966 et elles ont diminué (117 000 dollars environ) par rapport aux recettes effectives de 1965 par suite du transfert de l'Organisation mondiale de la santé du Palais des Nations, à Genève, dans ses propres locaux en 1966. Le Comité consultatif croit savoir que les conditions de location au Siège ont fait l'objet d'un réexamen qui devrait permettre une augmentation des recettes provenant des loyers dans les années à venir.

356. Le montant des recettes prévues à la rubrique ii (Remboursement au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes) fait apparaître une augmentation nette de 94 600 dollars; cette augmentation est le résultat d'un certain nombre d'augmentations compensées en partie par certaines diminutions dans les différentes rubriques du chapitre 3 qui sont exposées en détail dans le projet de budget. La principale recette nouvelle prévue à la rubrique ii est celle qui proviendra du remboursement par l'Institut latino-américain de planification économique et sociale du coût des services et des locaux fournis à l'Institut dans le nouvel immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, soit 113 600 dollars.

357. Une augmentation de 737 000 dollars apparaît à la rubrique vi (Contributions d'Etats non membres) qui correspond aux contributions qui seront versées par les Etats non membres au titre de leur participation à la Cour internationale de Justice, au contrôle international des stupéfiants, au Bureau international des déclarations de décès de personnes disparues, à la Commission économique pour l'Europe, à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et à la

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les Etats non membres, dont les contributions seront fixées en fonction des dépenses effectives, seront informés dans le courant de l'année 1967 de la somme qu'ils devront verser au titre de leur quote-part des dépenses de cet ordre faites pendant l'exercice précédent. Les recettes prévues actuellement ont été calculées en fonction des dépenses prévues pour 1966.

358. Le montant des recettes prévues à la rubrique vii au titre des services de télévision et services analogues (353 500 dollars) est supérieur de 43 500 dollars au montant estimatif des recettes en 1966 et inférieur de 27 000 dollars environ au montant effectif de 1965.

359. La rubrique ix prévoit des recettes d'un montant de 120 000 dollars au titre du remboursement d'une partie des coûts de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. A sa vingtième session, l'Assemblée générale a décidé de prévoir au chapitre 7 du budget ordinaire un montant de 200 000 dollars en 1965 et d'un million de dollars en 1966 au titre des travaux d'achèvement de la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. Ces dispositions ont été prises conformément à un accord conclu entre l'ONU et le Gouvernement chilien, aux termes duquel ce dernier remboursera en 10 ans ce montant total de 1 200 000 dollars en monnaie chilienne. Le premier versement du Gouvernement chilien à cet effet a été effectué en septembre 1965 et la somme à recevoir en 1966 sera inscrite au budget additionnel de cet exercice.

360. Le Comité consultatif estime que le chiffre des recettes prévues au présent chapitre pourrait être relevé quelque peu, en particulier pour ce qui est des rubriques ii, iv, vi et vii.

361. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 3 des recettes, un montant estimatif de 2 700 000 dollars, soit une augmentation de 26 600 dollars par rapport aux prévisions présentées par le Secrétaire général.

	Dollars
Augmentation recommandée:	
Chapitre 3 des recettes. — Recettes générales.....	26 600

Chapitre 4 des recettes. — Vente des timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU)

	Dollars
Prévisions présentées par le Secrétaire général	1 785 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	1 800 000
1965 (montant effectif)	2 071 165
1966 (montant estimatif)	1 670 000

362. Le montant net des recettes provenant de la vente des timbres-poste de l'ONU est évalué à 1 785 000 dollars, soit une augmentation de 115 000 dollars par rapport au chiffre approuvé pour 1966 et une diminution de 286 165 dollars par rapport au montant effectif des recettes de 1965. Le chiffre d'affaires brut prévu au présent chapitre pour 1967 est de 2 550 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 200 000 dollars par rapport au montant approuvé pour 1966. Le coût additionnel des traitements des fonctionnaires permanents et des dépenses communes de personnel de l'Administration postale de l'ONU à New York et à Genève, dont le montant estimatif pour 1967 est de 398 800 dollars, est inscrit aux chapitres

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

pertinents des prévisions de dépenses. Par suite, l'excédent des recettes provenant de la vente des timbres-poste sur les dépenses directement imputables à cette opération est estimé à 1 386 200 dollars.

363. Comme par le passé, le Comité consultatif note avec satisfaction la grande efficacité des efforts déployés par l'Administration postale de l'ONU qui non seulement réussit à stimuler l'intérêt du public pour les Nations Unies mais encore représente pour l'Organisation une source importante de recettes. Grâce à son action publicitaire continue, l'Administration postale a réussi à élargir sa clientèle tant parmi les particuliers que parmi les administrations postales nationales.

364. Le Comité consultatif, notant l'efficacité de l'action publicitaire menée à l'heure actuelle et tenant compte des innovations prévues pour l'avenir, recommande d'approuver, pour le chapitre 4 des recettes, un montant estimatif de 1 800 000 dollars, soit une augmentation de 15 000 dollars par rapport aux prévisions présentées par le Secrétaire général.

Dollars

Augmentation recommandée:

Chapitre 4 des recettes. — Vente des timbres-poste de l'ONU 15 000

Chapitre 5 des recettes. — Vente des publications

Dollars

Prévisions présentées par le Secrétaire général	827 650
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	827 650
1965 (montant effectif)	675 628
1966 (montant estimatif)	718 000

365. Ce chapitre concerne les recettes provenant de la vente des publications et imprimés d'information de l'ONU, ainsi que de publications des institutions spécialisées.

366. Le montant de ces recettes est estimé à 827 650 dollars pour 1967, ce qui représente une augmentation de 109 000 dollars environ par rapport au montant approuvé pour 1966 et de 152 000 dollars par rapport au montant effectif de 1965.

367. Le chiffre d'affaires brut pour 1967 est estimé à 1 510 000 dollars, contre un montant estimatif de 1 393 000 dollars pour 1966 et un montant effectif de 1 223 509 dollars en 1965. On compte que pour 1967 il faudra déduire du chiffre d'affaires brut 237 500 dollars au titre du coût des ouvrages vendus et 444 850 dollars au titre des dépenses à imputer sur les recettes. En conséquence, les recettes nettes sont chiffrées à 827 650 dollars, contre un montant estimatif de 718 000 dollars en 1966 et des recettes effectives de 675 628 dollars en 1965.

368. Les dépenses additionnelles ayant trait à cette opération sont imputées sur les crédits ouverts au budget ordinaire pour les postes permanents et les dépenses communes de personnel des sections de vente de New York et de Genève (chap. 3 et 4), pour le coût marginal — coût du papier, des travaux d'impression et de reliure — des publications destinées à la vente (chap. 11), et pour l'éclairage, le chauffage, etc., et l'entretien de la librairie du Siège (chap. 9). Ces dépenses additionnelles sont estimées à 533 000 dollars pour 1967, contre 497 000 dollars en 1966. Par suite, l'excédent des recettes sur les dépenses directement imputables à la vente des publications est estimé à 294 650 dollars pour 1967, contre 220 100 dollars en 1966 et 230 817 dollars (montant effectif) en 1965.

369. Le Secrétaire général fait observer que l'augmentation prévue du chiffre d'affaires brut tient à l'accroissement sensible et régulier des ventes hors des Etats-Unis, accroissement qui est attribuable essentiellement à une action publicitaire dynamique. Par ailleurs, la politique en vigueur en ce qui concerne les prix de vente des publications des Nations Unies fait actuellement l'objet d'une révision et l'on prévoit que les modifications apportées permettront d'accroître le chiffre des recettes.

370. Le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 5 des recettes, le montant estimatif de 827 650 dollars proposé par le Secrétaire général pour 1967.

Chapitre 6 des recettes. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes

Dollars

Prévisions présentées par le Secrétaire général	791 300
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	791 300
1965 (montant effectif)	700 286
1966 (montant estimatif)	805 400

371. Les prévisions relatives au chapitre 6 des recettes sont subdivisées en deux articles: l'article premier concerne les services destinés aux visiteurs et au public (visites guidées, comptoirs d'articles pour cadeaux et magasin de souvenirs de New York, et visites guidées de Genève); l'article II concerne les services qui intéressent essentiellement les délégations et les fonctionnaires de l'ONU (restaurants et services annexes).

372. On trouvera au tableau 23 un état récapitulatif des prévisions concernant les divers services pour 1967 avec, en regard, les chiffres correspondants pour 1966 et 1965.

Tableau 23

SERVICES DESTINÉS AUX VISITEURS (ART. I^{er}) ET RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES (ART. II) :
RECETTES BRUTES ET RECETTES NETTES^a

	1965		1966		1967	
	Montants effectifs		Montants estimatifs		Montants estimatifs	
	Recettes brutes	Recettes nettes	Recettes brutes	Recettes nettes	Recettes brutes	Recettes nettes
Dollars des Etats-Unis						
NEW YORK						
<i>Article I^{er}. — Services destinés aux visiteurs</i>						
Visites guidées	768 375	25 226	864 300	145 500	850 000	110 700
Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU.....	550 135	133 016	520 000	127 000	530 000	132 300
Magasin de souvenirs	616 095	239 743	580 000	216 000	600 000	227 000

Recommandations détaillées concernant le projet de budget

	1965 Montants effectifs		1966 Montants estimatifs		1967 Montants estimatifs	
	Recettes brutes	Recettes nettes	Recettes brutes	Recettes nettes	Recettes brutes	Recettes nettes
<i>Dollars des Etats-Unis</i>						
<i>A déduire: Frais d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien pour l'ensemble des services.....</i>	—	(195 500)	—	(199 000)	—	(202 200)
TOTAL, article I ^{er}	1 934 605	202 485	1 964 300	289 500	1 980 000	267 800
Article II. — Restaurants et services annexes.....	2 317 756	6 779	2 183 000	—	2 400 000	—
ENEVE						
Article I ^{er} . — Services destinés aux visiteurs						
Visites guidées et vente de cartes postales et de souvenirs	51 037	(9 132)	54 000	(8 800)	51 800	(12 300)

^a Recettes nettes, déduction faite: i) des dépenses directes imputées sur les recettes, ii) des dépenses additionnelles imputées sur le budget ordinaire.

373. En ce qui concerne les visites guidées à New York, on notera que le montant estimatif brut des recettes (850 000 dollars) a légèrement diminué (14 300 dollars) par rapport au montant des recettes qui étaient prévues pour 1966 (864 300 dollars); cette diminution est imputable essentiellement au fait qu'il y a eu au cours des 18 derniers mois, parmi les personnes qui ont visité le Siège, une proportion plus grande d'étudiants qui bénéficient d'un tarif de faveur. L'augmentation des recettes prévue pour 1967 et 1966 par rapport à 1965 est à l'augmentation des droits d'admission des visiteurs qui est entrée en vigueur en janvier 1966.

374. Les dépenses imputées sur les recettes sont généralement plus élevées qu'en 1966 mais inférieures de 1 000 dollars environ aux dépenses effectives de 1965.

375. Le Comité consultatif a constaté, en examinant le chapitre, que le nombre de personnes qui ont visité le Siège en 1963, 1964 et 1965 et celui que l'on a prévu pour 1966 et 1967 dépasse dans chaque cas 1 million, chiffre ne variant que légèrement d'une année à l'autre. Il a donc cherché à savoir si les chiffres pris pour base des prévisions étaient essentiellement fondés sur l'expérience des dernières années ou s'ils correspondaient au nombre maximum de visiteurs que peut matériellement recevoir le bâtiment de l'ONU. Le Comité a été informé que les prévisions étaient fondées sur les chiffres enregistrés les années précédentes mais que l'on estimait que de toute façon le nombre de visiteurs était tel que l'on avait pratiquement atteint le point de saturation et qu'il devenait de plus en plus difficile, sinon matériellement impossible d'en admettre davantage dans le bâtiment. On a également indiqué au Comité que la situation ne pourrait être améliorée que

si l'on agrandissait les installations mises à la disposition du Service des visites et des personnes qui visitent l'ONU ou qui font des achats au comptoir d'articles pour cadeaux, à la librairie ou au magasin de souvenirs sans nécessairement participer à une visite guidée. Aucun agrandissement n'est cependant envisagé à l'heure actuelle.

376. Le Comité consultatif tient à saisir cette occasion pour exprimer sa satisfaction du précieux concours que le Service des visites de New York apporte à l'ONU depuis de nombreuses années pour ce qui est des relations avec le public et des recettes importantes qu'il procure à l'Organisation.

377. Le montant estimatif de 2 430 000 dollars proposé pour le chiffre d'affaires brut et les autres recettes prévues à l'article II (Restaurants et services annexes) a été calculé d'après l'hypothèse que les recettes brutes couvriront la totalité des dépenses imputables sur les recettes. Le principe régissant la gestion des restaurants et services annexes est que les prix doivent être fixés et ajustés périodiquement de façon que, dans l'ensemble, les recettes et les dépenses de cette opération s'équilibrent.

378. Le Comité consultatif n'a pas d'observations particulières à formuler au sujet de l'article II; il présume toutefois que le Secrétaire général fait en sorte que les opérations que vise cet article soient toujours suivies de près, veillant ainsi à ce que le principe rappelé au paragraphe précédent soit pleinement appliqué.

379. Compte tenu des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'approuver, pour le chapitre 6 des recettes, le montant estimatif de 791 300 dollars proposé par le Secrétaire général pour 1967.

INDEX

(Sauf indication contraire, les numéros renvoient aux paragraphes du rapport)

A

Action dans le domaine de l'information	102-111, 214, 241-243, 258
Activités économiques et sociales (planification à long terme et priorités)	33-36
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	24, 32, 42, 128, 138, 139, 142, 162, 168, 183, 207, 222, 233, 248, 322-342, 345, 357
Politique intégrée en matière de programme et de budget	78-90
Programmes et budgets	69-76
Activités productrices de recettes	362-379
Activités sociales (chap. 13)	277-278
Administration postale de l'ONU (chap. 4 des recettes)	362-364
Administration publique (chap. 13)	277, 278
Amélioration des locaux	193-206
Assemblée générale (conseils, commissions et comités):	
Frais de voyage des représentants et des membres (chap. 1er)	123-129
Automatisation des ascenseurs au Siège	198

B

Barème des traitements du personnel chargé de la sécurité à New York	151
Bâtiments et amélioration des locaux (chap. 7)	191-206
Bâtiments et amélioration des locaux — Genève	203-205
Bâtiments et amélioration des locaux — New York	194-202

C

Caisse commune des pensions du personnel	147, 161, 348, 352
Centres d'information	213, 221, 224
Chypre (Médiateur et Force des Nations Unies)	6, 15
Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	265-268
Classification des prévisions budgétaires et des dépenses	77-84, 91-101
Comité <i>ad hoc</i> d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées	10, 25, 26, 36, 37, 75, 90, 95, 98
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants (chap. 15)	277-278
Comité administratif de coordination	81, 91-101, 114-116
Comité administratif de coordination — Dispositions relatives au secrétariat du Comité	114-116
Comité consultatif du programme	36
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:	
Composition et attributions	Avant-propos
Sessions et rapports	Avant-propos

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	15, 287
Comité spécial de coordination (Conseil économique et social)	48, 51, 80, 85, 89, 90
Commerce et développement (Conférence)	24, 32, 42, 128, 138, 139, 142, 162, 168, 183, 207, 222, 233, 248, 322-342, 345, 357
Commissaires aux comptes (Comité des)	123, 126
Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine — Représentant technique et ses collaborateurs ..	15, 287
Commission du droit international	126
Communications (Coût des)	230, 232-234, 236, 237, 238
Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU	371, 372
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	24, 32, 42, 128, 138, 139, 142, 162, 168, 183, 207, 222, 233, 248, 322-342, 345, 357
Conférences et réunions	37-40, 41-51, 130-141
Conférences et réunions (UNCTAD) ..	328-333
Congé dans les foyers (Frais de voyage pour le)	185-186
Congo (Opération des Nations Unies au) ..	7
Conseil économique et social (Sessions des commissions et sous-commissions techniques)	50, 55, 68, 128, 157
Consultants et experts	162, 326, 329
Contributions du personnel (Recettes provenant des) [chap. 1er des recettes] ..	344-347
Contributions volontaires	26
Contrôle central, administratif et financier ..	82-84
Contrôle des stupéfiants (chap. 15)	277-278
Corée (Cimetière de)	265-268
Cour internationale de Justice (chap. 19) ..	316-321
Cours de langues	176
Crédits additionnels pour 1966 (Demandes éventuelles de)	15-20

D

Dépenses communes de personnel (chap. 4)	168-177
Dépenses de représentation (chap. 6) ..	188-190
Dépenses imprévues et extraordinaires:	
Observations	120
Dépenses faites à ce titre en 1966	15
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif	Appendice II
Dépenses non renouvelables	23, 30
Dépenses spéciales (chap. 12)	264-276
Développement économique, activités sociales et administration publique (chap. 13)	277-278
Disponibilités et exigibilités à court terme de l'ONU	26

Index

<p> itif de secours assurant l'alimenta- en électricité et l'éclairage (New rk) 196-197 mentation 52-68, 333 ments officiels 255 international (Commission du) .. 126 </p> <p style="text-align: center;">E</p> <p> internationale : w York 269 ève 264, 270-271 on (Procédures et méthodes) 64, 260 tien, utilisation et location des lo- x (chap. 9) 217-226 </p> <p style="text-align: center;">F</p> <p> de roulement : servations 121-122 jet de résolution présenté par le omité consultatif Appendice III extra-budgétaires (Recettes pro- ant de) 348-353 d'urgence des Nations Unies 7 ation du personnel (Programmes de) itures de bibliothèque 175-176 itures de bureau et fournitures pour eproduction des documents 246 itures et services d'information 245 de voyage des représentants (chap. 241-242 de voyage des représentants — Base calcul aux fins du remboursement 123-129 de voyage du personnel (chap. 5) .. 112, 113, 123 de voyage du personnel (Régime iqué) 178-187 généraux (chap. 10) 178 227-243 </p> <p style="text-align: center;">G</p> <p> e — Installations et services de érence 21, 38, 193, 203-205 n du Secrétariat : umentation destinée au Conseil onomique et social 56-60 rnements hôtes — Locaux communs 221, 224-225 </p> <p style="text-align: center;">H</p> <p> Commissaire pour les réfugiés ogramme courant) 307 Commissariat pour les réfugiés p. 18) 299-315, 345, 348 s supplémentaires et sursalaire de 148, 165-166 </p> <p style="text-align: center;">I</p> <p> ible des Nations Unies à Santiago erie (chap. 11) 23 erie — Travaux exécutés dans les ers du Secrétariat — Crédits 248-263 ation (Action dans le domaine ') 251, 259 102-111, 214, 241- 243, 258 ation (Centres d') 213, 221, 224 ation (Fournitures et services d') ations (Matériel et) [chap. 8] 241-242 tions spécialisées — Etablissement ésentation des budgets 207-216 91-101 </p> <p style="text-align: center;">L</p> <p> on et entretien du matériel 31-101 c, installations et services communs 232, 233, 235, 237, 240 224 </p> <p style="text-align: center;">M</p> <p> el et installations (chap. 8) 207-216 as spéciales (chap. 16) 283-292 </p>	<p> Mouvements de personnel (Facteurs in- fluant sur les) 145,152-153 </p> <p style="text-align: center;">O</p> <p> Obligations de l'ONU — Intérêts et prin- cipal 273 Observations générales sur le projet de budget pour 1967 1-8 Opération des Nations Unies au Congo Ordinateur (Traitement des données) .. 7 230, 232, 233, 235, 237, 240 77-84 Ordonnance du budget de l'ONU 273 Organisation des Nations Unies (Obliga- tions émises par l') 273 Ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1967 : Observations 118-119 Projet de résolution présenté par le Comité consultatif Appendice I </p> <p style="text-align: center;">P</p> <p> Palais des Nations — Transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien 203-205 Personnel (Programmes de formation du) Personnel (Renforcement de l'effectif du) Personnel (Facteurs influant sur les mou- vements de) 175-176 308-310, 334-338 Personnel chargé de la sécurité à New York (Barèmes des traitements) 145, 152-153 151 Personnel temporaire : Personnel temporaire pour les réunions Autre personnel temporaire 156-159 160-164 Politique intégrée en matière de pro- gramme et de budget 78-90 Postes permanents 27, 31, 32, 142-145, 149-155, 167, 284, 302, 308-310, 334- 337 </p> <p> Répartition géographique des postes permanents 144, tableau 6 Priorités (Etablissement des) 33-36, 73 Programme des Nations Unies pour le développement 279-281 Programmes de travail de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme 85-90 Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement 275 Programmes extra-budgétaires 8 Programmes de formation du personnel Programmes financés par des contribu- tions volontaires 175-176 8 Programmes techniques (chap. 13 à 15) Projet de budget pour 1967 : Avant-propos au projet de budget 277-282 Comparaison avec les crédits ouverts pour 1966 20-24 Comparaison des budgets des organi- sations 13-24 91-101 Considérations de principe sur les- quelles se fonde le projet de budget pour 1967 27-40 Nature et portée de l'examen du projet de budget par le Comité consultatif Observations générales 9-12 Ordonnance 1-8 Projet de résolution présenté par le Comité consultatif 77-84 Appendice I Réductions recommandées par le Co- mité consultatif 4, tableau du cha- pitre II, page 18 Demandes éventuelles de crédits addi- tionnels pour 1966 15-20 </p>
---	---

Index

Projets de résolution relatifs au budget	118-119, appendice I	Siège de l'Organisation des Nations Unies (Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du)	192
Publications (vente des) [chap. 5 des recettes]	365-370	Situation financière de l'Organisation ..	25-26
Q		Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	15, 287
Quotes-parts au titre du budget	2, 5	Stabilisation budgétaire, action dans le domaine de l'information	102-111
Quotes-parts des Etats non membres	324, 357	Stupéfiants (Contrôle des) [chap. 15] ..	277-278
R		Subvention, Haut Commissariat pour les réfugiés	303-307, 315, 348
Recettes (Activités productrices de)	362-379	Sud-Ouest africain — Programmes spé- ciaux d'enseignement et de formation	272
Recettes générales (chap. 3 des recettes)	354-361	T	
Recettes (Prévisions de)	343-379	Territoires administrés par le Portugal — Programme spécial de formation à l'intention des autochtones	274
Recettes provenant de fonds extra-budgé- taires (chap. 2 des recettes)	348-353	Traitement des données (Ordinateur) ..	230, 232, 233, 235, 237, 240
Recettes provenant des services de télé- vision et de la distribution de films ..	358	Traitements — Barème applicable au per- sonnel chargé de la sécurité à New York	151
Reclassements	149, 311-313	Traitements et salaires (chap. 3)	142-167
Réfugiés (Haut Commissariat pour les) [chap. 18]	299-315, 345, 348	Traitements et salaires — Augmentation des dépenses par rapport à 1966 et 1965	143, 145-148
Régime des voyages du personnel	178	Traitements et salaires — Coût du main- tien en 1967 de l'effectif de 1966	145
Renforcement de l'effectif	308-310, 334-338	Trésorerie — Ressources de l'Organisa- tion	26
Représentation (Dépenses de) [chap. 6]	188-190	Trust funds	8
République Dominicaine (Représentant du Secrétaire général)	15	V	
Résolution portant ouverture de crédits pour 1967:		Vente des publications (chap. 5 des re- cettes)	365-370
Observations	118-119	Visiteurs (Services destinés aux) — Vi- sites guidées	373-376
Projet de résolution présenté par le Comité consultatif	Appendice I		
Restaurants et services annexes	371, 377-378		
Réunions et conférences spéciales (chap. 2)	130-141		
S			
Santiago (Immeuble des Nations Unies à)	23		
Service mobile de l'Organisation des Nations Unies (chap. 17)	293-298		
Services destinés aux visiteurs, restau- rants et services annexes (chap. 6 des recettes)	371-379		